

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

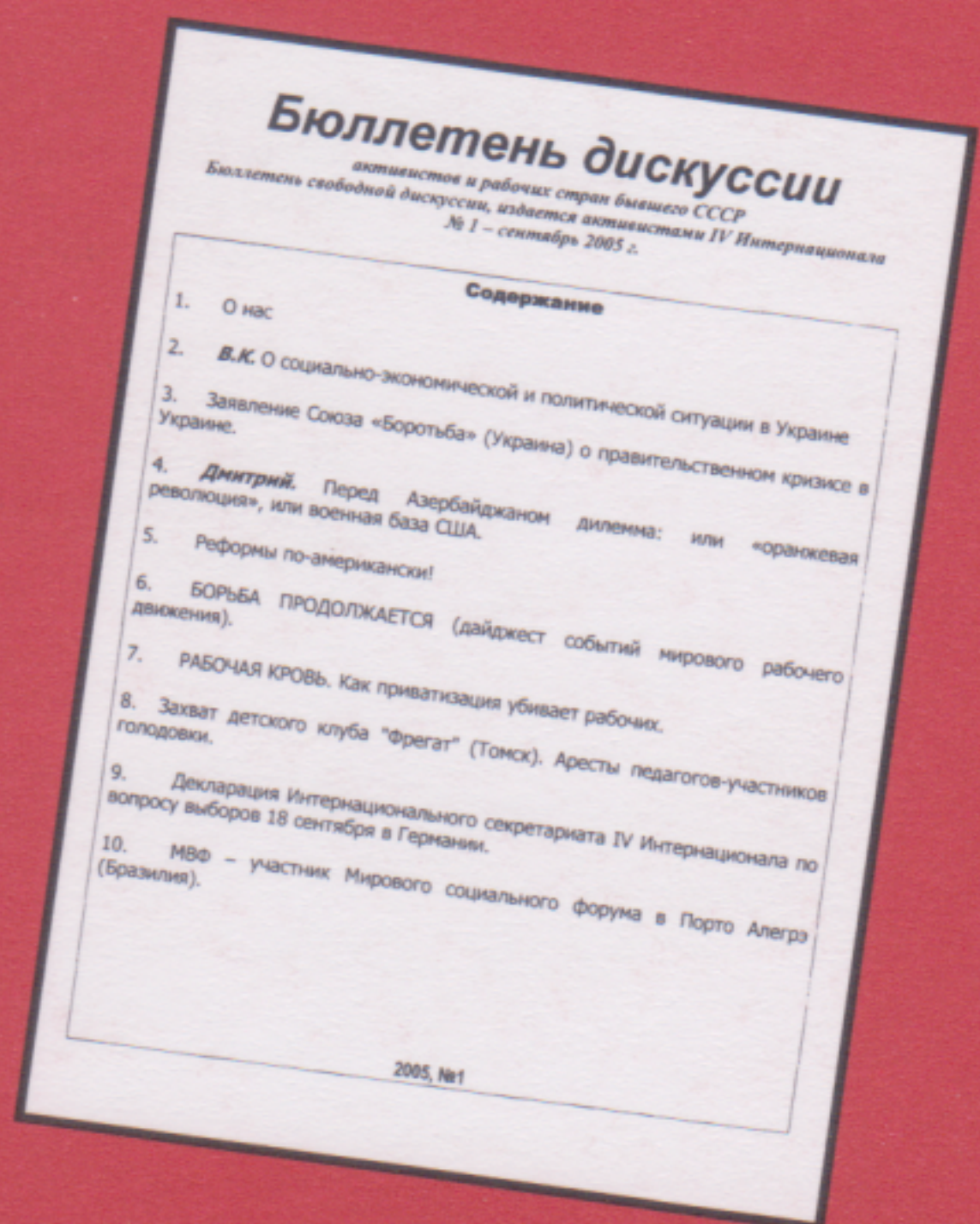


• Dossier Europe

— L'actualité du combat pour le front unique sur le Vieux Continent.

— Belgique : deux grèves générales en trois semaines, quelle issue politique ?

— Le premier numéro du *Bulletin de discussion des travailleurs et militants des pays de l'ex-URSS et de l'est de l'Europe* est paru.



• Bolivie, Equateur : quelques problèmes de la révolution en Amérique latine

La marche organisée par la FSTMB et la COR d'El Alto à La Paz, le 17 octobre 2005.

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

• **Notes éditoriales :** p. 3
(Par Marie-Claude Schidlower)

• **Dossier Europe**

— **L'actualité du combat pour le front unique
sur le Vieux Continent** p. 11
(Par Daniel Gluckstein)

— **Belgique : deux grèves générales
en trois semaines,
quelle issue politique ?** p. 29
(Par Christel Keiser et Philippe Larsimont)

— **Le premier numéro
du *Bulletin de discussion
des travailleurs et militants
des pays de l'ex-URSS
et de l'est de l'Europe*
est paru** p. 33
(Par Dominique Ferré)

• **Bolivie, Equateur :**
**quelques problèmes de la révolution
en Amérique latine** p. 45
(Par Jean-Pierre Raffi)

• **Etats-Unis :**
**la "Manifestation d'un million et plus"
et les perspectives de l'action politique
noire indépendante** p. 55
(Par Alan Benjamin)

• **A propos du Sahara-Occidental** p. 63
(Par Luis Gonzalez)

- **Le “Comité pour l’Internationale
ouvrière” (CWI)
et la réforme agraire au Zimbabwe p. 69**
(Par Razik Filali)

- **Octobre 1965 :
le massacre contre-révolutionnaire
en Indonésie p. 77**
(Par François Forgeue)

- **A propos
du néolibéralisme p. 87**
(Par Pierre Cise)

Notes éditoriales

A l'heure où sort ce numéro de *La Vérité*, les conséquences dévastatrices de la politique de l'impérialisme, du régime de la propriété privée des moyens de production, se font sentir dans tous les pays et sur tous les continents. De l'Irak à la Palestine et à tout le Moyen-Orient, du Pakistan à la Chine, dans la "vieille Europe", en Amérique latine et aux Etats-Unis mêmes, l'offensive de l'impérialisme menace l'existence même des nations, et avec elles tous les acquis de la civilisation humaine.

Au Pakistan, les responsables de la centrale syndicale APTUF informent le mouvement ouvrier que, près de trois semaines après le terrible tremblement de terre du 9 octobre, la situation devient de plus en plus dramatique. Au moins un million de personnes demeurent isolées dans les régions montagneuses, où la température est tombée au-dessous de zéro. Des blessés laissés sans soins sont atteints de gangrène. Le manque d'hélicoptères rend difficile l'accès aux zones les plus montagneuses.

"A cela s'ajoute", dit un communiqué de l'APTUF, le fait que *"les secours les plus élémentaires avaient été scandaleusement lents à atteindre les régions les plus touchées"*.

L'APTUF ajoute : *"Cette incapacité est d'autant plus frappante qu'elle contraste avec la mobilisation de tout le peuple (...). Non seulement les Pakistanais veulent aider, mais ils tiennent à le faire avec l'énergie du désespoir. Ce qui fait obstacle à leurs efforts, c'est de ne pas savoir si ce qu'ils donnent arrivera à ceux qui en ont besoin. Là réside le paradoxe de la situation : une forte volonté nationale, mais qui coïncide avec une perte de confiance à l'égard du gouvernement et de ses institutions. En d'autres termes, un fossé qui s'élargit entre le peuple et le gouvernement."*

En Irak, le 15 octobre, un projet de "Constitution" préparé sous la direction et avec le concours des représentants de l'administration Bush faisait l'objet d'un référendum dans un pays occupé et saigné par la coalition dirigée par les Etats-Unis. Et ce n'est que le 22 octobre que les résultats étaient rendus publics : 78 % de oui, selon les communiqués officiels.

Cette prétendue Constitution vise avant toute chose à donner une légitimité à l'éclatement de la nation irakienne, un "pays" kurde au nord, un "pays" sunnite au centre et, au sud, un "pays" chiite. Comme le note la revue américaine *The Nation*, *"le vote sur la Constitution ne peut qu'entraîner une exacerbation des divisions, sans diminuer le soutien de la population à l'insurrection"*.

L'administration Bush a, bien entendu, comme à chaque étape du martyre du peuple irakien, salué cette "grande victoire de la démocratie". Dorénavant, toutes nouvelles recherches et exploitations pétrolières seront directement prises en charge par les grandes compagnies pétrolières, essentiellement américaines. C'est sans doute la raison pour laquelle le Pentagone envisage l'installation durable en Irak de huit nouvelles bases militaires.

L'invasion et l'occupation sanglante de l'Irak s'inscrivent dans la stratégie du "Grand Moyen-Orient" (dont nous avons parlé dans notre précédent numéro) dirigée contre tous les peuples et toutes les nations de la région, et qui vise à constituer une vaste zone économique réservée.

Et c'est maintenant la Syrie, dont le gouvernement est accusé par l'administration américaine de coopérer avec les insurgés irakiens et d'être impliqué dans l'assassinat d'hommes politiques, d'être présentée comme l'une des prochaines cibles de cette guerre sans fin. Et avec le même aplomb, ceux qui avouent aujourd'hui avoir menti sur les armes de destruction massive en Irak pour couvrir le déclenchement de la guerre affirment disposer de "preuves irréfutables" contre le régime syrien. Toute la région est menacée.

Cette offensive de l'impérialisme américain contre tous les peuples est aussi une offensive contre la classe ouvrière et le peuple américains. Chacun avait été saisi par l'ampleur de la catastrophe de La Nouvelle-Orléans et du golfe du Mexique, touchant près d'un million de personnes. Chacun avait été frappé par le spectacle de la première puissance mondiale incapable d'aider les siens. Cette catastrophe révèle l'incompétence, le mépris de l'administration Bush pour la population pauvre, à grande majorité noire, de cette région.

Nos camarades de *Socialist Organizer* avaient publié une déclaration : *"Tous ceux qui ont été déplacés doivent pouvoir retrouver leur maison, leur quartier. Il faut un plan d'urgence."* Telles sont les exigences de la population et du mouvement ouvrier. A l'exact opposé des exigences de la démocratie et des besoins de la population, l'administration Bush vient de licencier 3 000 personnels municipaux et laisse la voie libre aux multinationales (*lire dans ce numéro de La Vérité l'article d'Alan Benjamin sur la "Manifestation d'un million et plus"*).

Les articles de ce numéro de *La Vérité* consacrés aux Etats-Unis, à la Bolivie et l'Equateur, et à l'Europe posent une même question : est-ce que les opprimés et les exploités du monde entier, sou-

mis à une offensive sans précédent, peuvent résister, combattre, sans disposer des outils indispensables que constituent les organisations syndicales indépendantes et les partis ? Peuvent-ils en disposer sans défendre et reconquérir la démocratie politique, dans laquelle s'insère la démocratie sociale ?

Dans tous les pays, la classe ouvrière cherche à se dresser contre cette offensive de l'impérialisme. Celle-ci se pare des mots de "nouvelle gouvernance", au nom de la "*juste mondialisation et de la lutte contre la pauvreté*", en vue d'instaurer un nouvel ordre corporatiste. Et c'est cette offensive qui constitue le plus grand danger pour le mouvement ouvrier, pour la classe ouvrière, les peuples et la démocratie.

Du 14 au 16 septembre 2005, s'est tenu à New York le sommet mondial de l'ONU

Il avait à son ordre du jour la mise en œuvre d'une réforme d'ensemble de l'institution internationale, avec comme axe majeur : la "bonne gouvernance", le renforcement du Conseil économique et social de l'ONU, autour de ce que l'on appelle "*les objectifs du Millénaire pour le développement*" (ODM), la "*lutte contre la pauvreté*".

La plupart des commentateurs ont mis l'accent sur les "échecs" de ce sommet de l'ONU. Concernant l'élargissement du Conseil de sécurité, la "*non-prolifération des armes nucléaires et le désarmement*", la question du "*terrorisme*", comme l'annonce le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, "*les choses n'ont pas avancé*".

L'impérialisme américain et le gouvernement Bush ont tout simplement refusé toute décision concernant les questions sur lesquelles ils entendent avoir les mains libres.

Il y a cependant un sujet sur lequel il y a eu unanimité. Comme le dit Kofi Annan : "*Le document final contient des engagements fermes et sans équivoque (...) sur les mesures concrètes qui seront prises pour atteindre, d'ici 2015, les objectifs de développement dont il a été convenu au sommet du Millénaire, il y a cinq ans, et que le président Bush a pour ainsi dire scellés en les énonçant personnellement.*"

Ainsi, Bush lui-même a affirmé l'engagement américain en faveur des objectifs du Millénaire pour la réduction de la pauvreté ! Nous allons voir ce qu'il en est. Notons qu'au nom de cette lutte contre la pauvreté, le terme de "gouvernance" revient presque à tous les chapitres du document adopté. "*Essentielle aux niveaux national et international*", la "gouvernance vise à "*bien gérer les finances publiques pour réaliser et maintenir la stabilité macroéconomique*", et "*favoriser le commerce international en tant que moteur du développement*" ; au nom de quoi, partout dans le monde, on taille dans les budgets publics et sociaux, on liquide les services publics et on privatise à tour de bras !

L'objectif de la "gouvernance" est aussi précisé : il s'agit de "*canaliser les ressources privées de façon à stimuler le secteur privé dans les pays en développement à travers des actions portant sur les secteurs public et privé, public-privé et privé, afin de créer un climat propice au partenariat et à l'innovation*".

Privatisations, mesures incitatives en faveur du secteur privé : c'est ce qu'ils appellent "*l'innovation*" ; partout dans le monde, cette politique signifie la destruction des droits sociaux collectifs, des Codes du travail, des systèmes de protection sociale, de santé et de retraite.

Et c'est cette politique que les organisations syndicales devraient prendre en charge en partenariat avec les institutions internationales, les Etats, les gouvernements et les ONG, à l'échelle internationale et dans chaque pays.

Cet "accord commun" autour des "objectifs du Millénaire" engendre un nouveau "vocabulaire", qui est apparu depuis quelques années : "*juste mondialisation*", "*dimension sociale*", "*lutte contre la pauvreté*", "*travail décent, salaires décents, emplois décents*", "*partenariats*", "*responsabilité sociale des entreprises*", "*nouvelle gouvernance*".

Quelle est la signification de ce vocabulaire ?

C'est en septembre 2000, lors de l'Assemblée de l'ONU, que les "objectifs du Millénaire pour le développement" (ODM) ont été adoptés par l'ensemble des pays membres de l'ONU. "*Les chefs d'Etat se sont engagés à agir pour extraire des millions de personnes de l'extrême pauvreté.*" Ils ont été repris par toutes les institutions internationales, l'ONU, la Banque mondiale, l'Union européenne

Ces ODM sont au nombre de huit : "*Éliminer l'extrême pauvreté. Assurer l'éducation primaire pour tous. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Réduire la mortalité infantile. Améliorer la santé maternelle. Combattre le VIH-Sida. Assurer un environnement durable. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.*"

Comme on le voit, il s'agit de principes généraux, vagues, que tout le monde peut partager. Mais s'agit-il réellement de faire reculer la pauvreté ?

Laissons parler l'un des promoteurs des ODM : la Banque mondiale.

La Banque mondiale, précisément pour préparer le sommet de l'ONU, vient de rendre public un rapport appelant à une action d'urgence pour réduire la pauvreté mondiale.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : *“Toutes les semaines, 200 000 enfants de moins de cinq ans meurent de maladie. Toutes les semaines, 10 000 femmes meurent en accouchant. Rien qu'en Afrique subsaharienne, cette année, 2 millions de personnes vont mourir du Sida. Au niveau mondial, plus de 100 millions d'enfants ne sont pas scolarisés”* (Zia Qureshi, de la Banque mondiale, auteur du rapport).

Quelles sont les propositions de la Banque mondiale ?

Pour atteindre l'objectif d'une *“réduction de moitié de la pauvreté d'ici 2015”*, *“les grandes priorités sont une bonne gestion macroéconomique, un climat porteur pour une croissance tirée par le secteur privé et une ferme gestion du secteur public”*.

“Ferme gestion du secteur public” ? Tout militant, tout travailleur sait que cela signifie : coupes drastiques dans les budgets de l'État, des services publics, des hôpitaux, de l'école publique, réduction massive du nombre de fonctionnaires. Tout militant sait également ce que signifie une croissance “tirée par le secteur privé”, parce que tous les pays sont confrontés à la politique de privatisation-destruction. Et c'est pour cela qu'il faut “une bonne gouvernance” ?

Le monde des affaires “lutte contre la pauvreté”

Du 11 au 13 septembre, s'est tenu à New York, dans le cadre du sommet du Millénaire, le X^e Forum international des affaires : *“Dans le contexte de la lutte contre la pauvreté, le secteur privé peut être (...) un véritable partenaire, qui s'attaquera aux différents problèmes du développement. Ces problèmes sont d'ailleurs souvent des freins au développement des affaires, et, donc, le secteur privé est un allié naturel dans les efforts entrepris pour les résoudre”* (Frannie Léautier, rapporteur à ce forum).

Elle ajoute que, *“pour faire du secteur privé un véritable partenaire dans le développement, nous devons également développer les capacités de la société civile”*.

M. Petkostki, chef du programme du développement de la Banque mondiale, a quant à lui *“exprimé l'espoir de trouver des modèles où elle pourrait être chef de file en matière d'appui aux entreprises privées, pour la réalisation des ODM, ainsi que pour la réduction des obstacles qui freinent encore les contributions du secteur privé dans ce domaine”*.

On le voit, la Banque mondiale, “le monde des affaires”, c'est-à-dire les multinationales, entendent se “libérer de tous les freins” que constituent les droits des travailleurs, les Codes du travail, les services publics, les monopoles publics et les nations elles-mêmes.

Ils le font au nom de la “lutte contre la pauvreté”. Mais qui est responsable de la pauvreté, si ce n'est la Banque mondiale, le FMI, les traités de libre-échange, les plans d'ajustement structurel, la dette ?

Voyons ce qu'il en est en Afrique, avec les “plans d'ajustement structurel” et les “plans de réduction de la pauvreté”.

Privatisation des services publics, démantèlement des entreprises nationalisées, remise en cause de toutes les conquêtes sociales : Codes du travail, conventions collectives, Sécurité sociale, qui existaient dans tous les pays. N'est-ce pas là la source de l'appauvrissement général de la population, avec ses conséquences : aggravation des maladies comme la malaria, des pandémies comme le Sida, effondrement de la situation sanitaire des populations du continent, qui remettent en cause leur survie ?

Aujourd'hui, l'Afrique est menacée d'une véritable liquidation-disparition. Sur tout le continent, cette politique fait des ravages, et c'est cette situation qui déchire le continent et provoque les guerres et les conflits meurtriers.

La dernière session du Tribunal Afrique s'est réunie à Madrid à la veille de la conférence mondiale, avec la participation de responsables syndicaux de 19 pays d'Afrique et de militants et responsables syndicaux des Etats-Unis. Ensemble, ils ont rendu un verdict : *“Nous n'accepterons pas que le continent africain disparaisse, non au pillage de l'Afrique, annulation sans condition de la dette, de toute la dette.”*

Mais la classe ouvrière, s'appuyant sur ses organisations, et les peuples cherchent par tous les moyens à résister.

Malgré les obstacles, les travailleurs et les peuples, se saisissant de leurs organisations, cherchent à préserver et à reconquérir leurs droits.

Et n'est-ce pas en relation avec cette résistance des peuples qu'il faut, en utilisant l'habillage de la "lutte contre la pauvreté", tenter d'imposer la "nouvelle gouvernance mondiale", le corporatisme aux organisations syndicales ?

D'innombrables pressions des multinationales et des institutions financières internationales du capitalisme mondial s'exercent sur le mouvement ouvrier pour mettre en œuvre cette "nouvelle gouvernance mondiale". Il s'agit de faire accepter les diktats des multinationales.

Il s'agit de faire accepter comme un fait inéluctable la survie du système de la propriété privée des moyens de production, dont on voit chaque jour les effets dévastateurs et qui ne peut survivre au stade de l'impérialisme qu'en engendrant la guerre, la misère, la barbarie, la destruction des forces productives, dont la classe ouvrière elle-même.

L'OIT, enjeu du processus de la "nouvelle gouvernance"

Juan Somavia a donné une interview le 13 septembre, à la veille du sommet de l'ONU. Après avoir constaté qu'il y avait "*peu d'améliorations*" depuis le sommet du Millénaire de l'an 2000, M. Somavia déclare : "*Nous devons changer de paradigme politique et reconnaître que l'emploi et l'aide aux entreprises qui créent des emplois sont la meilleure façon d'éradiquer la pauvreté. Efforçons-nous de nous assurer que la mondialisation est juste (...).*" Et il propose "*que la communauté internationale, d'un même élan, mette au point une ligne politique cohérente, qui permette de sortir de la pauvreté*".

D'un même élan, les multinationales, les patrons et les ouvriers !

"Aider les entreprises", "l'investissement et l'esprit d'entreprise". Nous sommes loin de ce qu'a été l'objectif de l'OIT depuis sa constitution, en 1919 : agir pour l'élaboration, la ratification de normes internationales du travail, avec l'objectif qu'elles soient traduites dans les législations nationales, constituant ainsi autant de protections pour les travailleurs et leurs organisations.

Rappelons-nous le drame survenu dans une usine au Bangladesh, à Dacca, où, le 12 avril dernier, un immeuble de neuf étages s'effondrait, faisant des dizaines de victimes : dans cet immeuble, se trouvait une entreprise de confection, la Spectrum Sweater.

Les grands "donneurs d'ordre" de Spectrum Sweater — qui produit environ 80 000 articles de confection par jour pour l'exportation — sont Zara, Carrefour, Karstadt, Quelle et Cotton Group.

Ni les normes de l'OIT ni les lois du travail du Bangladesh n'étaient respectées.

Et pourtant, Carrefour, l'un des donneurs d'ordre, est une multinationale qui a signé un "code de bonne conduite", un "accord-cadre global" signé avec la fédération du commerce de l'UNI, corédigé par les dirigeants de l'UNI.

Quelques chiffres

Rappelons que la seule dette publique du continent africain se montait à 6 967 millions de dollars en 1970, pour passer 32 ans plus tard à 196 337 millions de dollars, selon les chiffres mêmes de la Banque mondiale.

Durant cette période, la dette et les intérêts de la dette ont étranglé l'économie du continent. Par exemple, l'Afrique subsaharienne a reçu 294 milliards de dollars en prêts. Elle a déjà remboursé 268 milliards de dollars, mais reste débitrice de 210 milliards de dollars. En ayant pratiquement payé l'équivalent du montant de sa dette, elle n'a fait en réalité que payer le service de la dette. Et cette situation n'est pas propre à l'Afrique subsaharienne, mais est le lot commun de l'ensemble du continent.

En 25 ans, la majorité des entreprises publiques africaines ont été privatisées et cédées à des opérateurs privés, pour la plupart étrangers.

Entre 1990 et 2000, 3 000 entreprises sont passées aux mains du privé

En 1995, en Afrique subsaharienne, 495 sociétés ont été privatisées, soit plus d'une par jour.

Même les ressources élémentaires comme l'eau sont passées au privé. Ainsi, la société Veolia détient 51 % de la Société d'énergie et d'eau du Gabon, 55 % de la Société d'exploitation des eaux (SEEN) au Niger.

L'Afrique fournit de 11 à 15 % des besoins mondiaux en pétrole, mais ce pétrole n'appartient pas aux Africains : Chevron, Texaco, Exxon, Mobil, British Petroleum, ENI et Total se sont appropriés jusqu'à 85 % de ces ressources pétrolières.

“Nager ensemble ou couler séparément”

Un courriel du BIT en date du 10 octobre s’intitule : “*Pour des restructurations socialement compatibles : nager ensemble ou couler chacun de son côté ?*” “*Comment une entreprise peut-elle se restructurer de manière à obtenir des avantages économiques maximums et un coût minimum pour les travailleurs ?*”

“*Certaines méthodes de licenciement sont tout à fait choquantes*”, déclare Nikolai Rogovsky, spécialiste principal du programme de la gestion et de la citoyenneté d’entreprise. “*(...) Les mots restructurations d’entreprise socialement compatibles font aujourd’hui partie intégrante de la documentation et de la pratique de la gestion, mais l’établissement d’un plan de restructuration demeure un exercice extrêmement difficile.*”

Rendre les restructurations socialement compatibles ? Une “entreprise citoyenne” ?

Il n’y a pas et il n’y aura jamais d’“entreprise citoyenne”. Le seul rôle social d’une entreprise, c’est d’exploiter la force du travail. Le seul rôle du syndicat, c’est de défendre la valeur de la force de travail. Entre les deux, il ne saurait y avoir ni gouvernance commune ni “civisme” commun. Entre les deux, il y a une contradiction entre des intérêts de classes opposés, et c’est la lutte de classe et elle seule qui peut déterminer comment cette contradiction est et sera dénouée.

Des millions de salariés dans le monde connaissent les conséquences dramatiques des restructurations, des licenciements massifs, des fermetures d’usines, des délocalisations. Les rendre socialement compatibles, n’est-ce pas tout d’abord dire qu’elles sont un fait incontournable, qu’il les faut accepter ?

Dans ce contexte, le mouvement ouvrier est confronté à une question essentielle

Quelle position les organisations ouvrières doivent-elles adopter vis-à-vis de l’invitation qui leur est faite de placer au centre de la défense des droits sociaux la “responsabilité sociale des entreprises” ?

L’UNI a signé de nombreux accords avec des multinationales. Mais l’UNI n’est pas seul. D’autres fédérations internationales et européennes, telles que la FIOM et la FEM (branche métaux de la CES), ont signé de nombreux accords sur la responsabilité sociale des entreprises dans le secteur de la métallurgie.

« *Luxembourg, le 14 septembre 2005. — Arcelor a signé un accord d’application mondiale sur les principes de responsabilité sociale d’entreprise avec la Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie (FIOM) et la Fédération européenne des métallurgistes (FEM). Le groupe Arcelor est la première entreprise sidérurgique à signer un tel accord.* »

Qu’est-ce qu’Arcelor ? “*Arcelor est un acteur de premier plan de l’industrie sidérurgique globale. Avec un chiffre d’affaires de 30 milliards d’euros en 2004, le groupe est leader sur ses principaux marchés : automobile, construction, électroménager et emballage, ainsi que l’industrie générale. Le groupe — premier producteur d’acier en Europe et en Amérique latine — a pour ambition de poursuivre son expansion internationale, afin de profiter du potentiel de croissance des économies émergentes et d’offrir des solutions acier innovantes à ses clients globaux. Arcelor emploie 95 000 personnes dans plus de 60 pays. Le développement durable est au cœur de la stratégie d’Arcelor. L’entreprise a l’ambition d’être une référence en matière de performance économique, de relations sociales et de responsabilité sociétale.*”

Guy Dollé, directeur des ressources humaines d’Arcelor, a déclaré : “*Cet accord est l’expression et la confirmation de nos principes de responsabilité et notre engagement à respecter et traiter équitablement chacun des membres de notre personnel. Nous sommes convaincus que cet engagement nous aidera à croître au plan international de manière durable.*”

Rob Johnston, de la FIOM, a salué l’accord international avec Arcelor : “*Il précise aussi en termes clairs comment l’entreprise entend respecter ses travailleurs à l’échelle mondiale. Nous nous réjouissons de travailler avec Arcelor pour mettre en pratique cet accord, le premier du genre dans la sidérurgie.*”

Peter Scherrer, de la FEM, a dit : “*En tant que sidérurgiste de premier plan, Arcelor place la barre haut en matière de responsabilité sociale d’entreprise. Nous espérons (...) que nous verrons d’autres entreprises de la sidérurgie suivre cet exemple.*” »

Il est à noter que ni les fédérations nationales ni les syndicats de base n’ont été informés de la signature de cet accord.

Le préambule de l'accord se présente de façon "sympathique", puisqu'il fait référence aux droits fondamentaux de l'OIT (non-discrimination entre les hommes et les femmes, interdiction du travail des enfants et du travail forcé, liberté d'association et droit à la négociation collective) ; mais rappelons qu'il n'y a aucun caractère contraignant, puisqu'il ne s'agit pas d'un accord signé entre les Etats et les organisations syndicales nationales.

Mais ce caractère "sympathique", "éthique", vise à cacher l'essentiel de l'accord.

"Afin d'assurer l'équilibre entre la croissance, la rentabilité économique et le bien-être social et environnemental, Arcelor s'engage à mettre en œuvre les procédures et principes définis dans le présent accord, et à les intégrer dans la politique des filiales aux différents niveaux, national et local, dans des délais raisonnables."

La rentabilité de l'entreprise, sa performance ? C'est la réalisation des profits qui ont entraîné la fermeture de l'usine de Liège, celles qui sont prévues en Lorraine.

Le bien-être social ? Qu'en pensent les milliers de salariés licenciés suite aux multiples fusions, cessions, délocalisations. Arcelor est passé de 108 000 salariés en 2003 à 94 900 en 2005 !

De 1981 à 1995, 110 milliards de fonds publics en France ont été versés à Arcelor pour supprimer plus de 100 000 emplois dans le monde. En 1995, l'entreprise nationalisée est privatisée au prix de 11 milliards. Depuis, les actionnaires, c'est-à-dire les fonds de pension, ont réalisé à Arcelor 35 milliards de profits.

Rentabilité économique : le principe d'anticipation : *"Arcelor s'engage à anticiper, dans la mesure du possible, les évolutions économiques et industrielles et leurs conséquences en termes de ressources humaines. L'établissement d'un dialogue social prospectif et permanent favorisera l'application de ce principe d'anticipation."*

Anticiper par le dialogue social : *"Arcelor considère le dialogue social comme un élément clé de sa réussite. Arcelor s'engage à maintenir un dialogue constructif, confiant et transparent avec tous les représentants du personnel et avec chacun des collaborateurs, à tous les niveaux, en particulier au niveau local, déterminant pour l'établissement de relations durables."*

Les fédérations syndicales s'engagent à promouvoir auprès des organisations syndicales représentées au sein d'Arcelor le développement d'un esprit de partenariat à long terme et de responsabilité réciproque."

Anticiper en commun en fonction des "évolutions économiques" ? Après avoir liquidé la "phase à chaud", Arcelor prévoit la fermeture des "unités du froid", des usines côtières d'Europe, pour délocaliser.

Cela signifie que les fédérations devraient travailler en commun avec Arcelor, coorganiser l'adaptation à la mondialisation, c'est-à-dire à de nouvelles fusions, cessions, délocalisations et licenciements ?

Sous couvert "d'éthique", d'adaptation à "l'inéluctable", d'une "juste mondialisation", ces fédérations européenne et internationale devraient-elles, abandonnant la défense des intérêts particuliers des salariés, dans le cadre d'un "partenariat", coorganiser les licenciements pour le plus grand profit d'Arcelor. Est-ce cela la "nouvelle gouvernance", le corporatisme ?

Le rôle d'une organisation syndicale, dans le cadre des conquêtes nationales, n'est-il pas de dire : il faut sauver l'emploi, maintenir les usines, il faut dire non aux licenciements, aucune délocalisation ?

Ne sommes-nous pas au cœur d'un projet corporatiste dont l'origine est "la nouvelle gouvernance", qui menace les organisations syndicales en exigeant qu'elles élaborent elles-mêmes les politiques de licenciements, de destruction de la principale force productive que constitue la classe ouvrière ?

Cette orientation de l'UNI, des fédérations de la métallurgie, ne préfigure-t-elle pas ce que doit être le contenu de la fusion CISL-CMT, à travers l'intégration des syndicats dans la "gouvernance mondiale" ?

L'"Action mondiale contre la pauvreté"

Tout au long de la préparation du sommet du "Millénaire + 5" et depuis, se déroulent des manifestations dans le cadre de l'"Action mondiale contre la pauvreté" (AMCP). L'AMCP est parrainée par l'ONU.

L'AMCP a été lancée lors du Forum social de Porto Alegre, en janvier 2005, et également au Forum économique mondial.

Pour "réduire la pauvreté", la classe ouvrière a conquis dans le cadre des nations des Codes du travail, des conventions collectives, des services publics, des systèmes de protection sociale, et le mouvement ouvrier s'est appuyé sur les conventions de l'OIT.

Y substituer la responsabilité sociale des entreprises, à laquelle peuvent adhérer des multinationales que l'on chargerait "d'éliminer l'extrême pauvreté", n'est-ce pas renoncer à ce qui fonde le mouvement ouvrier : la défense des intérêts particuliers des travailleurs, et donc la défense de tous les droits conquis dans le cadre des nations ? Et s'y associer dans le cadre "d'objectifs communs", "d'accords", n'est-ce pas enchaîner ses organisations ?

L'impérialisme en décomposition ne peut que détruire la classe ouvrière elle-même comme principale force productive de l'humanité. Le poids de la spéculation sur le processus de production amène l'impérialisme, les multinationales à détruire tout ce qui a été conquis par la classe ouvrière et ses organisations à travers de longs et durs combats pour conquérir dans le cadre des nations ce que Trotsky a appelé "*les bastions de la démocratie ouvrière au sein de la société capitaliste*", les statuts, les Codes du travail, les conventions collectives, les services publics, les systèmes de protection sociale et la démocratie elle-même. Le système de la propriété privée des moyens de production signifie aujourd'hui le pillage, les guerres, la destruction. C'est dans ce cadre que s'inscrit la "nouvelle gouvernance".

A travers la réforme de l'ONU, il ne s'agit pas de bâtir "un nouvel ordre mondial". La "nouvelle gouvernance" vise à détruire la classe ouvrière, qui n'existe qu'à travers les organisations dont elle s'est dotée : il s'agit donc de la destruction de la démocratie elle-même, au prix de la destruction massive de la force productive que constitue la classe ouvrière. Il ne s'agit pas d'un nouvel ordre mondial, mais du chaos et de la barbarie.

Le combat contre la "nouvelle gouvernance mondiale", c'est-à-dire le combat pour la préservation de l'indépendance de classe, signifie le combat pour la défense de la classe ouvrière et de ses organisations.

Il s'agit de la survie de l'humanité et de la civilisation tout entière, il y a une urgente nécessité d'en finir avec le régime de la propriété privée des moyens de production. La "nouvelle gouvernance mondiale" que la Banque mondiale, le FMI, l'Union européenne, les gouvernements et les multinationales veulent imposer aux organisations ouvrières a pour seul objectif de les enchaîner à la baisse du "coût du travail", à la destruction du travail humain et des bases mêmes de la civilisation humaine.

Plus que jamais, la classe ouvrière, les opprimés et les exploités ont le besoin impérieux d'organisations ouvrières indépendantes.

En Azanie, proposition a été faite par la COSATU de constituer un large "Front contre la pauvreté". Nous publions ci-après des extraits de la lettre ouverte du SOPA à la direction nationale de la COSATU.

Marie-Claude Schidlower

**Lettre ouverte du Socialist Party of Azania (SOPA)
à la direction nationale
du Congress of South African Trade Unions (COSATU)
au sujet d'un large "Front contre la pauvreté"**

« Nous venons de prendre connaissance de votre proposition de constituer un large "Front contre la pauvreté" (...).

Nous sommes convaincus qu'il n'est pas seulement possible, mais nécessaire de constituer un vrai front unique pour mettre un coup d'arrêt au fléau de la pauvreté croissante qui s'abat sur notre nation.

Pour sa part, le SOPA estime que les questions suivantes devraient figurer au premier plan pour construire le front unique que nous souhaitons tous.

1) La dette laissée par le régime d'apartheid doit être totalement et inconditionnellement annulée.

(...) Toute initiative prise par le peuple et le gouvernement d'Afrique du Sud pour annuler cette dette injuste et immorale — un premier pas nécessaire pour combattre la pauvreté — serait acclamée dans le monde entier par tous les peuples attachés à la paix, qui nous ont aidés à faire tomber le régime d'apartheid.

2) Un des premiers buts de la lutte pour notre libération était la reconquête des terres confisquées par la minorité blanche. Il faut une véritable réforme agraire. La terre doit revenir de droit à ses véritables propriétaires.

3) La COSATU a pris une position énergique contre la privatisation de nos services publics et des ressources naturelles. Sans aucun doute, les privatisations conduisent à la pauvreté. Il faut d'emblée y mettre un terme. Il n'existe pas de "bonnes" privatisations.

Une nation doit pouvoir bénéficier de ses ressources naturelles et de ses services publics. Cela n'est possible que lorsqu'ils appartiennent au peuple, c'est-à-dire quand ils sont nationalisés (...).

Les mots d'ordre de nationalisation et de renationalisation ne sont-ils pas des mots d'ordre centraux dans le combat contre la pauvreté ?

4) Pour réclamer ce qui est de droit la propriété du peuple et pour construire un puissant front unique contre la pauvreté, les travailleurs ont besoin de leurs propres organisations indépendantes, de leurs syndicats indépendants.

Partout dans le monde, face à la résistance croissante au pillage impérialiste et à la destruction complète des nations et des peuples, les institutions du capital mondial (le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, l'Union européenne) travaillent inlassablement à intégrer les syndicats et les organisations des travailleurs dans des dispositifs permettant d'assurer la sauvegarde du système injuste d'exploitation et d'oppression (...).

Pour gagner le combat contre la pauvreté, nous avons besoins de défendre, bec et ongles, l'indépendance de nos syndicats et organisations face à l'Etat et aux institutions du capitalisme international (...).

Cependant, nous considérons qu'il est nécessaire de promouvoir la plus large discussion sur toutes ces questions vitales parmi tous ceux d'entre nous qui se sont engagés à porter un coup d'arrêt à la pauvreté croissante de notre pays. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons forger le large front unique condition de la victoire.

Vos commentaires sur cette contribution seront les bienvenus et nous attendons avec impatience de vous rencontrer pour qu'ensemble, par la discussion franche entre camarades, nous parvenions à élaborer le meilleur plan d'action possible pour un combat efficace contre la pauvreté et pour la défense des droits et conquêtes démocratiques de notre peuple. »

Tiyani Lybon Mabasa,
au nom du SOPA

LA VERITE

Bulletin d'abonnement

Un an, 6 numéros : 28 euros. Pli clos 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

Chèques à l'ordre d'APIO à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

L'actualité du combat pour le front unique sur le Vieux Continent

Par Daniel Gluckstein

Présentation

Référendums en France et aux Pays-Bas marqués par la victoire du non à l'Union européenne, élection allemande du 18 septembre 2005, grèves générales en Belgique... les événements s'accélérent sur le Vieux Continent.

Ces processus concentrent à la fois la marche à la dislocation du marché mondial (comme produit de la décomposition du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production sous l'égide de l'impérialisme américain) et la résistance des masses, qui ne peuvent se laisser détruire.

C'est dans ce contexte que deux événements ont eu lieu.

D'une part, à l'initiative des militants de la IV^e Internationale, a été publié le premier numéro du bulletin en langue russe en direction des militants de l'ex-URSS. L'objet de ce bulletin ? Ouvrir la discussion sur l'actualité du combat pour la défense des segments de propriété sociale qui subsistent et des mots d'ordre de "*Reconquête de la propriété sociale*" et de "*Renationalisations*".

L'autre initiative est la tenue, le 25 septembre 2005, au lendemain des élections allemandes, d'une réunion des directions de sections de la IV^e Internationale en Europe.

On lira dans ce dossier de *La Vérité* les "*Premières notes sur le front unique*", soumises à cette réunion.

Les initiatives et les éléments d'orientation politique dégagés au cours de cette réunion permettent de publier dans ce numéro de *La Vérité* des "Deuxièmes notes", ainsi qu'un article particulier consacré à la Belgique.

Il s'agit de contributions et non de positions à prendre ou à laisser.

Fidèle aux principes de la démocratie ouvrière, la IV^e Internationale les soumet à la discussion de l'ensemble du mouvement ouvrier.

Premières notes sur le front unique (25 septembre 2005)

1. — Les développements qui viennent de se dérouler en Allemagne obligent à considérer toute la situation en Europe sous l'angle de l'actualité du combat pour le front unique.

Il ne s'agit pas ici de faire une synthèse d'ensemble sur les questions du front unique, questions théoriques, complexes, majeures, sur lesquelles des livres entiers pourraient être écrits. Il s'agit, plus modestement, de dégager un certain nombre de repères par rapport à la situation présente, en prenant appui sur des étapes antérieures de la discussion dans notre mouvement — puisqu'on peut considérer que la discussion sur le front unique commence, au minimum, avec le *Manifeste du Parti communiste*, et même un peu avant avec l'activité de la Ligue des communistes, il y a cent soixante ans.

Précisons. Actuellement, le régime décomposé de la propriété privée des moyens de production pousse dans le monde entier les masses opprimées et exploitées, et les nations elles-mêmes, sur la voie de la décadence et de la décomposition. Dans le monde entier, cette offensive de l'impérialisme se heurte à la volonté des plus larges masses de résister, de vivre, de survivre, en préservant leurs organisations.

De ce fait, l'offensive de décomposition et de barbarie ne peut se déployer qu'à la condition de disposer du point d'appui des appareils qui dirigent les organisations ouvrières.

Bien entendu, la question du front unique, comme il a été dit plus haut, est une question qui découle de la place de la classe ouvrière, donc de la démocratie sociale, donc des organisations se réclamant de la

classe ouvrière. Mais la transformation du capitalisme (ascendant) en impérialisme, si elle ne modifie pas la question du front unique comme découlant de la place de la classe ouvrière et des organisations (donc des appareils qui les dirigent), en modifie la forme et le contenu.

Chaque jour davantage, les dirigeants du système capitaliste putréfié exigent des appareils qu'ils s'engagent toujours plus avant, non seulement dans l'application, mais dans la coopération-coapplication de l'ensemble des dispositifs de destruction de la classe ouvrière comme classe et, au-delà, de la destruction de la démocratie politique et des nations elles-mêmes.

Plus la classe ouvrière est amenée à résister, plus la pression est forte pour l'intégration des organisations. Plus est forte la pression pour l'intégration des organisations, plus elle met à l'ordre du jour la nécessité de la politique indépendante de la IV^e Internationale, ouvrant une perspective sur le plan du front unique, c'est-à-dire sur le plan, d'abord et avant tout, de la démocratie sociale dans les formes arrachées dans le cadre de la démocratie politique (forme de domination de classe découlant du système capitaliste ascendant) ; démocratie sociale qui inclut, au premier rang, la défense des organisations qui constituent la classe ouvrière comme classe. Organisations dont les appareils ont été qualifiés par les marxistes d'appareils ouvriers bourgeois, c'est-à-dire appareils ouvriers dirigeant des organisations indépendantes, appareils se trouvant dans la double position d'agents de la bourgeoisie et d'appareils dirigeants des organisations ouvrières que les travailleurs et les militants

chargent de défendre les conquêtes sociales (démocratie sociale).

2. — Pour quelle raison la question du front unique prend-elle aujourd'hui une place essentielle ?

A la veille de la venue de Hitler au pouvoir Allemagne, Trotsky ordonne le combat politique pour le front unique à partir d'une considération sur le moment de la situation. A savoir que la situation du point de vue de la classe ouvrière allemande est une situation où le prolétariat est sur la défensive.

Trotsky écrit (1) :

“La tactique du Parti communiste allemand doit-elle, dans la période immédiate, être placée sous le signe de l'offensive ou de la défensive ? A cela, nous répondons : de la défensive.”

Trotsky précise :

« Une position défensive implique une politique de rapprochement avec la majorité de la classe ouvrière allemande et le front unique avec les ouvriers sociaux-démocrates et sans parti contre le danger fasciste.

Nier ce danger, le minimiser, le traiter à la légère est le plus grand crime que l'on puisse commettre aujourd'hui contre la révolution prolétarienne en Allemagne (...).

Le Parti communiste doit appeler à la défense des positions matérielles et intellectuelles que la classe ouvrière a déjà conquises dans l'Etat allemand. C'est le sort de ses organisations politiques et syndicales, de ses journaux et de ses imprimeries, de ses clubs et de ses bibliothèques, qui est en jeu. L'ouvrier communiste doit dire à l'ouvrier social-démocrate : “La politique de nos partis est inconciliable ; mais si les fascistes viennent cette nuit détruire le local de ton organisation, je viendrai à ton aide, les armes à la main. Promets-tu, au cas où ce même danger menacerait mon organisation, d'accourir à mon aide ?” Telle est la quintessence de la politique de la période actuelle. Toute l'agitation doit être menée dans cet esprit.»

Pourquoi cette référence ? Serions-nous à la veille de la victoire du fascisme dans un quelconque pays où nous intervenons ? Non. Et pourtant, le danger qui pèse contre les classes ouvrières et les nations du monde n'est pas moins grand, bien que sous une forme différente, que le danger de la victoire du fascisme contre lequel Trotsky appelait à forger le front unique.

Précisons. La question du front unique découle de la nécessité de combattre la politique qui vise à annihiler toutes les formes de la démocratie politique. Nous nous en sommes expliqués dans de nombreux documents : la décomposition du régime de la propriété privée des moyens de production accentue la mainmise du capital financier des Etats-Unis sur la situation mondiale. Lequel capital financier nord-américain ne parvient à défendre ses intérêts qu'au prix d'une politique d'ensemble, qui vise au démantèlement de l'ensemble des nations, et y compris des impérialismes concurrents. Ceux-ci, d'une certaine manière, et cela se vérifie en toute circonstance, se révèlent de plus en plus débiles, de plus en plus faibles, incapables de défendre leurs prérogatives spécifiques (ce qui ne veut pas dire qu'ils ne tentent pas de le faire).

L'offensive contre la classe ouvrière, contre la démocratie, contre les nations, prend donc une forme particulière : celle du démantèlement des nations sous l'égide de l'impérialisme nord-américain, sous la forme en particulier de la mise en place d'un corporatisme supra-national, qui s'inscrit dans la réforme de l'ONU, la mise en place de ce qu'on appelle la “gouvernance mondiale”, avec l'intégration des organisations syndicales (via le truchement de la fusion Cisl-CMT) dans cette “gouvernance mondiale” sous l'égide du FMI, de la Banque mondiale, de l'OMC. Avec la place particulière réservée dans ce dispositif aux forums sociaux, à ladite “société civile” dans laquelle devrait se dissoudre et se liquider le caractère ouvrier des organisations défendant les intérêts particuliers de la classe ouvrière, pour ne laisser que la place du caractère bourgeois d'appareil (appareils ouvriers bourgeois).

Ce dispositif est en apparence moins meurtrier que le dispositif national-socialiste des années trente en Allemagne (encore que, si on le considère à l'échelle mondiale, ce dispositif inclut la forme et le contenu des guerres de démantèlement des nations en Irak, en Afghanistan, en Palestine, des développements dans les Balkans, en Afrique, etc., ce qui relativise cette appréciation).

(1) *Comment vaincre le fascisme, “Le tournant de l'Internationale communiste”.*

Cependant, il est un fait que les dispositifs d'intégration des organisations, s'ils étaient menés à leur terme, aboutiraient à une décomposition accélérée de toute la société capitaliste. Le processus est différent dans ses formes de ce que nous avons connu dans les années trente, mais, dans les conditions de la putréfaction accélérée de la société capitaliste, le capitalisme supranational amène à la barbarie.

De ce point de vue, cela met à l'ordre du jour le front unique comme une orientation de défense de la classe ouvrière et de la démocratie.

C'est-à-dire qu'à l'instar de ce que Trotsky nous explique, il nous revient de nous adresser à l'ensemble des travailleurs, y compris à ceux qui sont sous l'influence des réformistes ou de la social-démocratie, ou de ce qui reste des Partis communistes, et de dire aujourd'hui : quels que soient les désaccords, est-ce que la défense des organisations qui constituent la classe ouvrière, la défense de la démocratie politique, la défense de nos libertés, la défense de l'indépendance du prolétariat constituent une base sur laquelle tout doit être fait pour la réalisation du front unique ?

Trotsky, dans le texte intitulé *“La révolution allemande”* et publié dans *Comment vaincre le fascisme*, souligne : *“Le problème du front unique apparaît à certaines périodes particulièrement graves.”*

Il explique, par ailleurs, que c'est une donnée constante pour la classe ouvrière que de chercher à réaliser son unité — et cela quelle que soit la période d'offensive et de défensive — et que c'est dans les périodes de défensive où les bases mêmes de l'existence de la classe ouvrière comme classe, conquises au travers de la lutte de classe, sont menacées que la question du front unique devient une question cruciale.

Polémiquant contre les staliniens, qui prétendaient alors qu'en Allemagne, entre la démocratie et le fascisme, il n'y avait pas de différence, Trotsky répond :

« Entre la démocratie et le fascisme, il n'y a pas de “différence de classe”. Cela doit signifier, évidemment, que la démocratie comme le fascisme ont un caractère bourgeois. Nous n'avons pas attendu janvier 1932 pour le deviner. Mais la classe dominante ne vit pas en vase clos. Elle se trouve dans des rapports déterminés avec les autres classes. Dans le régime “démocratique” de la société capitaliste dévelop-

pée, la bourgeoisie s'appuie en premier lieu sur la classe ouvrière apprivoisée par les réformistes. C'est en Angleterre que ce système trouve son expression la plus achevée, aussi bien sous un gouvernement travailliste que sous un gouvernement conservateur.

En régime fasciste, dans un premier stade du moins, le capital s'appuie sur la petite bourgeoisie pour détruire les organisations du prolétariat. L'Italie, par exemple ! Existe-t-il une différence dans le “contenu de classe” de ces deux régimes ? Si l'on ne pose la question qu'à propos de la classe dominante, il n'y a pas de différence. Mais si l'on prend la situation et les rapports réciproques entre toutes les classes du point de vue du prolétariat, la différence est très grande.

Au cours de plusieurs dizaines d'années, les ouvriers ont construit à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, en l'utilisant tout en luttant contre elle, leurs bastions, leurs bases, leurs foyers de démocratie prolétarienne : les syndicats, les partis, les clubs de formation, les organisations sportives, les coopératives, etc.

Le prolétariat peut arriver au pouvoir non dans le cadre formel de la démocratie bourgeoise, mais par la voie révolutionnaire : cela est démontré aussi bien par la théorie que par l'expérience. Mais c'est précisément pour cette voie révolutionnaire que le prolétariat a besoin de bases d'appui de démocratie prolétarienne à l'intérieur de l'Etat bourgeois.

C'est à la création de telles bases que s'est réduit le travail de la II^e Internationale à l'époque où elle remplissait encore un rôle historique progressiste.

Le fascisme a pour fonction principale et unique de détruire tous les bastions de la démocratie prolétarienne jusqu'à leurs fondements. Est-ce que cela a ou non une “signification de classe” pour le prolétariat ? »

Appliquée à la situation actuelle, cette orientation fournit la base d'une politique bien comprise de front unique. Le prolétariat n'est pas défait, le prolétariat n'est pas détruit. Il est menacé de destruction par la marche à la décomposition impérialiste, à laquelle les appareils contre-révolutionnaires prêtent leur secours. Mais, pour autant, le sort de la lutte n'est pas encore donné. En 1931, alors que la menace fasciste est grande en Allemagne, Trotsky pose la question (2) : *“La lutte est-elle sans espoir ?”*

(2) *Ibidem.*

Il répond :

“Pour l’instant, la force principale des fascistes tient à leur nombre. En effet, ils recueillent de nombreuses voix aux élections. Mais le bulletin de vote n’est pas décisif dans la lutte des classes. L’armée principale du fascisme est toujours constituée de la petite bourgeoisie et d’une nouvelle couche moyenne : le petit peuple des artisans et des commerçants des villes, les fonctionnaires, les employés, le personnel technique, l’intelligentsia, les paysans ruinés. Sur la balance de la statistique électorale, 1 000 voix fascistes pèsent aussi lourd que 1 000 voix communistes. Mais sur la balance de la lutte révolutionnaire, 1 000 ouvriers d’une grande entreprise représentent une force cent fois plus grande que celle de 1 000 fonctionnaires, employés de ministères, avec leurs femmes et leurs belles-mères. La masse principale des fascistes est composée de poussière humaine (...).

Cédant à la panique, nos piètres stratégies oublient le principal : la supériorité sociale et militante du prolétariat. Ses forces ne sont pas usées. Il est non seulement capable de lutter, mais aussi de vaincre.”

3. — Cette réalité s’exprime avec une force particulière sur le continent européen. C’est là que la classe ouvrière a concentré les plus grandes conquêtes historiques du fait de l’ancienneté du développement capitaliste dans sa phase progressiste sur le Vieux Continent.

C’est là qu’aujourd’hui l’offensive engagée sous l’égide de l’impérialisme nord-américain, exigeant le démantèlement non seulement des classes ouvrières, mais des nations elles-mêmes comme condition de l’offensive pour démanteler toutes les formes de la démocratie politique, trouve son degré le plus élevé.

C’est là que, dans la dernière période, elle s’est aussi heurtée à la résistance la plus significative des plus larges masses.

4. — L’élection du 18 septembre en Allemagne marque sous une autre forme un processus qui prolonge le 29 mai en France. C’est le rejet, instinctif, par les plus larges masses, de la politique de démantèlement dictée par l’Union européenne.

Ce rejet instinctif, la classe n’a d’autre choix que de chercher à l’exprimer et le traduire en utilisant les instruments dont elle

dispose. En l’occurrence, les instruments dont dispose la classe ouvrière, ce sont, d’abord et avant tout, les conquêtes sociales, avec les institutions ouvrières, arrachées par la classe ouvrière, par, pour et dans la lutte de classe.

La formulation d’une politique de front unique ne découle donc pas d’une abstraction, d’une démarche théorique abstraite de la part de la IV^e Internationale. Elle constitue, d’abord et avant tout, une généralisation, une expression consciente du processus inconscient et semi-conscient par lequel les plus larges masses cherchent une issue. Cette issue, elles la cherchent sur le terrain de la lutte de classe directe comme sur le terrain politique.

Dans la situation ouverte en Allemagne par l’offensive de démantèlement de la classe ouvrière comme classe engagée par le chancelier social-démocrate Schröder, le mot d’ordre *“Voter SPD pour chasser Schröder”* est apparu comme la seule voie qui s’ouvrirait pour les masses qui veulent survivre. L’analyse du processus électoral lui-même montre d’une manière indiscutable que la classe a perçu dans la menace d’élection de Merkel la volonté de poursuivre en l’aggravant la politique par laquelle Schröder prétend réduire le prolétariat allemand à un peuple de chômeurs. Contre Merkel, c’est-à-dire contre la politique de Schröder qui lui ouvrait la voie, la classe a saisi le vote SPD comme un vote pour son organisation, pour son existence comme classe, contre la politique qui vise à la détruire comme classe, c’est-à-dire contre Schröder qui l’initie.

Et cela est vrai également des deux millions de voix qui ont quitté le vote SPD. Le million qui est allé vers l’abstention et l’autre million vers le vote Linkspartei, qui, comme l’indique correctement la déclaration de l’ISA, n’est pas un vote pour Gisy (qui, ouvertement et formellement, se prononce pour la propriété privée), mais un vote contre et malgré Gisy. En ce sens, la formulation d’une politique de front unique, qui se traduit aujourd’hui en Allemagne par le mot d’ordre de *“Gouvernement SPD-Linkspartei”*, tel que le définissent nos camarades, correspond à ce mouvement en profondeur par lequel la classe cherche à résister à sa destruction, cherche à rester classe ouvrière pour soi, consciente de ses intérêts.

5. — Dire que le front unique est particulièrement à l'ordre du jour quand le prolétariat est sur la défensive n'est nullement contradictoire avec l'appréciation du rapport qui existe entre l'orientation de front unique et les périodes prérévolutionnaires.

Aujourd'hui, la situation à l'échelle de l'Europe est marquée par une profonde défensive à laquelle sont contraintes les classes ouvrières de tout le continent, mais, en même temps, il est clair que l'impasse du régime de la propriété privée des moyens de production met à l'ordre du jour, dialectiquement, que la seule issue pour sortir de l'impasse, c'est la révolution prolétarienne expropriant le capital.

La place de l'orientation de front unique se relie à cette appréciation.

Au début des années vingt, dans les *Thèses pour le front unique* qu'il avait élaborées pour le jeune Parti communiste français (et qui avaient été adoptées à l'époque aussi par la direction du Parti communiste russe et celle de l'Internationale communiste), Trotsky écrivait (3) :

“Il est tout à fait évident que l'activité du prolétariat en tant que classe ne cesse pas pendant la période préparatoire à la révolution. Les conflits avec les patrons, avec la bourgeoisie, avec le pouvoir d'Etat, à l'initiative de l'un ou de l'autre camp, se succèdent. Dans ces conflits, dans la mesure où ils concernent les intérêts vitaux de toute la classe ouvrière, ou de sa majorité, ou de l'une ou l'autre de ses parties, les masses ouvrières ressentent la nécessité de l'unité d'action (...).

Le parti qui s'oppose mécaniquement à cette nécessité (...) sera inévitablement condamné dans la conscience des ouvriers.

Le problème du front unique naît de la nécessité d'assurer à la classe ouvrière la possibilité d'un front unique dans la lutte contre le capital, malgré la scission inévitable à notre époque des organisations politiques qui s'appuient sur la classe ouvrière.

Celui qui ne comprend pas cette tâche considère le parti comme une association propagandiste, et non comme une organisation d'actions de masse.”

Insistons sur ce point : *“Celui qui ne comprend pas cette tâche (le problème du front unique) considère le parti comme une association propagandiste, et non comme une organisation d'actions de masse.”* C'est l'une des questions auxquelles il nous

faut répondre pour nos sections européennes de la IV^e Internationale.

Les masses, dans toute l'Europe, cherchent une issue. La forme sous laquelle elles cherchent une issue diffère d'un pays à l'autre. Mais l'élément commun, c'est qu'elles cherchent une issue. Elles cherchent à échapper à la destruction à laquelle les voue inéluctablement la politique de l'Union européenne, expression de la décomposition du régime de la propriété privée des moyens de production, appuyée sur les appareils.

Les masses cherchent, et nous ne pouvons construire des sections de la IV^e Internationale, quelle que soit leur taille, que dans la mesure où nous assumons notre responsabilité politique par rapport au front unique, c'est-à-dire que nous ne nous considérons pas comme une “association propagandiste” (ce qui ne signifie pas que nous n'avons pas aussi des responsabilités sur le plan de la propagande).

Cette question est une question de fond.

Déjà, lors du IV^e Congrès de l'Internationale communiste, la *Résolution sur la tactique de l'Internationale communiste* précisait que l'orientation de front unique, dont la mise en œuvre diffère d'un pays à l'autre, met à l'ordre du jour la formulation du combat pour le gouvernement ouvrier :

« Le gouvernement ouvrier (éventuellement le gouvernement ouvrier et paysan) devra partout être employé comme un mot d'ordre de propagande général. Mais, comme mot d'ordre de politique actuelle, le gouvernement ouvrier présente la plus grande importance dans les pays où la situation de la société bourgeoise est particulièrement peu sûre, où le rapport des forces entre les partis ouvriers et la bourgeoisie met la solution de la question du gouvernement ouvrier à l'ordre du jour comme une nécessité politique.

Dans ces pays, le mot d'ordre du “gouvernement ouvrier” est une conséquence inévitable de toute la tactique du front unique. »

Certes, il n'est pas toujours facile de trouver la forme par laquelle doit s'exprimer, compte tenu des conditions nationales particulières, la lutte pour le gouvernement ouvrier. Mais nous ne pouvons nous émanciper de cette discussion, en tout

(3) Léon Trotsky : *“Les cinq premières années de l'Internationale communiste.”*

cas nous nous devons de l'organiser dans le cadre de la réunion du secrétariat européen de la IV^e Internationale.

Rappelant, à propos des processus en cours en France à l'époque, la tactique des bolcheviks durant la révolution russe, Trotsky écrit :

« Rappelons encore une fois qu'en 1917, quand les bolcheviks étaient déjà incomparablement plus forts qu'aucune des sections actuelles de l'IC, ils continuaient d'exiger la convocation rapide de l'Assemblée constituante, l'abaissement de la limite d'âge électorale, les droits électoraux pour les soldats, l'éligibilité des fonctionnaires, etc.

Le mot d'ordre principal des bolcheviks, "Tout le pouvoir aux soviets", signifiait, d'avril à septembre 1917, tout le pouvoir aux social-démocrates (mencheviks et socialistes-révolutionnaires). Quand les réformistes conclurent une coalition gouvernementale avec la bourgeoisie, les bolcheviks lancèrent le mot d'ordre : "A bas les ministres capitalistes !" Cela signifiait encore une fois : "Ouvriers, forcez les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires à prendre dans leurs mains tout le pouvoir !". »

Insistons sur cet aspect. Le mot d'ordre de "Tout le pouvoir aux soviets" signifiait, dit Trotsky, que les ouvriers devaient forcer les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires à prendre dans leurs mains tout le pouvoir.

Le verbe "forcer" est ici d'une importance décisive. Il ne s'agit pas d'un processus linéaire par lequel nous apporterions notre soutien aux appareils qui cherchent à entraîner la classe ouvrière dans une impasse. Il s'agit d'aider la classe — qui n'a pas d'autre issue que d'utiliser les instruments à sa disposition, c'est-à-dire, d'abord et avant tout, ses propres organisations, syndicats et partis — à forcer les dirigeants à s'engager sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie.

Citant cette expérience de la révolution de 1917, en novembre 1933, après la défaite du prolétariat allemand, et alors que la question du front unique se posait avec force en France, Trotsky en déduit que, sur le plan de la situation française en 1933, c'est sur le terrain de la défense de la démocratie qu'il convient que les ouvriers sociaux-démocrates obligent leur parti "à ouvrir une lutte véritable pour un Etat démocratique fort".

Bien sûr, précise Trotsky :

"Nous, bolcheviks, nous conserverions le droit d'expliquer aux ouvriers l'insuffisance des mots d'ordre démocratiques (...). Mais nous vous aiderions honnêtement à lutter pour un gouvernement social-démocrate."

Et Trotsky de préciser, en cas de constitution d'un tel gouvernement social-démocrate authentique :

"Plus encore, nous nous engagerions devant vous à ne pas entreprendre d'actions révolutionnaires qui sortiraient des limites de la démocratie — de la véritable démocratie — tant que la majorité des ouvriers ne se serait pas placée consciemment du côté de la dictature révolutionnaire."

Alors que la mise en œuvre de l'Union européenne sur injonction américaine menace toutes les bases de la démocratie et de la civilisation, que signifie lutter pour un véritable gouvernement rétablissant les bases de la "véritable démocratie" ? Que signifie occuper au point de départ avec les ouvriers sociaux-démocrates la position de la défense de la démocratie ? C'est poser le problème de la rupture avec l'Union européenne et avec le pacte de stabilité de Maastricht. C'est poser le problème des renationalisations, de la confiscation. C'est poser le problème, bien sûr, de l'indépendance des organisations syndicales et du front unique sur la base des revendications précises dans la lutte de classe.

Mais c'est poser aussi la question de la formule politique du combat pour le gouvernement ouvrier.

6. — Sous d'autres formes, ce processus est à l'ordre du jour dans tous les pays et exige que nous formulions, de la manière la plus précise qui soit, les axes d'une politique de front unique.

On le voit en France, où la classe ouvrière — confrontée à l'offensive la plus brutale de destruction qu'elle ait connue depuis plus de 60 ans, comme produit d'un gouvernement aux ordres de l'Europe, appuyé totalement par les sommets des appareils — se voit contrainte de chercher malgré tout des solutions. Elle les cherche en cherchant à utiliser la lutte de classe pour surmonter les contradictions de la décomposition sous toutes les formes, ce qui pose la nécessité de définir les mots d'ordre pré-

cis et concrets sur lesquels l'unité peut et doit se réaliser.

Ce mouvement s'exprime aussi à l'intérieur des organisations.

Ce qui pose d'ailleurs un problème théorique et politique important.

A l'époque où l'impérialisme s'est constitué, le réformisme a connu son apogée en prenant appui sur les conquêtes de la classe et en justifiant, au nom de ces conquêtes, le soutien apporté au maintien de l'ordre bourgeois, comme nous l'avons analysé préalablement.

Depuis, les poussées révolutionnaires successives, si elles n'ont pas permis de déboucher sur la prise du pouvoir par la classe ouvrière, ont eu comme conséquence, comme résultat différé, de renforcer considérablement le poids du prolétariat dans la démocratie bourgeoise, singulièrement à travers les "réformes" arrachées par la lutte de classe.

Aujourd'hui, où la survie de l'impérialisme décomposé ne peut s'opérer qu'au prix de la destruction systématique de toutes les réformes arrachées par la lutte de classe, cela passe inévitablement par la destruction du réformisme lui-même.

La tendance générale des sommets réformistes est inévitablement d'aller vers la capitulation devant les exigences de la "gouvernance mondiale", que l'appareil stalinien porte haut et fort.

La résistance même de la classe fait obstacle à ce processus de capitulation et se réfracte à différents niveaux des appareils.

Il existe un mouvement de résistance de ces cadres et militants réformistes qui ne veulent pas capituler, ou qui, en tout cas, hésitent à capituler.

Il n'y a pas de place aujourd'hui, nous le savons, pour un réformisme classique, mais, paradoxalement, il subsiste des réformes, mêmes si elles sont menacées de destruction. Il subsiste aussi des réformistes attachés aux réformes, et c'est un élément essentiel d'une politique bien comprise de front unique que de savoir s'adresser à ces travailleurs et militants.

Mais la formulation d'une politique de front unique ne se limite pas à l'aide à la formulation correcte des revendications sans lesquelles le front unique n'existe pas. Elle exige également de mettre en évidence, pour les combattre, les processus qui mena-

cent l'existence de la classe comme classe. Et c'est le cas, en particulier, des initiatives qui, en France, posent le problème de la lutte contre le corporatisme par lequel l'appareil stalinien cherche avec toutes ses forces à entraîner les organisations, ce qui, par ailleurs, débouche sur une crise très importante parmi les militants et cadres qui gèrent les appareils.

Il est clair que ces questions mettent à l'ordre du jour en France le problème de la rupture avec l'Union européenne. Le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine sur lequel a été convoquée la convention nationale du 16 octobre permet de poser toutes les questions de la reconquête de la démocratie politique.

Mais au-delà, et dans le processus de crise de décomposition politique qui conduit sur le calendrier prévu aux échéances électorales de 2007, ne sera-t-il pas nécessaire de préciser que, dans le cadre du combat pour l'Assemblée constituante, parce que, selon la formule du *Manifeste du Parti communiste*, nous n'avons pas d'intérêt distinct de celui des masses opprimées et exploitées dans notre pays, nous sommes favorables à la constitution d'un gouvernement de rupture avec l'Union européenne ? C'est-à-dire d'un gouvernement qui, parce qu'il oserait prendre les mesures indispensables de sauvegarde du peuple travailleur — c'est-à-dire l'interdiction des licenciements, la renationalisation des services publics qui ont été privatisés, la nationalisation des entreprises mises en faillite dans le cadre des délocalisations, la confiscation des profits spéculatifs, le rétablissement de l'unité de la République, l'abrogation des mesures de démantèlement de la Sécurité sociale et des régimes de retraite —, se devrait de rompre avec l'Union européenne.

Au soutien à apporter au combat pour un tel gouvernement, le Parti des travailleurs — s'il adoptait notre position — ne devrait mettre aucune condition, se réservant naturellement le droit absolu de développer en toute indépendance sa propre propagande dans le combat qui est le soutien. Et c'est toute la question qui est posée sur les élus et la place particulière qu'ils occupent, en France, dans la défense de la démocratie.

7. — Le combat pour le front unique ne se réduit pas à la formulation algé-

brigue ou arithmétique du combat pour le gouvernement ouvrier et paysan.

Il ne réduit pas non plus à l'orientation de défense de l'indépendance des organisations syndicales.

La politique visant à la recherche du "compromis" sur le terrain de la défense de l'existence des organisations syndicales, qui, elle aussi, relève de la bataille pour le front unique, ne saurait cependant la résumer à elle seule.

Le combat pour le front unique exige, Trotsky nous l'a enseigné, l'indépendance de la IV^e Internationale. Cette indépendance n'est pas simplement une indépendance dans l'explication des événements. Elle est aussi, d'abord et surtout, l'indépendance dans l'intervention politique dans la lutte de classe.

Si la clé de la situation est entre les mains des masses, si les masses, et les masses seules, ont la capacité de contraindre les dirigeants à s'engager sur la voie de la rupture, alors, il en découle que **notre aide au front unique se situera d'abord et avant tout parmi les masses, intervention politique indépendante pour aider la lutte de classe sur la base des revendications précises et concrètes, intervention politique dans la lutte de classe visant à aider sur le plan politique à dégager une issue.** N'est-ce pas cela qui résume la politique révolutionnaire visant à ce que les travailleurs prennent entre leurs mains leur sort et celui de l'humanité ?

On sait que, dans la vague révolutionnaire française qui a conduit à 1936, Trotsky a mis en rapport le combat pour le front unique et le combat pour les comités d'action, la forme par laquelle, disait-il, les masses peuvent se doter d'un appareil politique de la lutte visant à briser la résistance contre-révolutionnaire des appareils qui dirigent les sommets du mouvement ouvrier.

Nous ne sommes pas dans la même situation pour l'heure. Mais il est certain que les initiatives politiques dont nous sommes amenés à être partie prenante, et particulièrement les initiatives du type "convention nationale du 16 octobre", "délégués pour la convention", visent à dégager sur le terrain d'une politique indépendante les points d'appui directement reliés à l'intervention politique dans la lutte de classe.

C'est ce que Trotsky appelle, à propos de la section française, la nécessité de "*prendre, immédiatement, sa place à l'intérieur du front unique*".

8. — Il nous faut discuter de la mise en œuvre de cette politique.

Trotsky écrit que la nécessité du front unique est d'autant plus grande que la classe ouvrière est placée dans une situation défensive. Il prend, en particulier, parmi les exemples qu'il cite volontiers, celui de la politique des bolcheviks face à l'offensive de Kornilov. C'est parce que le prolétariat a été victime de la plus grande agression contre la démocratie qu'une politique audacieuse de front unique permettait de contraindre les dirigeants à aller plus loin qu'ils ne le voulaient eux-mêmes sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie.

Le même argument est donné lorsque Trotsky combat avec l'acharnement que l'on sait pour la réalisation du front unique en Allemagne face à la menace de Hitler. Le front unique est par excellence le mot d'ordre des phases défensives du prolétariat, dit Trotsky. Des phases défensives durant lesquelles le prolétariat, qui n'est pas encore défait, cherche à combattre contre la défaite.

Ne sommes-nous pas, précisément, aujourd'hui, en Europe, dans une telle situation ? N'y a-t-il pas une offensive dictée par les sommets de l'Union européenne, relayée par tous les appareils, pour briser les reins du prolétariat et de toutes les formes de la démocratie politique ?

Est-ce que, sur ce terrain défensif, il ne nous revient pas de nous adresser, non seulement aux militants mais aussi aux responsables, aux travailleurs, pour dire : ce qui est en cause, c'est la démocratie politique. Nous n'avons pas les uns et les autres la même analyse, mais nous savons que si le corporatisme l'emporte, alors, il n'y aura pas place pour que les solutions des uns ou des autres puissent prévaloir.

C'est sur ce terrain fondamental, celui de la défense de la démocratie politique, qui inclut la défense de la classe ouvrière comme classe, que se situe une politique bien comprise de front unique, laquelle passe nécessairement, aujourd'hui en Europe, par la défense des nations et des formes acquises de la démocratie politique,

incluant par exemple la République une et indivisible en France, l'indépendance des organisations et la défense des conquêtes de la civilisation humaine et des conquêtes sociales.

Cette bataille pour le front unique, il faut trouver les formes par lesquelles l'exprimer dans chacun des pays.

Car dans chacun des pays d'Europe, on l'a vu avec l'élection de Zapatero après les attentats de mars 2004, on l'a vu en France avec le non au référendum, on l'a vu en Allemagne le 18 septembre, on l'a vu aux Pays-Bas, les masses, aujourd'hui, confrontées à une offensive de démantèlement qui met en cause, répétons-le, non seulement les classes ouvrières comme classes, non

seulement leurs organisations, mais toutes les formes de la démocratie politique et de la civilisation humaine, les masses cherchent avec une énergie extraordinaire les moyens de la résistance, les formes du combat pour empêcher la catastrophe de démantèlement que l'impérialisme prétend coûte que coûte leur imposer.

Nous devons résolument inscrire l'activité de la IV^e Internationale au cœur de cette recherche par les masses. Nous devons l'y inscrire sur le terrain de la lutte de classe directe, sur le terrain du combat au sein et pour les organisations de la classe, sur le terrain politique de la formulation du gouvernement, sans craindre qu'en formulant une politique de rupture nous ne fas-

Deuxièmes notes sur le front unique (25 octobre 2005)

sions des concessions excessives aux appareils, bien au contraire.

1. — Le 18 septembre 2005, les élections en Allemagne ont prolongé le rejet de la politique de l'Union européenne exprimé le 29 mai en France.

Ce 18 septembre, la masse de l'électorat ouvrier et populaire s'est saisie du vote SPD pour dire : nous ne voulons pas de Merkel, qui veut poursuivre et aggraver la politique de Schröder.

Tirant les leçons de l'élection, le quotidien patronal *Handesblatt* écrit : *“Les électeurs ont refusé de donner mandat pour des réformes”*, car « jamais, dans l'histoire de l'après-guerre, l'enjeu d'élections n'avait été formulé aussi nettement en ces termes : *“pour ou contre la poursuite des réformes économiques”* ».

On sait ce que le patronat appelle les “réformes” : ce sont les contre-réformes visant à démanteler la classe ouvrière. Il est vrai que la politique menée par Schröder depuis 1999, en particulier avec les lois Hartz, détruisant les systèmes d'assurance chômage, a eu des conséquences dramatiques : chaque mois, depuis le 1^{er} janvier 2005, des dizaines de milliers de chômeurs perdent tout droit à l'allocation de chômage

pour laquelle ils avaient cotisé toute leur vie de travail et ne dépendent plus que de l'aide sociale.

Ces lois Hartz contraignent également des travailleurs à accepter un emploi à un euro l'heure sur les postes de travail que les patrons refuseront désormais à des emplois réglementés.

Et tout cela pour briser les conventions collectives et obtenir une baisse sans précédent du “coût du travail”.

Cette politique, c'est celle qui permet l'accélération des plans de démantèlement de l'industrie, sur injonction de l'Union européenne.

En 2004, General Motors a supprimé 10 000 emplois chez Opel-Allemagne, soit un tiers des effectifs. En 2005, c'est au tour de Mercedes (qui dépend de Daimler-Chrysler) et de Volkswagen. 8 500 suppressions viennent d'être annoncés chez Mercedes-Allemagne et 14 000 chez Volkswagen.

Ne cachant pas leurs inquiétudes, commentateurs et responsables ont pris acte de ce fait : le 18 septembre, la classe ouvrière allemande a dit qu'elle n'accepte pas de se voir démanteler.

A peine ce résultat était-il enregistré que

toutes les forces se sont tournées vers la constitution d'un gouvernement de "grande coalition" SPD-CDU-CSU.

D'autres solutions auraient été possibles. S'adressant à ses camarades au lendemain de l'élection, un militant du SPD déclare :

« Pour ouvrir une issue, il faut constituer un gouvernement SPD-Linkspartei.PDS, qui serait chargé :

— d'abroger les lois Hartz, la "réforme" de la santé et des retraites, et de rétablir le système paritaire qui a mis les travailleurs à l'abri de la misère depuis la guerre ;

— de rétablir le système des crèches à l'Est, qui étaient propriété sociale, en interdisant leur privatisation-destruction, en les remunicipalisant et en étendant le système à l'Ouest ;

— de rétablir à l'Est et à l'Ouest les services publics des hôpitaux, des transports de proximité et du logement, en renationalisant ceux qui ont été privatisés pour les remettre à la gestion des communes ;

— de rétablir le principe de l'autonomie tarifaire, les conventions collectives nationales obligatoires pour tous les ouvriers, ainsi que prérogatives des syndicats ;

— d'interdire les restructurations-délocalisations, les licenciements à Siemens, Daimler, Volkswagen, et de nationaliser les trusts qui contreviendraient à cette interdiction ;

— de faire revenir tous les soldats allemands stationnés dans des pays étrangers, dans le respect du "Serment du peuple allemand" de 1945. »

Bien évidemment, pour les sommets de l'impérialisme, un tel programme est inacceptable. Pour eux, l'urgente nécessité est de faire passer coûte que coûte la politique de démantèlement exigée par l'Union européenne, et plus généralement par le régime de la propriété privée des moyens de production entré dans une phase de décomposition totale.

C'est le mandat du gouvernement de "grande coalition". C'est un gouvernement très particulier, qui répartit à égalité les postes de ministres : huit pour la CDU-CSU et huit pour le SPD. Angela Merkel se voit affublée d'un vice-chancelier qui n'est autre que Franz Müntefering, le président du SPD.

Citée par l'*International Herald Tribune*, une conseillère du département d'Etat américain déclare :

"L'accord pour former une grande coalition suggère qu'il y a une base pour un

ensemble de réformes économiques dans une voie qui bénéficiera tant à l'Europe qu'aux Etats-Unis."

Cela, c'est l'objectif. Mais quel sera le résultat ? La classe ouvrière allemande, qui, malgré et contre Schröder, a saisi le vote SPD le 18 septembre, pour dire : "Nous voulons vivre !", est-elle prête à accepter passivement les coups meurtriers que, sans nul doute, le gouvernement d'Angela Merkel s'appête à lui porter ? La participation de ministres SPD au gouvernement sera-t-elle suffisante pour prévenir le mouvement par lequel travailleurs, syndiqués et militants sociaux-démocrates cherchent à dresser leur légitime défense ? De nouveau, l'Allemagne se trouve au cœur de toutes les luttes de classe en Europe.

2. — En Belgique, deux grèves générales successives sont appelées par la centrale syndicale dirigée par des membres du PS, la FGTB, dressant la classe ouvrière contre la politique du gouvernement de coalition où siègent des ministres socialistes (lire l'article de Christel Keiser et Philippe Larsimont).

3. — Au Portugal, en février dernier, le Parti socialiste avait remporté une large victoire aux élections législatives. Par ce vote, les masses ouvrières et populaires avaient infligé une défaite au gouvernement présidé par Durao Barroso, qui avait mené le pays au bord du gouffre.

Tandis que Barroso était immédiatement récompensé en devenant le nouveau président de la Commission européenne, au Portugal même, le gouvernement socialiste dirigé par Socrates s'empressait... de mettre en application les directives de Bruxelles. Il a en particulier entamé le démantèlement des régimes spéciaux de Sécurité sociale d'une bonne partie des fonctionnaires et annoncé que, sur 700 000 fonctionnaires actuellement en poste, 150 000 verraient leur emploi supprimé.

D'où les mouvements de grève (enseignants, policiers, militaires, infirmiers...), qui, depuis plusieurs mois, se sont dressés contre cette politique.

D'où, aussi, l'abstention massive lors des élections municipales d'octobre, qui ont marqué un revers majeur pour le Parti socialiste (plus de 40 % de l'électorat traditionnelle-

ment socialiste s'abstenant dans les grandes villes de Lisbonne, Porto, Cintra, etc.).

C'est dans ces conditions que Carmelinda Pereira, ancien député du Parti socialiste à l'Assemblée constituante pendant la révolution commencée en avril 1974, a décidé de se présenter à la prochaine élection présidentielle.

Il faut rappeler que le Portugal est le dernier pays d'Europe à avoir connu une révolution authentiquement prolétarienne. Si celle-ci n'a pas abouti à l'expropriation des capitalistes, elle a eu cependant d'importantes conséquences démocratiques. Dans l'Assemblée constituante élue en 1975 — comme produit de cette révolution, après 40 ans de la dictature corporatiste de Salazar —, Carmelinda Pereira et Aires Rodrigues (qui, ultérieurement, furent les fondateurs du Parti ouvrier d'unité socialiste [POUS]), joueront un rôle majeur dans l'intégration à la Constitution d'acquis fondamentaux pour les travailleurs, les paysans et la République portugaise tout entière.

Citons certains articles de cette Constitution :

— article 55 : droit des travailleurs à constituer des commissions de travailleurs dans les entreprises ;

— article 57 : liberté d'organisation syndicale et droit d'exercer l'activité syndicale dans l'entreprise ;

— article 59 : droit de grève ;

— articles 63 et 64 : instauration de la Sécurité sociale et de la protection sociale ;

— articles 73 et 74 : institutionnalisation, c'est-à-dire caractère universel, du système public d'enseignement, de la crèche à l'Université ;

— article 80 : *“La République portugaise base son développement sur les rapports de production socialistes par le biais de l'appropriation collective des principaux moyens de production, des ressources naturelles, et sur l'exercice du pouvoir démocratique des classes laborieuses”* ;

— article 83 : *“Toutes les nationalisations effectuées après le 25 avril sont des conquêtes irréversibles des classes laborieuses”* ;

— article 96 : *“La réforme agraire est l'un des instruments fondamentaux pour la construction d'une société socialiste (...)”*

N'oublions pas que 70 % des grandes entreprises bancaires ont été nationalisées

après 1974 et que toutes les grandes propriétés foncières du centre et du sud du pays ont été occupées.

Or, précisément, l'ensemble de ces conquêtes sont remises en cause par les gouvernants au service de l'Union européenne. Le peuple portugais peut-il l'accepter ?

Initialement pressenti comme candidat du Parti socialiste, Manuel Alegre s'était présenté publiquement comme défenseur des services publics et pour le maintien de l'industrie nationale. Puis, il s'est retiré devant Mario Soarès, qui a décidé de se présenter comme un candidat de la prétendue “société civile”, obtenant, à cet effet, le soutien du conseil national du Parti socialiste. Mais qu'est-ce que la “société civile”, sinon la remise en cause des relations de classes, donc de la démocratie politique ?

Présentant sa candidature, Carmelinda Pereira se prononce pour *“un gouvernement appuyé sur ces aspirations du peuple”*, qui devrait mettre en œuvre *“des mesures d'une véritable politique socialiste”*. En particulier :

“Arrêter le processus des privatisations (...) ;

— stopper le processus des faillites et des fermetures d'entreprises ;

— abroger les lois qui attaquent les droits acquis des travailleurs (...) ;

— abroger la contre-réforme des lois du travail et la loi contre les partis politiques ;

— en finir avec la politique de décentralisation-régionalisation, destinée à démembrer la République démocratique que nous avons construite dans la plus vieille nation d'Europe.”

Promouvoir la candidature de Carmelinda Pereira ne s'oppose nullement au combat pour le front unique.

Au cours du mois de septembre, Manuel Alegre ayant fait savoir son intention de maintenir sa candidature, Aires Rodrigues et Carmelinda Pereira lui ont adressé une lettre ouverte pour indiquer ce qui suit :

“Le 4 septembre, nous avons constaté qu'il n'y avait aucun candidat socialiste capable d'exprimer les aspirations de la majorité du peuple dans le respect du vote du 20 février. C'est à ce moment que nous avons décidé de lancer la candidature de Carmelinda Pereira.

Nous n'avons pas d'intérêts distincts de la majorité du peuple. C'est pour cela que notre candidature érige comme une néces-

sité impérative d'ouvrir la voie à une politique socialiste qui se propose de porter un coup d'arrêt à la destruction des bases productives du pays, qui amène inéluctablement à la destruction de la nation portugaise elle-même (suit l'énumération des revendications).

Cher camarade Manuel Alegre,

Dans le passé, nous avons combattu ensemble pour défendre les libertés de la presse, des organisations syndicales et des partis politiques, pour les commissions de travailleurs démocratiquement élues, les nationalisations, le pouvoir local, et nous avons défendu l'Assemblée constituante souveraine, dans laquelle, ensemble, nous avons combattu pour inscrire les conquêtes d'Avril (...).

Nous n'avons pas d'intérêts différents de ceux qui, partant de la gravité de la situation, sont disposés à défendre la République d'Avril. C'est là la véritable raison d'être de notre candidature : la nécessité de renouer avec Avril pour préserver le patrimoine matériel, culturel et historique d'une nation millénaire.

C'est dans ce sens que nous t'écrivons cette lettre, pour que nous puissions envisager la poursuite du combat sur ce que sont les revendications définissant la réappropriation par le peuple des conquêtes de la révolution d'Avril. Dans ces conditions, nous serions prêts à abandonner notre candidature. C'est pour cela que nous te proposons une discussion dans des délais les plus rapides sur ces questions qui concernent l'avenir de notre pays.

En attendant ta réponse, reçois, cher camarade, nos fraternelles salutations."

4. — Le 12 octobre, 270 000 étudiants descendaient dans les rues à travers toute l'Italie.

Motif de leur colère : la politique de privatisation de l'Université, dont le point de départ fut, il y a quelques années, l'adoption de la réforme "LMD" par un gouvernement présidé alors par... un certain Romano Prodi... l'homme de la "gauche", paraît-il...

Ce mouvement a mobilisé les étudiants — et les enseignants — du nord au sud de l'Italie, comme tous les grands mouvements de classe de ces dernières années.

Au même moment, la Cour constitutionnelle décide "*que les régions sont libres d'ouvrir une ambassade à l'étranger*". Cette décision fait suite à un recours du gouvernement contre la région Emilie-

Romagne, région qui avait tenté d'ouvrir une ambassade à l'étranger.

Précision : la région Emilie-Romagne est gouvernée par la "gauche". Le gouvernement Berlusconi est un gouvernement de droite. Au moment où le gouvernement Berlusconi multiplie les mesures de division du pays dans le cadre de la régionalisation dictée par l'Union européenne (la "dévolution"), c'est donc une région "de gauche" qui prétend se proclamer en un petit Etat !

La question n'est pas nouvelle. En 1996-1997, le démocrate-chrétien Prodi conduisait un gouvernement soutenu par tous les partis de la "gauche", y compris le Parti de la refondation communiste. Sous son ministère, il a mis en chantier une réforme de la Constitution, dont l'objectif avéré était l'éclatement de la République en une "*vingtaine de petites Italies*".

Depuis cette date, chaque fois que la classe ouvrière et la jeunesse d'Italie sont amenées à déferler sur le terrain de la lutte de classe, elles affirment leur unité face aux plans de démantèlement.

Ainsi, le 15 novembre 2004, des milliers d'écoles sont fermées, des centaines de milliers de manifestants, par la grève et la manifestation, se dressent contre la destruction de l'école publique et du statut national.

C'est là que, passant devant la présidence du Conseil à Rome, un mot d'ordre a surgi spontanément de la manifestation : "*Du nord au sud, unis dans la lutte, ne touchez pas à l'école publique.*"

Les mêmes processus se sont répétés lors de la grève contre l'offensive de démantèlement de la Fiat. Comme le souligne l'éditorial de *Tribuna Libera*, l'organe des partisans de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples en Italie :

"L'unité du pays, c'est l'unité du système national des contrats de travail, l'unité de l'école nationale, des syndicats organisés au plan national et confédérés pour défendre les intérêts des travailleurs en toute indépendance vis-à-vis de l'Union européenne et de la CES, institution dont la raison d'être est d'intégrer les syndicats à la politique de Bruxelles. La politique de l'Union européenne porte en elle la balkanisation du pays."

Comment l'en empêcher ? L'éditorial de *Tribuna Libera* poursuit en ces termes :

“Tous, nous pensons que la nouvelle loi de décentralisation ne doit pas passer et qu’il faut que Berlusconi tombe le plus rapidement possible. Mais qui peut penser que ces menaces qui sont posées aujourd’hui seront levées avec l’arrivée de Prodi ?”

Ici se trouve posée une question majeure de la situation politique italienne, mais aussi européenne.

Quelques jours après la mise en place de la “grande coalition” en Allemagne fut connu le résultat des élections “primaires” au sein de la “gauche” italienne. Précisons. A ces “primaires” participaient toutes les variétés de débris de l’ancienne Démocratie chrétienne, mais aussi DS (les Démocrates de gauche, c’est-à-dire la majorité de l’ancien Parti communiste ralliée à l’Internationale socialiste), et aussi le Parti de la refondation communiste de Bertinotti (parti qui intègre les partisans italiens du Secrétariat unifié).

Candidat à cette “primaire”, le secrétaire général du Parti de la refondation communiste, Bertinotti, a recueilli 15 % des voix, une large majorité allant à Romano Prodi. Juste après l’élection, Bertinotti a commenté : *“L’important est la participation.”* C’est donc toute la “gauche” — Parti de la refondation communiste compris — qui prête allégeance à une coalition dirigée par Romano Prodi, qui va “s’opposer” à Berlusconi dans les élections générales des prochains mois.

Pour les travailleurs, pour la jeunesse en Italie, qu’est-ce que cela signifie ? Prodi, répétons-le, a été chef de gouvernement durant 28 mois, jusqu’en octobre 1998. Dès son entrée en fonctions, Prodi s’était engagé à atteindre les objectifs de Maastricht concernant les finances publiques, à relancer *“avec détermination les privatisations”*. Prodi se déclarait également partisan de *“formes de travail plus flexibles et moins coûteuses”*, etc.

Ce programme, Prodi — avec le soutien de DS et du Parti de la refondation communiste — l’a largement tenu et respecté.

Lorsque, après 28 mois d’existence, le gouvernement Prodi est tombé, l’*International Herald Tribune* avait salué le fait que, grâce à ce gouvernement, il a été possible à l’Italie de *“réduire les dépenses budgétaires, afin d’être qualifiée pour l’euro.”*

Il est vrai que, sous son gouvernement, avait été lancée la deuxième réforme des retraites, avec un allongement supplémentaire de l’âge de départ à la retraite et l’extension du système de contribution. En 1997, il avait signé avec les confédérations syndicales CGIL, UIL et CISL un “pacte pour l’emploi”, créant des “pactes territoriaux”, permettant des exonérations de charges patronales et introduisant des contrats de travail différents selon les régions, avec des salaires de 25 à 30 % moins élevés dans les régions du sud (dans lesquelles des salariés flexibilisés vendaient leur force de travail pour trois fois rien).

C’est aussi sous le ministère Prodi que le Parlement a approuvé une loi sur l’autonomie scolaire, qui permet des horaires, des programmes, des cours différents selon les établissements et les régions. Et c’est sous le gouvernement Prodi qu’a été mis en chantier ce fameux projet de réforme de la Constitution, dans l’objectif de faire éclater la République italienne en une *“vingtaine de petites Italies”*.

Dès 1999, Prodi passe de la présidence du Conseil en Italie à la présidence de la Commission européenne. C’est lui qui met tout en œuvre pour l’application la plus stricte des critères de Maastricht et pour le lancement de la “Constitution” européenne.

Sous sa responsabilité sont adoptées toute une série de directives. Par exemple, la directive sur l’aménagement du temps de travail, dans laquelle la commission Prodi *“ouvre la porte à la semaine de 60 heures”* (*Le Monde*, 26 octobre 2004).

Président de la Commission européenne, l’homme de “gauche” Prodi reproche au président (de droite) du Conseil italien, Berlusconi, de ne pas aller assez loin dans les coupes budgétaires. Celles-ci doivent atteindre *“7,5 milliards d’euros d’économies”*.

Dans les grandes orientations des politiques économiques pour les Etats membres édictées par la Commission européenne sous l’égide de Prodi, l’Union européenne enjoint *“d’appliquer effectivement des réformes des systèmes de retraite, d’accroître la capitalisation”*, et exige par exemple du gouvernement français *“d’entreprendre sans tarder une réforme complète de son système de retraite et d’enrayer la spirale des dépenses dans le secteur de la santé”*.

Et c'est ce Prodi qui se trouve aujourd'hui investi de l'appui de toute la "gauche" italienne ! Bertinotti et son Parti de la refondation communiste se sont déclarés hier opposés à la "Constitution" européenne ; et ils se placent aujourd'hui sous la discipline de Prodi, le rédacteur de cette "Constitution" !

"L'important est la participation", dit Bertinotti. Mais la participation à quoi ? La participation à un gouvernement de coalition de "centre gauche", qui a d'ores et déjà annoncé son intention d'appliquer jusqu'au bout toute la politique de l'Union européenne ?

Il faut signaler ici le rôle joué par l'organisation pabliste en Italie. Partie prenante du Parti de la refondation communiste depuis sa création, elle est une composante essentielle fondatrice de ce parti et de sa direction au plus haut niveau.

Au lendemain des "primaires" italiennes, *Rouge*, hebdomadaire de la LCR française (20 octobre 2005), écrit :

"L'espoir est grand, dans le pays, d'en finir avec Berlusconi. Dans le même temps, on assiste à un net recul des mobilisations sociales et, surtout, des structures qu'il s'est données (...). C'est ce recul, comme le manque d'activité et de politisation des instances de base du PRC (Parti de la refondation communiste — NDLR) qui explique en partie le succès de la nouvelle orientation du parti, qui avait suscité pas mal d'espoir lors de sa création."

Si l'on comprend bien, le Secrétariat unifié et la LCR regrettent "la nouvelle orientation", c'est-à-dire le soutien apporté par Bertinotti à Prodi (on notera au passage, comme toujours chez les pablistes, que les masses sont rendues responsables, surtout pas les dirigeants, et surtout pas les dirigeants du Secrétariat unifié eux-mêmes).

Mais qu'a-t-elle de "nouveau", cette orientation ? Depuis des années, les partisans italiens du Secrétariat unifié sont membres, au plus haut niveau, du Parti de la refondation communiste et de sa direction. L'alliance avec Prodi, ils peuvent difficilement faire mine de la découvrir aujourd'hui ! D'abord parce que le Parti de la refondation communiste, répétons-le, a déjà soutenu le premier gouvernement Prodi.

Quant à cette "nouvelle" alliance, elle est annoncée depuis un an ! Le congrès du Parti de la refondation communiste a eu lieu en mars 2005. A l'ordre du jour de ce

congrès : l'engagement du processus des "primaires".

Bertinotti avait alors annoncé (*La Repubblica*, 13 janvier 2005) :

"Prodi est le candidat naturel du centre gauche pour les élections de 2006. Il y aura des primaires et je serai candidat, mais je suis certain que Prodi sera le leader de la Grande Alliance démocratique."

Dès janvier, Bertinotti annonçait donc son soutien à une candidature Prodi. Or qu'ont fait à l'époque les dirigeants du courant du Secrétariat unifié ? Le congrès du Parti de la refondation communiste se tenant en mars 2005, cinq motions sont soumises à la discussion des militants. Parmi elles, la motion défendue par Luigi Malabarba, intitulée "*Un autre Parti de la refondation communiste est possible*". Luigi Malabarba est à la fois chef du groupe du Parti de la refondation communiste au Sénat et le responsable du courant du Secrétariat unifié au sein du Parti de la refondation communiste. Dans sa contribution, on peut lire :

"L'actuel système électoral, majoritaire et antidémocratique, rend nécessaire une alliance électorale avec le centre gauche."

Le "centre gauche" a un nom : Prodi ! Donc, les partisans du Secrétariat unifié en Italie se sont prononcés en mars dernier pour l'alliance avec Prodi, pour soutenir un gouvernement Prodi, qui va, contre la classe ouvrière italienne, appliquer toutes les mesures de l'Union européenne. N'y a-t-il pas à cela une certaine logique ?

Que fait d'autre leur camarade Rossetto au Brésil, lui qui a pris la responsabilité de faire couler le sang des paysans, de laisser les propriétaires terriens assassiner des centaines de paysans par son refus obstiné d'appliquer la réforme agraire, pour respecter les plans du Fonds monétaire international ?

Qu'en Italie, comme au Brésil, les partisans du Secrétariat unifié se permettent de temps à autre quelques prises de distance et critiques verbales ne les empêche nullement de continuer imperturbablement à participer à des politiques criminelles contre la classe ouvrière.

Les luttes de classe en Italie mettent au centre la défense de l'unité de la classe ouvrière et de ses conquêtes, et donc, reliée à elle, la défense de l'unité de la République italienne. Peut-on y parvenir sans

remettre en cause tout le carcan de l'Union européenne ? Cette question se relie à cette autre : chasser Berlusconi, oui, mais que signifierait mettre Prodi à sa place ?

Prenons l'exemple de Fiat : le plan de privatisation et de démantèlement mis en œuvre par le gouvernement italien a dressé contre lui toute la classe ouvrière du pays. Le bulletin *Tribuna Libera* avance la nécessité d'une intervention de l'État pour empêcher les licenciements et pose la question de la nationalisation. Dans une discussion avec un militant responsable syndical de Fiat rapportée par ce bulletin, les camarades posent la question :

“Tous, nous voulons chasser Berlusconi, mais qui peut penser que la solution sera Prodi ? Par exemple, si l'on prend la question de Fiat, qui peut penser que Prodi autorisera une intervention de l'État pour interdire les licenciements, lui qui a dirigé l'Union européenne et qui a dit que sa politique consisterait à appliquer les exigences de la politique européenne de la manière la plus stricte ?”

C'est effectivement toute la question. Une politique ouvrière indépendante, c'est la rupture avec l'Union européenne, donc avec Prodi.

5. — Au lendemain du 29 mai, en France, toute la situation reste marquée par un considérable rejet. Les travailleurs se disent : comment est-il possible, alors que nous avons été largement majoritaires pour dire non à la “Constitution” européenne, que, jour après jour, le gouvernement Villepin, agissant au compte de l'Union européenne, détruit des pans entiers, non seulement de conquêtes ouvrières, mais de droits les plus élémentaires ? Les hôpitaux, l'école, ces garanties qui renvoient à plus de deux siècles de révolution française, sont aujourd'hui soumises à un démantèlement sans précédent. Comment cela est-il possible ? Est-ce acceptable ?

Dans cette situation, la tenue de la convention nationale du 16 octobre “*pour la défense des services publics et des 36 000 communes, la reconquête de la démocratie politique et la rupture avec l'Union européenne*” marque un pas en avant dans le sens d'une authentique politique de front unique.

Les initiateurs du Comité national pour la victoire du vote non avaient convoqué

cette convention nationale sur les mots d'ordre suivants :

“Pour le rétablissement des services publics, pour la défense des 36 000 communes, pour la République une, indivisible et laïque, pour la défense du Code du travail, des statuts, des conventions collectives, pour la défense de la souveraineté de la nation, pour la rupture avec le traité de Maastricht, ses institutions et les directives européennes, pour l'union libre et fraternelle des peuples d'Europe, pour une Assemblée constituante souveraine établissant la démocratie.”

A l'issue de la convention, 321 maires, conseillers généraux, conseillers municipaux, militants ouvriers, politiques et syndicaux ont décidé de constituer un “*Comité national pour la reconquête de la démocratie politique et pour la défense des 36 000 communes et des services publics, la rupture avec l'Union européenne, et pour la démocratie sociale garantie par les conquêtes et acquis sociaux*”, des comités dans tout le pays, avec un bureau permanent de 27 militants et élus de toutes tendances du mouvement ouvrier et démocratique.

L'appel se conclut ainsi :

« Le 29 mai a exprimé la volonté du peuple de prendre son avenir entre ses mains. Les obstacles sont nombreux et puissants. Mais de même que le non l'a emporté par le mouvement de millions d'anonymes, défiant les calculs et les prévisions des “grands” de ce monde, de même, la crise actuelle ne sera dénouée que par l'action du plus grand nombre. »

Cadre de front unique, cette convention était à la rencontre de la défense de la démocratie politique et de la défense de la démocratie sociale. Défense de la démocratie politique avec le rôle particulièrement important occupé dans cette convention par les maires.

On sait qu'il y a en France 36 000 communes. Les gouvernements successifs aux ordres de l'Union européenne n'ont de cesse de vouloir les liquider purement et simplement (notamment, les contraindre à des regroupements forcés). Il s'agit de liquider cet héritage de la Révolution française, qui voit 36 000 maires (et avec eux plus de 500 000 conseillers municipaux) élus au suffrage universel comme de véritables délégués de la population ayant pouvoir d'administrer la commune. Cette démocratie communale est contraire au

principe fondamental de subsidiarité qui régit l'Union européenne et qui veut que les décisions prises en haut par les instances de Bruxelles aux ordres du capital financier international soient appliquées en bas par tous les "corps intermédiaires", les élus étant eux-mêmes voués à devenir de simples rouages d'exécution des décisions de l'Union européenne (comme d'ailleurs aussi les organisations syndicales).

C'est contre cela qu'un véritable mouvement de défense des communes s'est constitué depuis plusieurs années, mouvement qui intègre en particulier la défense des services publics, des bureaux de poste, des gares, des écoles, sans lesquels les communes sont condamnées à disparaître.

Deux cents élus (dont 100 maires) avaient publiquement appelé à cette convention, exprimant avec force leur détermination à ne pas laisser disparaître des conquêtes qui renvoient à la Révolution française elle-même, c'est-à-dire à l'existence d'une République une et indivisible, garantissant l'égalité des droits entre tous les citoyens.

Dans cette convention du 16 octobre, cette résistance des maires s'est croisée avec la démocratie sociale, c'est-à-dire le mouvement de résistance de la classe ouvrière, qui cherche les voies de la lutte de classe.

La convention se tenait douze jours après le 4 octobre, jour où, par millions, les travailleurs du public et du privé s'étaient mis en grève et avaient manifesté. Le cadre était celui d'une journée d'action appelée en commun par toutes les confédérations syndicales sur des mots d'ordre extrêmement vagues, mais les travailleurs s'en étaient saisis comme un moyen d'exprimer tout simplement le fait qu'il n'est plus possible d'accepter.

Avant comme après ce 4 octobre, les grèves n'ont cessé de se multiplier dans tout le pays, à la fois sur des questions de salaires, contre les suppressions d'emplois, mais aussi, singulièrement, contre les processus de privatisation dans les transports publics. Grèves, manifestations, dont le contenu est de chercher à réaliser l'aspiration majoritaire du 29 mai : rupture avec l'Union européenne, renationalisation, reconquête, satisfaction des revendications.

C'est dans ce contexte que la grève qui a duré 25 jours à la Société nationale mari-

time Corse-Méditerranée (SNCM) exprime de façon concentrée les questions auxquelles la classe ouvrière est confrontée en France en ce moment.

Les marins de la SNCM (majoritairement syndiqués à la CGT) refusaient la privatisation, pure et simple application des directives de l'Union européenne. Mais Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, n'a cessé de se démarquer de l'exigence des marins : aucune privatisation. Le 8 octobre, les dirigeants des marins se sont tournés vers lui pour demander à la confédération CGT une "généralisation du conflit". Et ces responsables locaux de la CGT de préciser : "Il faut un lendemain au 4 octobre", proposant en particulier "une convergence d'actions" avec les autres services publics.

Loin de répondre par la généralisation, Bernard Thibault et la direction de la CGT ont répondu par les propositions faites au Premier ministre, Villepin, propositions qui renonçaient purement et simplement, non seulement à zéro privatisation, mais même à l'exigence minimale d'une participation majoritaire de l'Etat dans le capital de la SNCM, poignardant dans le dos les grévistes et leur syndicat CGT.

Cette prise en charge par la direction de la principale centrale syndicale française de la politique dictée par Bruxelles a été commentée dans les journaux en France comme le signe d'une véritable alliance entre Villepin, le Premier ministre de droite, et Bernard Thibault. Certains ont évoqué à cette occasion une forme de "grande coalition" à la française.

C'est un des problèmes majeurs auxquels la classe ouvrière est confrontée. Mais même dans ce contexte, l'élément dominant reste la recherche, par la classe ouvrière, des voies et des moyens de la lutte de classe, et aussi de la préservation des organisations ouvrières. Travailleurs et militants ne veulent pas voir disparaître la démocratie sociale, comme ils refusent de voir les organisations syndicales transformées en simples courroies de transmission de la politique de l'Union européenne.

Le 29 mai marque de son empreinte toute la situation politique. Il est à la source de la crise politique de toutes les organisations, y compris au sein des organisations politiques.

On sait que, traditionnellement, le Parti

socialiste en France, depuis le congrès d'Épinay et surtout depuis son long passage au pouvoir sous Mitterrand, s'était largement vidé de sa substance. En aucune manière il n'entretient avec les masses le rapport qui peut exister par exemple pour le Parti social-démocrate allemand, ou le Parti socialiste ouvrier espagnol, ou le Parti socialiste belge. Cependant, à l'occasion du référendum, 45 % de ses adhérents se sont en interne prononcés pour le non. Et malgré la campagne acharnée des dirigeants, une large majorité de l'électorat socialiste a voté non.

À l'occasion de la préparation du congrès du Parti socialiste, un échange a eu lieu lors de l'assemblée générale des adhérents de Paris du PS entre Laurent Fabius et François Hollande. Fabius se prononce pour *"l'abrogation des lois de démantèlement"* et Hollande lui répond ainsi :

"Si le congrès, c'était d'abroger toutes les lois qui ne nous plaisent pas, ce serait tellement simple. On aurait du travail si on devait renationaliser tout ce qu'on a privatisé (...). Qui va proposer de revenir aux trente-sept ans et demi de cotisation pour la retraite ? Pas moi ! Il faut dire la vérité."

Il ne s'agit pas ici, pour les militants de la IV^e Internationale, de s'identifier à quelque position que ce soit au sein du Parti socialiste. Mais il faut constater ce qui est. En France, pas plus qu'ailleurs, nous n'avons une autre politique qu'une politique de front unique. Nous appuyons tout pas en avant pratique qui permettrait d'aller dans le sens de la réponse à la situation tragique qui est celle des plus larges masses, qui connaissent un appauvrissement sans fin et une détérioration sans fin de leurs conditions d'existence. Tout ce qui pourrait permettre un pas en avant sur la voie d'une solution positive devrait être soutenu.

Bien évidemment, cela ne peut se faire que sur les mots d'ordre de rupture avec l'Union européenne. C'est le sens de la convention du 16 octobre

Il est de ce point de vue extrêmement significatif qu'au lendemain même de cette convention nationale et des décisions importantes qu'elle a prises, le Parti communiste français et la LCR se soient rencontrés, et que, dans un communiqué rendant compte de cette rencontre du 17 octobre, ils se soient *« accordés sur l'importance de la pérennisation du rassemblement unitaire dans le cadre du Collectif national du 29 mai et des collectifs locaux issus de la campagne du "non de gauche" »*, et sur une initiative nationale le 26 novembre, ainsi que sur des *"assises prévues pour mars 2006"*, en évitant soigneusement de se prononcer sur cette question essentielle : rupture avec l'Union européenne !

Car il faut préserver la possibilité de passer alliance aux prochaines élections générales avec François Hollande, ce qui ne peut se faire... que dans le cadre de l'Union européenne (4).

Il ne s'agit pas là seulement de la LCR. Cela s'inscrit dans toute la politique altermondialiste promue par ATTAC, qui ne cesse en France comme ailleurs de jouer le rôle de courroie de transmission de l'Union européenne, proposant en particulier dans son dernier "courriel" (*Attac Info*, n° 530, 19 octobre 2005) *"un serpent fiscal européen"*. Serpent fiscal européen : l'expression est directement empruntée au fameux "serpent monétaire européen" — créé en 1972, remplacé en 1979 par le système monétaire européen —, qui a constitué la première étape vers la monnaie unique, c'est-à-dire vers l'euro, dont on voit les conséquences destructrices aujourd'hui dans l'Union européenne !

Front unique ou soutien aux politiques de destruction de l'Union européenne, indé-

(4) Ce qui correspond aux débats en cours, dans le cadre de la préparation du congrès de la LCR, sur son éventuelle participation à un futur gouvernement qui resterait dans le cadre de l'Union européenne.

DOSSIER EUROPE

Belgique : deux grèves générales en trois semaines, quelle issue politique ?

*Par Christel Keiser
et Philippe Larsimont*

pendance du mouvement ouvrier ou rassemblement dans le cadre de la “gouvernance” de l’ONU et de la Banque mondiale, ces questions sont posées dans toute l’Europe. Nous y reviendrons.

L’UNION EUROPEENNE DICTE SA POLITIQUE

En Belgique, comme dans l’ensemble des pays européens, les coups portés à la classe ouvrière, sur injonction de l’Union européenne, poussent les travailleurs à se mobiliser sur le terrain de la lutte de classe.

Depuis plusieurs mois, le gouvernement (gouvernement de coalition entre libéraux et socialistes) tente de remettre en cause le système des prépensions (1).

Le plan du gouvernement envisage de réduire l’accès à la prépension en relevant l’ancienneté y donnant droit : plus 5 ans en 2008 (30 ans d’ancienneté) et plus 10 ans en 2012 (35 ans d’ancienneté) pour les hommes. Pour les femmes, le plan prévoit un relèvement à 26 ans en 2008, à 28 ans en 2012, et ensuite un relèvement de “deux ans tous les quatre ans pour atteindre le même niveau en vigueur pour les hommes”. Le

gouvernement crée une dérogation pour les travailleurs du bâtiment, qui ne seraient pas concernés par le plan. En revanche, pour les catégories travail de nuit-métiers lourds (dont la liste n’est pas encore définie) et les carrières commencées très tôt, il augmente encore l’ancienneté, pénalisant ainsi particulièrement les femmes travailleuses.

Concernant les restructurations, le plan prévoit que l’âge pour obtenir l’accès à la prépension est celui qui est atteint au moment de l’annonce de la restructuration (il n’y aurait donc plus de mesures transitoires permettant d’atteindre l’âge requis). Les travailleurs devraient alors s’inscrire dans une cellule de reclassement s’ils veulent espérer partir en prépension anticipée (avant 58 ans). En attendant, les candidats à la prépension devraient accepter tout nouvel emploi “convenable” qui leur serait pro-

(1) Allocation de chômage majorée d’une indemnité complémentaire à charge de l’employeur ou d’un fonds agissant à sa place. Ce système a été mis en place à la fin des années 1970, afin de permettre aux travailleurs les plus âgés victimes d’un licenciement de conserver un revenu plus important que l’allocation de chômage.

posé. En cas de refus, le travailleur serait exclu du droit aux allocations de chômage.

Concernant la Sécurité sociale, le gouvernement envisage de réduire les cotisations sociales patronales de près d'un milliard d'euros et de mettre en place un "financement alternatif", dont l'objectif est de financer la Sécurité sociale par l'impôt.

Comme dans les autres pays, ces mesures, qui découlent directement de la mise en œuvre des directives européennes, s'ajoutent à toutes les attaques déjà subies par les travailleurs : privatisations, restructurations, licenciements...

Un document du Conseil national du travail (CNT) (2) du 31 août dernier indique :

"Dans la détermination des priorités, la Commission européenne invite les Etats membres à ne pas perdre de vue les recommandations qui leur ont été adressées récemment par les institutions européennes. Pour la Belgique, ce sont les grandes orientations des politiques économiques (GOPE) de 2003-2005 et les recommandations emplois 2005-2008. Pour rappel, dans ces GOPE de 2003, les instances européennes demandent à la Belgique de relever trois défis (...).

Défi 2 : relever les taux d'activité et d'emploi trop faibles, en particulier les travailleurs âgés et les femmes, et améliorer les incitations à travailler (...). Il est en particulier recommandé à la Belgique de renforcer les mesures visant à reculer l'âge de sortie de la vie active, en particulier en combattant la suppression des incitations à une retraite précoce avec un renforcement des mesures de prévention et d'activation visant les travailleurs âgés."

C'est exactement le programme mis en œuvre par le gouvernement Verhofstadt-Onkelinx !

La Belgique est l'un des pays d'Europe où le taux de syndicalisation est le plus élevé (60 %). La FGTB, deuxième centrale en nombre d'affiliés (1,3 million), est une organisation syndicale réformiste, qui, à plusieurs reprises dans la dernière période, a été amenée à organiser la mobilisation des travailleurs pour défendre ces réformes. La Confédération syndicale chrétienne (CSC), qui regroupe 1,7 million d'affiliés, se situe habituellement sur un terrain d'accompagnement des contre-réformes. Dans le cadre de la marche à la "fusion" CISL-CMT (en réalité, dissolution dans la "société civile"), la CSC est, au sein de la CMT, la pointe avancée du combat pour

l'unification-absorption. Les pressions sont donc grandes pour remettre en cause la place de la FGTB comme organisation syndicale indépendante. Dans ce contexte, la FGTB appelle le 7 octobre à une grève générale de 24 heures, notamment sur les mots d'ordre suivants :

"Maintien des prépensions, respect des âges de départ et des exigences de carrière, pas de pénalisation des travailleurs victimes d'une restructuration, respect des accords pris en matière de paiement des pensions complémentaires en cas de départ à la prépension."

Mais dans la plate-forme revendicative de la FGTB, on trouve aussi ce mot d'ordre :

"Refinancement de la Sécurité sociale via une cotisation sociale généralisée et par l'impôt mobilier, produit de la directive sur l'épargne."

Or ce mot d'ordre signifie fiscaliser la Sécurité sociale, c'est-à-dire appliquer une exigence de l'Union européenne contre le régime fondé sur la solidarité ouvrière. Comment comprendre que la centrale syndicale reprenne à son compte une telle exigence ?

Dans un "Appel à la réflexion pour la défense de la Sécurité sociale basée sur la solidarité des travailleurs" signé par plus de vingt syndicalistes de la FGTB, dont plusieurs camarades du MDT (3), on peut lire :

« Comme militants, nous avons bien entendu pris nos responsabilités lors de la grève générale de 24 heures décidée par la FGTB le 7 octobre 2005. Cependant, nous souhaitons attirer l'attention de tous les camarades et de nos instances sur une revendication inscrite dans le tract de la FGTB fédérale pour cette journée de grève. Il s'agit du passage qui dit : "Il faut refinancer la Sécurité sociale. Nous voulons y affecter une partie de l'impôt mobilier ; instaurer une cotisation sociale généralisée" (...). L'expérience de la CSG telle qu'elle existe en France depuis 1991 devrait nous faire réfléchir (...). La CSG

(2) Organe paritaire où siègent en nombre égal les organisations interprofessionnelles de travailleurs et les organisations interprofessionnelles d'employeurs. Il adresse au Parlement et au gouvernement des avis sur les problèmes généraux d'ordre social et peut conclure des conventions collectives de travail à portée interprofessionnelle.

(3) Mouvement de défense des travailleurs, affilié à l'Entente internationale des travailleurs, dans lequel militent les adhérents de l'Organisation socialiste internationaliste (OSI), section belge de la IV^e Internationale.

a servi à justifier une diminution toujours plus importante des cotisations patronales à la Sécurité sociale. Le prétendu déficit de la Sécu en France est le résultat des exonérations de cotisations sociales pour les patrons (155 milliards d'euros en 14 ans !) (...). La CSG est payée à 90 % par les travailleurs et allocataires sociaux. Tout syndicaliste français de la Sécurité sociale peut confirmer ces informations. Si la CSG est inacceptable en France, elle l'est tout autant en Belgique, et ce devrait être le rôle de nos organisations syndicales de le dire et de défendre une Sécurité sociale basée sur la solidarité, telle qu'elle a été créée après la guerre (...). Cela implique que nous ne pouvons, comme FGTB, apporter notre caution à des diminutions des cotisations patronales à la Sécurité sociale. De même, nous estimons que notre rôle comme FGTB n'est pas de nous prononcer pour un "financement alternatif", notamment la CSG, mais bien de défendre la Sécurité sociale construite sur la solidarité des travailleurs, telle que nous l'ont léguée ceux qui l'ont négociée à la fin de la guerre. »

UNE EXIGENCE : LE RETRAIT DU PLAN DU GOUVERNEMENT

Le 7 octobre, la puissance de la grève a fait basculer toute la situation politique. Elle a permis la réalisation de l'unité de la classe ouvrière sur ses revendications, en Flandre comme en Wallonie. La grève a été réellement nationale. Elle a paralysé le pays, du port d'Anvers jusqu'aux usines des parcs industriels des cantons germanophones. A différents niveaux, elle a entraîné des syndicats de la CSC et a soudé l'unité sur les revendications.

Dans tout le pays, les travailleurs se mobilisent avec leurs organisations syndicales contre la remise en cause des prépensions. Dans tout le pays, se déclenchent des grèves "en bas" sans attendre les mots d'ordre "d'en haut".

Cette pression de la base est telle que la direction de la CSC est contrainte de modifier sa position et de dire non au plan du gouvernement, que jusque-là elle appuyait, et de lancer, dans l'unité avec la FGTB et la CGSLB (4), un nouvel appel à une manifestation à Bruxelles le 28 octobre prochain, appuyée sur une grève générale nationale.

Le tract du front commun syndical pour le 28 octobre n'exige pas le retrait du plan, mais revendique d'en renégocier toute une série d'aspects, ce que le gouvernement affirme refuser. Cependant, le nouveau vice-Premier ministre SP.A, Freya Van den Bossche, déclare, à l'attention des syndicats :

"Je comprends que les gens veuillent faire grève, pour dire leurs inquiétudes (...). J'espère qu'on pourra vite se retrouver ensemble pour négocier les modalités de la réforme."

On mesure qu'en ne prenant pas position pour le retrait du plan, le tract du front commun ouvre la voie à cette "négociation" sur les modalités souhaitée par le gouvernement. La direction de la CSC s'y emploie très ouvertement. C'est bien pourquoi l'exigence qui monte des travailleurs, et qu'a relayée un tract du MDT, c'est d'avoir une revendication claire : retrait du plan du gouvernement.

Au lendemain de la manifestation du 28 octobre, la situation va à nouveau se modifier dans le sens où toute une série de forces vont tenter d'intégrer les syndicats — ce qui vise avant tout la FGTB — dans la pseudo-négociation sur l'application du plan. Tout va dépendre de la lutte de classe au lendemain du 28 octobre et d'ici là. Dans ce sens, on relèvera que, le 24 octobre, c'est toute la vieille région industrielle de Charleroi qui était paralysée par une grève générale de 24 heures en front commun, avec une manifestation dans le centre de la ville. Le climat est au rejet pur et simple du plan. On voit donc que rien n'est joué.

QUELLE ISSUE POLITIQUE ?

Dans ce cadre, se trouve posée la question de l'issue politique. D'abord et avant tout, c'est la question de l'Union européenne qui est posée, et de ses directives qui remettent en cause tous les droits et les garanties.

La bataille de front unique contre la "Constitution" européenne engagée dès la fin de l'année 2004, à l'initiative des camarades du MDT, a rencontré un écho considérable. Le comité pour le non, constitué à égalité de militants de la FGTB, du PS et du

(4) CGSLB : syndicat libéral très minoritaire.

MDT, a mené une campagne qui a permis de regrouper très largement des militants ouvriers de toutes tendances dans des réunions, conférences et rassemblements devant les Parlements.

Sur cette base, et confortés par la victoire du vote non en France et aux Pays-Bas, les membres du bureau du comité pour le non ont décidé d'organiser le 26 novembre prochain une conférence "contre la régression sociale imposée par l'Union européenne". On peut lire dans l'appel à cette conférence :

"Pour les travailleurs et pour leurs organisations syndicales et politiques, il ne peut y avoir d'autre issue à la situation dramatique que nous connaissons si on continue à vouloir appliquer les traités et directives qui remettent en cause nos droits. Cela devrait interpeller les responsables du PS et du SP.A (5) (...). N'est-il pas temps de dire ensemble : on ne peut accepter que les gouvernements continuent à appliquer les directives européennes qui s'opposent à ces légitimes revendications ?"

Au-delà, cette situation pose la question de la place du PS et du SP.A. PS et SP.A sont membres du gouvernement. Les dirigeants syndicaux qui appellent à la grève contre ces mesures sont pour la plupart membres du PS ou du SP.A. En effet, PS, SP.A et FGTB entretiennent un lien historique et organique. Très naturellement, les travailleurs et militants engagés dans la lutte de classe contre la destruction des prévisions posent ouvertement la question : que font le PS et le SP.A ? Ont-ils été constitués pour mener une politique contraire aux intérêts des travailleurs, pour remettre en cause tout ce qui a été conquis par la classe ouvrière en Belgique ?

Ainsi, interviewé par la *Tribune des travailleurs* (journal du MDT), un ancien député fédéral SP.A affirme à propos du plan du gouvernement :

"Nous ne voulons pas d'un SP.A comme ça. Nous voulons un SP.A qui discute avec les gens et les écoute."

Puis, un délégué CGSP à la poste explique :

« J'ai envie de dire aux ministres socialistes : "N'oubliez pas que vous êtes issus d'un mouvement qui a conquis les acquis et a pour but de les défendre, de défendre les travailleurs". »

Un président d'une régionale de la FGTB, membre du PS, déclare lors de la réunion de son comité régional le 20 oc-

tobre :

"Comment un gouvernement à participation socialiste peut-il dire que les restructurations sont inévitables, que la victime n'est pas le travailleur, mais l'entreprise ?"

C'est exactement la même question qui est posée quand des métallurgistes en grève interpellent une responsable PS du gouvernement en ces termes :

"Tu as eu nos voix, tu nous déçois."

Au moment où cet article est clôturé, un militant belge de la IV^e Internationale nous a transmis un projet de document soumis en ce moment à discussion dans le MDT, et qu'il nous autorise à citer. En voici la conclusion :

"Les travailleurs ne sont-ils pas en droit de s'adresser aux mandataires socialistes à tous les niveaux, et par tous les moyens (délégations, manifestations...), pour leur dire : on vous a élus pour défendre nos droits, nous exigeons le retrait du plan gouvernemental. Les travailleurs de la FN ont ainsi interpellé le député-bourgmestre de Herstal lors de leur manifestation du 12 octobre. Celui-ci a répondu qu'il soutenait les ouvriers. Ne faut-il pas poursuivre dans ce sens ? N'est-ce pas de cette manière que l'on obtiendra le retrait de ces mesures intolérables pour tous, y compris pour les jeunes sans emploi ?

Si les libéraux refusent le retrait de ce plan, il existe un moyen très simple pour arriver à cet objectif : que les ministres socialistes (...) refusent d'appliquer un plan rejeté par les travailleurs et la FGTB.

En s'appuyant ainsi sur la mobilisation actuelle, PS et SP.A pourraient lui proposer un objectif à la hauteur des espoirs des travailleurs : combattre ensemble pour un gouvernement qui refuse de continuer à appliquer les directives et recommandations antisociales européennes, un gouvernement qui rompt avec cette politique patronale de l'Union européenne et qui mette au centre de son action la défense de notre modèle social. N'est-ce pas la seule perspective pour qu'enfin s'ouvre la possibilité d'un avenir meilleur pour les travailleurs ?"

Et le camarade qui nous a transmis ce document de faire le commentaire suivant :

"Il est clair que la seule réponse à la profonde mobilisation de classe ouvrière dans notre pays, à cette deuxième grève

(5) Le Parti socialiste belge a été scindé entre Flamands et francophones en 1978 par un véritable coup de force.

en discussion dans le MDT, je pense qu'il y a dans le combat actuel une dimension que nous devons développer : la volonté des travailleurs de se réapproprier leurs organisations, et c'est dans ce cadre que s'ouvre la perspective du combat pour un gouvernement PS-SP.A, appuyé sur la FGTB, mandaté sur les revendications des

travailleurs, mandaté pour rompre avec l'Union européenne."

Nous reviendrons sur ces éléments dans les prochains numéros de La Vérité.

**Christel Keiser
et Philippe Larsimont**

DOSSIER EUROPE

Le premier numéro du *Bulletin de discussion des travailleurs et militants des pays de l'ex-URSS et de l'est de l'Europe* est paru

Par Dominique Ferré

Quelle est la signification de la publication du n° 1 du *Bulletin de discussion des travailleurs et militants des pays de l'ex-URSS et de l'est de l'Europe* – bulletin de discussion libre édité par les militants de la IV^e Internationale ?

Dans l'article éditorial, notre camarade Jean-Jacques Marie précise : dans les "pays issus de la chute de l'Union soviétique (...), à côté d'une mafia politico-financière qui se vautre dans un luxe provocateur, des millions d'hommes, de femmes et d'enfants vivent au jour le jour dans la crainte du lendemain. Les militants de la IV^e Internationale désirent apporter leur concours à la recherche des réponses aux questions qui nous assaillent tous. La recherche des solutions pour sortir de la situation où le système de la propriété privée des moyens de production entraîne l'humanité travailleuse n'est certes la propriété de personne. Les militants de la IV^e Internationale souhaitent y prendre leur place dans un dialogue à égalité avec tous ceux qui voudront participer à une recherche commune des réponses indispensables."

Le point de départ, en effet, c'est la constatation de l'immense destruction de forces productives (au premier rang desquelles la force de travail de l'homme, c'est-à-dire la classe ouvrière) dans l'ex-URSS et dans l'est de l'Europe, après la chute de l'Union soviétique en 1991.

UNE DESTRUCTION SANS PRECEDENT DES FORCES PRODUCTIVES DEPUIS LA CHUTE DE L'URSS

Alors qu'en 1991, "idéologues" et "économistes" de tout poil, appointés par l'impérialisme — mais pas seulement eux (1) — annonçaient "un formidable développement du capitalisme et des marchés à l'Est", quels sont les faits, tels qu'ils sont rapportés ces dernières semaines, à propos des pays de l'ex-URSS et de l'est de l'Europe :

— En Russie, le délitement du système de santé a contribué à l'abaissement de l'espérance moyenne de vie de la population, qui est aujourd'hui de 65 ans — soit moins que celle du Brésil, qui est de 70,1 ans —, selon le dernier rapport du PNUD (8 septembre 2005).

Dans certaines régions, 56 % de la population sont en dessous du seuil de pauvreté officiel.

— En Pologne, selon un professeur de sociologie de Varsovie, pourtant favorable à "l'économie de marché",

"le nouveau régime mis en place, le capitalisme, a imposé la restructuration des bastions industriels de la classe ouvrière et la fermeture des mines, des usines métallurgiques et des chantiers navals. En conséquence, le chômage en Pologne, avec son taux le plus élevé en Europe, a fortement touché (la classe ouvrière)."

Ce qu'illustre le journal français *La Croix*, qui rapporte, à propos d'une ancienne région industrielle :

"A Szydlowiec, ce triste record (39,9 % de taux de chômage) est dû à la fermeture, dans les années 1990, des entreprises qui existaient à l'époque communiste : la coopérative agricole a été dissoute, mettant au chômage un millier de personnes, l'usine d'électroménager Profel a été privatisée et ses effectifs sont passés de 1 300 à 280 salariés, la carrière de pierre a été rachetée et a licencié 600 personnes" (26 septembre 2005).

— En Hongrie, on annonce une vague de délocalisations "sauvages", jetant des dizaines de milliers d'ouvriers à la rue du jour au lendemain :

"Il n'y avait plus rien à faire, l'autre usine était prête à fonctionner en Roumanie, ils avaient tout bien préparé ; en une semaine, ils avaient envoyé tout le matériel dans leur nouvelle usine, laissant ici 150 salariés sur le carreau",

rapporte ainsi un délégué syndical de l'usine de l'entreprise danoise-suédoise de confection textile Sir (Pécs, sud de la Hongrie), délocalisée en quelques heures. Cité dans la presse hongroise, un responsable syndical allemand membre d'IG-Metall explique :

"Le salaire moyen d'un ouvrier spécialisé est en Allemagne de 2 200 euros, en Hongrie et Slovaquie de 800 euros, en Bulgarie de 200 euros et en Roumanie de 150."

En 1936, dans *La Révolution trahie*, Trotsky décrivait dénonçait les inégalités sociales croissantes entre la masse des ouvriers et paysans, qui avaient arraché la propriété sociale en octobre 1917, et la caste bureaucratique parasitaire. Il écrivait :

"Les barrières millénaires de castes isolant l'homme de toute part — le citadin policé et le moujik inculte, le mage de la science et le manœuvre — ne se sont pas seulement maintenues sous des formes plus ou moins affaiblies, elles renaissent largement et revêtent un aspect provocant."

Les inégalités revêtent aujourd'hui un caractère plus provocant que jamais. Quelques mois à peine après la prétendue "révolution orange" en Ukraine, au cours de laquelle les ONG américaines aidèrent à coups de milliers de dollars à renverser le régime de Koutchma au nom de la lutte

(1) "La dynamique vers la restauration capitaliste s'est trouvée renforcée, par ailleurs, et ne pouvait être arrêtée efficacement" (résolution du Secrétariat unifié de Krivine-Mandel, octobre 1991).

“contre la corruption”, une militante rapporte des éléments de la situation en Ukraine.

D'un côté :

“Frénésie immobilière, voiture luxueuses à vitres teintées, casinos, restaurants à des prix fabuleux, notaires en nombres, églises brillant de tout leur or reconstruites à partir de rien, les nouveaux riches s'affichent scandaleusement.”

Et de l'autre :

“La misère. Les caisses de l'Etat sont vides, l'Etat est exsangue ; on considère que la moitié environ du PIB échappe totalement à l'impôt. Un grand nombre de villes de province ont d'énormes problèmes d'approvisionnement en eau (quelques heures par jour à Odessa et sur la côte de la mer Noire) et d'eau potable. 10 % de la population souffrent de tuberculose, Sida, hépatite...”

A la campagne, c'est un spectacle de désolation, on voit beaucoup de bâtiments et de matériel à l'abandon, les petits propriétaires qui ont une trentaine d'hectares et pas d'argent produisent plus ou moins pour leur subsistance.”

UNE DISCUSSION INDISPENSABLE : QUI SONT LES DESTRUCTEURS ?

Lors d'une réunion ouvrière en Hongrie, un syndicaliste métallo explique :

« Les plus dangereux des patrons, ce sont les anciens “Komcsik” (les anciens bureaucrates du régime stalinien détesté), pas seulement parce qu'ils se sont installés dans le capital, mais parce que leurs méthodes relèvent de l'esclavagisme.

Des dizaines de milliers d'ouvriers doivent faire deux journées de 8 heures d'affilée pour survivre péniblement avec leurs familles... »

Et à quelques mois des élections, le Premier ministre “socialiste” hongrois, Ferenc Gyurcsany (ancien secrétaire des Jeunesses communistes sous le régime stalinien et “bon élève” de l'Union européenne, dont la Hongrie est membre depuis le 1^{er} mai 2005), a annoncé qu'il privatiserait l'aéroport de Budapest et 96 des 138 entreprises d'Etat subsistantes.

Ironie du sort, devant cette menace de tout liquider, c'est l'opposition “de droite” qui est — pour les besoins électoraux des

élections législatives approchantes — amenée à dénoncer la mise en cause “d'intérêts nationaux stratégiques”, ajoutant qu'elle n'hésiterait pas à renationaliser l'aéroport, mais aussi la société des chemins de fer hongrois, ainsi que les compagnies d'électricité et les hôpitaux.

Les anciens dignitaires des régimes staliens effondrés il y a quinze ans, reconvertis en ministres et en “businessmen”, sont donc partout aux avant-postes d'une politique fondée sur la destruction pure et simple de toutes les forces productives, au compte de l'impérialisme qui ne cesse d'exiger d'eux d'aller toujours plus loin dans ce sens.

Est-il exagéré de dire que les immenses fortunes accumulées en Russie et ailleurs ne s'établissent sur rien d'autre que sur la base d'un pillage toujours plus grand et d'une destruction toujours plus violente de la propriété d'Etat ?

En septembre, l'ancien officier du KGB et président de la Fédération de Russie, Poutine, décidait ainsi que,

“pour 13,1 milliards de dollars, le géant du gaz Gazprom s'est mis d'accord avec Milhouse Capital — le holding de l'oligarque Roman Abramovitch — sur le rachat de 72,6 % du pétrolier Sibneft (...) (Abramovitch), empochant un fabuleux pactole estimé entre 4 et 5 milliards de dollars — il avait acquis Sibneft pour une centaine de millions en 1996” (La Tribune, 29 septembre).

Opération qualifiée ainsi par un commentateur russe :

“Cela alors que Abramovitch et Berezovsky, en leur temps, avaient pris le contrôle de Sibneft pour rien. Une bonne affaire : à l'époque de la prikhvatization (2), on achetait la propriété d'Etat pour un kopeck, et ensuite on la revend au prix du marché. Il est donc clair que cela n'a strictement rien à voir avec la nationalisation” (“Comment comprendre la vente de Sibneft ?”, A. Buslaev).

C'est à partir de ces faits que le *Bulletin de discussion* ouvrira la discussion libre et nécessaire entre militants des pays de l'ex-URSS et d'Europe de l'Est sur la caractérisation du régime social dans ces pays.

(2) Jeu de mots sur “privatisation” et le mot russe qui signifie pillage, désignant la vague de privatisations -pillages du début des années 1990.

Y a-t-il apparition d'une "nouvelle bourgeoisie" ? Y a-t-il un "rétablissement du capitalisme" ? Ou bien la caste bureaucratique parasitaire, après avoir conduit l'URSS à l'effondrement par sa politique de pillage et de destruction dans le cadre de l'impérialisme mondial, n'a-t-elle pas finalement été jusqu'au bout de sa nature de "caste", caste parasitaire hier, caste mafieuse aujourd'hui ?

Et ces multiples clans issus de la décomposition de la bureaucratie stalinienne ne sont-ils pas un facteur de "mafiosisation" de l'ensemble du capitalisme mondial ?

Dans un ouvrage qui vient de paraître, *Les Nouvelles Menaces des mafias*, un policier français, Jean-François Gayraud, spécialiste de géopolitique, est amené à constater :

"Comment ne pas s'inquiéter, par exemple, que 50 % du PIB de l'Albanie, du Kosovo ou du Monténégro, candidats à l'Europe, proviennent de l'économie criminelle ? En raison de la lutte antiterroriste, le directeur du FBI a publiquement relégué au sixième rang des priorités la lutte contre le crime organisé !"

Quant à la "lutte antiterroriste" elle-même, elle ne signifie rien d'autre que l'agression impérialiste contre le peuple irakien dans le seul but de contrôler le pétrole irakien au profit des grands magnats du pétrole...

Conclusion de l'auteur :

"Le mafieux (...) a trouvé dans les sociétés de marché l'espace idéal pour ses appétits prédateurs."

Cette discussion libre et nécessaire s'engage dans les colonnes de ce bulletin.

PRIVATISATION-DESTRUCTION OU NATIONALISATION

Elle est d'autant plus nécessaire que, dans ces conditions où toute privatisation ne signifie rien d'autre que la destruction pure et simple de l'économie, de la classe ouvrière et donc de la nation, le *Bulletin de discussion* doit être le cadre du "dialogue à égalité avec tous ceux qui voudront participer à une recherche commune des réponses indispensables". En ce sens, la discussion qui s'engage autour du *Bulletin de discussion* s'insère complètement dans la re-

cherche, qui doit être celle des sections de la IV^e Internationale dans toute l'Europe, de la formulation d'une politique de front unique, c'est-à-dire d'aide à la mobilisation des masses.

Une discussion s'engage dans ce premier numéro sur la signification, six mois après la "révolution" orange en Ukraine, du limogeage du Premier ministre, Ioulia Timochenko. Certes, Timochenko n'a rien fait d'autre que poursuivre la politique de privatisation en masse des entreprises d'Etat, comme le rappelle une contribution. Que lui vaut donc d'être subitement désignée à la vindicte populaire tant par ses anciens amis du gouvernement ukrainien que par les institutions internationales de l'impérialisme, qui, à l'instar de Barroso, de la Commission européenne, ne cessent de répéter que "le meilleur moyen n'est pas de discuter tout le temps de l'adhésion à l'Union européenne, mais d'arriver à des résultats concrets en matière de réformes" (6 octobre 2005) ? Etant entendu que "réformes" signifie pour l'Union européenne, à l'est comme à l'ouest, l'accélération du démantèlement social et la liquidation de toute souveraineté nationale.

Ioulia Timochenko donne elle-même la réponse, dans une interview au journal français *Le Figaro* (29 septembre 2005) :

"Avec la reprivatization de Krivorijstal, notre gouvernement avait créé un exemple de procédure de privatisation très ouvert. Une entreprise française, Arcelor, s'appropriait d'ailleurs à participer à l'appel d'offres. Mais tout est remis en question par le nouveau gouvernement."

Que signifie donc "un exemple de procédure de privatisation très ouvert" ? Pour ses propres besoins de reprivatization au service de son clan mafieux, Timochenko a été amenée à renationaliser le combinat métallurgique Krivorijstal, que le gendre de l'ex-président Koutchma s'était approprié voilà près d'un an...

Mais voilà : même s'il s'agit de reprivatization, c'est-à-dire de changer le nom du voleur, il ne doit pas être question de renationaliser quoi que ce soit. En le faisant, Timochenko a franchi le Rubicon.

A peine Timochenko renvoyée, Iouchtchenko réaffirmait solennellement : "La politique de privatisations de ces 14 dernières années était basée sur les lois existantes. Revoir ces transactions serait une

grande erreur" (6 octobre 2005), tandis que le nouveau Premier ministre, Ekhanourov (4), donnant les grandes lignes de sa politique économique, annonça qu'il mettait un terme au "processus de révision des privatisations" engagé par Ioulia Timochenko.

La principale revendication de milliers de manifestants lors de la "révolution" orange, qui, à juste titre, rejetait la corruption et le pillage du clan Koutchma, est ainsi officiellement liquidée...

Interdit de nationaliser et de renationaliser : voilà le diktat que toutes les institutions impérialistes internationales (Union européenne, Banque mondiale, FMI...) veulent imposer aux nations et aux peuples, en Bolivie, au Venezuela, au Brésil, dans l'Union européenne... et en ex-URSS et dans les pays de l'est de l'Europe.

Ce que résume parfaitement le milliardaire mafieux russe Khodorkovsky (5), jeté en prison par Poutine pour avoir tenté de passer un accord direct avec les compagnies pétrolières américaines, quand, déplorant le fait que "la majorité du peuple continue à penser que la privatisation de 1990 était injuste, donc illégitime", il déclare vouloir "légitimer les privatisations" :

"Je veux préciser que cette fameuse légitimation des privatisations ne signifie absolument pas l'étatisation de l'économie, la nationalisation."

Mais comment comprendre que cet acharnement contre les nationalisations et les renationalisations soit partagé par des responsables qui se déclarent être dans le camp ouvrier ?

Ainsi, au moment où un million de logements, propriété communale, héritage de la propriété sociale, doivent être privatisés dans les Länder de l'est de l'Allemagne, Gysi, secrétaire du PDS (héritier du parti stalinien SED) et dirigeant du "Parti de gauche" en constitution, déclare-t-il clairement :

"Dans une société socialiste telle que celle à laquelle nous aspirons, l'alternative à la propriété capitaliste ne consiste pas en une propriété d'Etat."

La haine des anciens dignitaires staliniens contre la propriété d'Etat, après l'avoir parasitée pendant des décennies, n'a pas de frontière. Ainsi, en Hongrie, au même moment, le Premier ministre "socialiste" Gyurcsany (ancien dirigeant des

Jeunesses communistes), dont il était question plus haut, attaque ceux qui parlent de renationaliser, les traitant de "populistes recherchant un soutien des électeurs d'extrême gauche et d'extrême droite".

Un terrain partagé par tous les altermondialistes, dont l'un des chefs de file en France, l'ancien dirigeant pabliste (et toujours homme de contact entre le PC français et la LCR pabliste en France), Yves Saless, déclare lors d'un séminaire intitulé "Services publics" du Forum social européen de Florence :

"Nous parlons d'appropriation sociale et non de nationalisation. C'est que nous devons intégrer le bilan des expériences passées et des évolutions en cours. Pour les bilans, il s'agit de la faillite de l'étatisme bureaucratique des pays de l'Est et de ce que les nationalisations effectuées dans les pays capitalistes ont révélé leurs insuffisances."

De quelle faillite parlent-ils ?

Pas de celle du système de la propriété privée des moyens de production à son stade pourrissant (qu'ils ne cessent de dissimuler sous le terme asexué de "mondialisation") !

Pas de la faillite du système capitaliste pourrissant, responsable et coupable de cette prévision officielle de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) : d'ici à 2015, l'espérance de vie moyenne en Afrique sera de 33 ans !

Non, pour ces grands dirigeants "de gauche", issus pour certains directement de la bureaucratie stalinienne parasitaire ou de ses "relais à gauche", c'est la faute aux nationalisations, la faute à la propriété sociale !

Et pourtant, la renationalisation n'est-elle pas la seule voie permettant de sauve-

(4) Iouri Ekhanourov, ancien vice-Premier ministre lorsque Iouchtchenko était à la tête du gouvernement (1999-2001) : "Il s'est révélé efficace lors des négociations avec le Fonds monétaire international. Quelques années plus tôt, il avait, en tant que responsable du Fonds de la propriété d'Etat, mené un vaste programme de privatisations, qui a vu la moitié des entreprises publiques industrielles reprises par des personnes privées" (La Croix, 12 septembre).

(5) Signalons que Khodorkovsky, toujours en prison, se présentera aux élections législatives "contre Poutine", appuyé par un comité de soutien regroupant, entre autres, des dirigeants du Parti communiste de la Fédération de Russie (PCRF) de Ziouganov, des dirigeants de l'Union des forces de droite (SPS) et le dirigeant du "Parti national-bolchevique", le provocateur raciste Edouard Limonov.

garder et reconquérir les conquêtes les plus élémentaires dont dépend la survie même des travailleurs et des nations ?

Le rétablissement des écoles, des crèches, des jardins d'enfants, des logements, des usines, des transports comme propriété d'Etat au service de toute la société, n'est-ce pas là la seule garantie de la survie de millions d'ouvriers, de paysans et d'intellectuels ?

LA CLASSE OUVRIÈRE EST LÀ, ELLE CHERCHE UNE ISSUE...

L'exigence de renationalisation n'est-elle pas une réponse à cette recherche, qui s'exprime, par exemple, dans cette adresse du comité syndical d'une entreprise de transport public d'une ville de Russie à Vladimir Poutine, déclarant :

“Nous sommes convaincus, et les faits le démontrent malheureusement, que la liquidation du transport public ne peut conduire qu'au démantèlement du service de transport de la population, à une hausse sensible des tarifs et à la liquidation de fait des tarifs réduits pour les vétérans, invalides et autres catégories (...). Monsieur le Président ! Nous vous demandons de donner des instructions aux organes concernés du pouvoir exécutif pour (...) prendre des mesures pour le maintien du transport municipal dans la ville.”

L'exigence de renationalisation n'est-elle pas une réponse aux 2,5 millions de travailleurs du secteur d'Etat, qui, le 12 octobre 2005, ont participé aux actions syndicales en Russie, d'est en ouest ?

Enseignants, médecins et travailleurs de la culture, parfois rejoints par des contingents d'ouvriers d'industrie, dont les dépêches de presse rapportent qu'ils ont cherché à exprimer leurs revendications vitales, indiquant sur des pancartes : *“Arrêtez de nous humilier !”* ; ou encore : *“Le chien d'un bureaucrate ne survivrait pas avec la paie d'un éducateur !”*

Est-ce autre chose que la terreur devant la classe ouvrière qui amène les dirigeants actuels de la Roumanie, tous formés à l'école Ceaucescu et aujourd'hui “bons élèves” du FMI et de l'Union européenne, à condamner lourdement et jeter en prison six

dirigeants syndicalistes mineurs, le 28 septembre 2005 ?

Un militant ouvrier roumain explique :

“Les conditions pour l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne sont : la privatisation complète de la poste, la privatisation totale des banques, et en particulier de la Caisse d'épargne populaire, qui existe depuis 1885, la privatisation des hôpitaux et le passage du système de protection sociale à un système d'assurance privée, l'asphyxie des écoles publiques au nom du principe d'autonomie de gestion des directeurs d'école. C'est la destruction de ce qui restait propriété de l'Etat.”

Dans ces conditions, n'est-ce pas pour “faire un exemple” qu'on jette les mineurs en prison ? Mineurs qui ont été à l'avant-garde de la classe ouvrière roumaine, y compris dans la révolution politique contre le régime Ceaucescu (par exemple, lors de la grève de 1977, où les mineurs avaient séquestré Ceaucescu à Lupeni), le secteur de la classe ouvrière qui est allé le plus loin (en 1991 et 1999) dans la révolte contre la politique de privatisation-destruction de l'ex-nomenklatura mafieuse des Iliescu et compagnie...

LA REVOLUTION POLITIQUE N'EST PAS MORTE

Nombre de “journalistes” ont relevé que le mois d'août 2005 était le vingt-cinquième anniversaire des accords de Gdansk, qui ont vu, en 1980, la classe ouvrière polonaise, organisée dans son syndicat ouvrier indépendant Solidarnosc, se dresser contre la bureaucratie parasitaire et imposer ses revendications. Pour nous, militants de la IV^e Internationale, la révolution polonaise de 1980 a représenté une étape de ce que Trotsky a appelé la “révolution politique”, c'est-à-dire la recherche par la classe ouvrière du renversement de la bureaucratie parasitaire, le rétablissement de la démocratie ouvrière permettant le contrôle des travailleurs sur la propriété sociale des moyens de production arrachée par l'expropriation du capital.

Rien à voir avec les prétendues “révolution colorées” d'Ukraine, de Géorgie et de Kirghizie, financées par Washington et ses ONG “démocratiques”...

Une véritable révolution pour chasser la bureaucratie stalinienne corrompue, comme est obligé de le reconnaître, vingt-cinq ans plus tard, Anatoly Drouzenko, ancien correspondant des *Izvestia* à Varsovie au moment de la révolution polonaise (dans la *Literatournaïa Gazeta*, 31 août-6 septembre 2005).

Il écrit :

« Au début, il n'était pas question de révolution dans les revendications mises en avant par les grévistes. Walesa, distribuant ces jours-là des interviews à droite et à gauche, soulignait : "Nous ne sommes pas contre le socialisme, nous sommes contre un socialisme défiguré." De quoi avait donc si peur la direction soviétique dans les événements en Pologne ?

D'abord, de leur étendue. Ce n'étaient pas des centaines, ni des milliers, qui étaient en grève, mais des millions. Ensuite, de la force qui s'était mise en mouvement. Ce n'était pas d'abord des éléments petits-bourgeois, ni des commerçants privés, ni des paysans individualistes qui participaient à la protestation, mais la masse des ouvriers d'industrie — métallos, mineurs, ouvriers des chantiers navals. Troisièmement, le caractère des revendications. »

Rappelant la plate-forme des grévistes, il poursuit :

« De quoi parlaient ces revendications ? C'est la voix des ouvriers qu'on entend à travers elles. On y entend l'accent qui y est mis pour la justice sociale. "La garantie d'un système de santé de qualité pour tous", la "fermeture des magasins réservés à l'élite" : il n'est pas dur d'imaginer comment cela aurait été perçu à Moscou, dans les magasins d'alimentation de la rue Granowski ou au quatrième département du ministère de la Santé ! Précisément : contre la défiguration. Quant au capitalisme, aux privatisations et compagnie, pas un mot (...). Le socialisme bousillé démontra une nouvelle fois son incapacité à se réformer. »

Et cet ancien émissaire de la bureaucratie soviétique en Pologne de rappeler la terreur de ses maîtres devant les ouvriers de Gdansk et de Szczecin prenant leur sort entre leurs mains :

"Aujourd'hui, les généraux soviétiques se rappellent très bien que Moscou a sérieusement étudié la possibilité de l'entrée des troupes soviétiques en Pologne. Mais même le (...) compagnon de Staline, Souslov, était suffisamment intelligent pour reconnaître que notre pays

ne survivrait pas à un deuxième Afghanistan."

Traduction : la bureaucratie n'aurait pas survécu à une telle décision...

Et il conclut, rappelant la mise en place de "l'état de guerre" pour écraser la révolution par le général Jaruzelski :

"Le paradoxe, c'est que l'état de guerre, mis en place pour défendre le socialisme, a conduit à la victoire du capitalisme."

Un paradoxe ? Bien au contraire !

En écrasant le soulèvement antibureaucratique des ouvriers polonais en 1980, les Jaruzelski, Brejnev et autres représentants de la bureaucratie parasitaire préparaient au contraire la destruction de la propriété sociale, la destruction de l'économie planifiée dans le cadre de l'effondrement général du système de la propriété privée des moyens de production.

Et d'ailleurs, n'est-ce pas un fait, dans tout l'est de l'Europe et dans toutes les républiques de l'ex-URSS, que les anciens bureaucrates d'hier, devenus une multitude de clans mafieux, sont aujourd'hui les plus acharnés à détruire, fermer les usines, liquider les fermes collectives ?

Vingt-cinq ans et quelques jours plus tard, alors que la presse internationale se réjouissait de ce que "tous les partis politiques se sont ralliés à l'Union européenne" (6), le peuple polonais a démontré que le mouvement de 1980 n'était pas mort. Par près de soixante pour cent d'abstentions aux élections législatives du 25 septembre, le peuple polonais a rejeté tous les partis, qu'il s'agisse des héritiers directs de la bureaucratie stalinienne ou des partis "de droite".

Un rejet dont le contenu social a été exprimé par les ouvriers des chantiers navals de Gdansk, héritiers des ouvriers révolutionnaires de 1980, qui, refusant de participer aux commémorations officielles du vingt-cinquième anniversaire le 31 août 2005, brandirent une banderole sur laquelle on lisait :

"Pillés et détruits au nom de la loi, les chantiers de Gdansk fêtent aujourd'hui leur anniversaire."

(6) "Quasiment aucun parti politique ne conteste plus aujourd'hui les succès de l'entrée de la Pologne dans l'Union européenne", explique Stanislaw Parzymies, professeur à l'Institut des relations internationales à l'université de Varsovie.

Les ouvriers polonais des chantiers de Gdansk, comme les enseignants des écoles de Russie, les mineurs de Roumanie ou les métallos hongrois, disent tout simplement : nous voulons vivre ! Nous voulons du travail !

A quelle condition peuvent-ils vivre de leur travail ? N'est-ce pas en renationalisant tout ce qui a été privatisé-pillé-liquidé ?

N'est-ce pas en reconstituant les conquêtes mises en pièces depuis des années ?

Voilà la discussion qui s'ouvre entre militants des pays de l'est de l'Europe et de l'ex-URSS dans le *Bulletin de discussion*, dont vous lirez quelques extraits dans ce numéro de *La Vérité*.

Dominique Ferré

Extraits du *Bulletin*

Qui sommes-nous ?

Y a-t-il aujourd'hui un pays au monde où l'ouvrier, l'ouvrière, l'employé(e), qui ouvre un journal, écoute la radio ou regarde la télévision, ne se demande pas s'il ne va pas soudain apprendre qu'à la suite d'une fusion ou d'une délocalisation pour faire produire à prix encore plus bas, l'entreprise où il travaille licencie la moitié de son personnel ou ferme ses portes pour satisfaire les actionnaires ou les fonds de pension, qui exigent des profits toujours plus élevés ?

Y a-t-il aujourd'hui un pays au monde où les mêmes ne se demandent pas si, demain, la privatisation annoncée de leur entreprise publique ou la suppression de leur poste de travail ne va pas liquider tout ou partie de leurs droits, si l'on ne va pas réduire brutalement leurs retraites, saccager leur protection sociale, restreindre brutalement leur accès aux soins ?

Y a-t-il aujourd'hui un pays au monde où ces ouvriers, ces employés ne se demandent pas ce que font pour les défendre contre ces agressions les partis et les syndicats créés hier par leurs pères et leurs grands-pères ?

N'est-il pas vrai que ces questions et d'autres similaires taraudent des millions d'hommes et de femmes partout dans le monde ?

N'est-il pas vrai que des nombre d'entre eux, et en particulier de nombreux militants des partis et des syndicats, cherchent comment s'en sortir et veulent trouver une réponse ?

N'est-ce pas particulièrement vrai pour les travailleurs manuels et intellectuels des pays issus de la chute de l'Union soviétique, où, à côté d'une mafia politico-financière qui se vautre dans un luxe provocateur, des millions d'hommes, de femmes et d'enfants vivent au jour le jour dans la crainte du lendemain ?

Les militants de la IV^e Internationale désirent apporter leur concours à la recherche des réponses aux questions qui nous assaillent tous. La recherche des solutions pour sortir de la situation où le système de la propriété privée des moyens de production entraîne l'humanité travailleuse n'est certes la propriété de personne. Les militants de la IV^e Internationale souhaitent y prendre leur place dans un dialogue à égalité avec tous ceux qui voudront participer à une recherche commune des réponses indispensables. C'est l'objectif de ce *Bulletin de discussion* publié sous la responsabilité de la IV^e Internationale.

Jean-Jacques Marie

Déclaration de l'Union "Borotba" à propos de la crise gouvernementale en Ukraine

(...) Nous déclarons : la démission du gouvernement qui vient d'avoir lieu est le résultat de l'alliance entre les oligarques locaux et des compradores-protégés des compagnies multinationales, c'est un pas supplémentaire dans la voie de l'aggravation de l'exploitation des travailleurs et des attaques contre ce qui reste de leurs droits, conquis en octobre 1917. Le véritable visage politique du "nouveau gouvernement d'Ekhanourov", succédant à Timochenko, est connu.

Le chaos et l'arbitraire qui règnent aujourd'hui permettront aux capitalistes de tout poil de ne pas être inquiétés et de ne pas cacher leurs aspirations à écraser tous les droits ouvriers. L'agitation effrénée des "adversaires politiques" les uns contre les autres trompe une nouvelle fois les travailleurs ukrainiens, les détourne de leurs problèmes réels et dissimule les responsables de leur situation.

Le FMI et la Banque mondiale ont soutenu le remplacement de Timochenko au poste de Premier ministre parce qu'elle n'était pas sous leur contrôle, et ils ont eu peur que Timochenko les gêne dans la mise en œuvre

de leurs réformes de pillage. Mais qui est Timochenko ? C'est précisément elle qui a conduit la politique de privatisation, dont le résultat a été la cession au privé de 200 entreprises. Elle parlait de "privatisation honnête". Mais peut-il y avoir un pillage honnête ?

Le pouvoir s'est transformé en un panier de crabes, engagés entre eux dans une lutte à mort. Tout cela ne profite qu'à des forces extérieures, en particulier au FMI et à la Banque mondiale, qui, dans les "eaux troubles" de la politique ukrainienne, pompent les dernières gouttes de notre pays. Lors de la campagne présidentielle, l'Union "Borotba" avait mis en garde contre tout cela. Et nous n'allons pas rester les bras croisés.

Notre tâche est d'unir la classe ouvrière, de lui offrir une perspective qui lui permettra de construire une société sans exploitation ni propriété privée des moyens de production. Seulement unis nous pouvons nous opposer à la destruction ! L'union fait la force !

**Kiev, Ukraine,
9 septembre 2005**

Des réformes "à l'américaine"

Dans le n° 92 (778) daté du 3 juin 2005 du quotidien gratuit *Méto* distribué à Saint-Pétersbourg, j'ai lu un article rédigé à partir d'une dépêche de l'agence de presse russe RIA-Novosti, titrée : "Les Etats-Unis forment les juristes russes."

Dans cet article, il est question en particulier du fait que cette année, l'administration de George Bush a débloqué 43,4 millions de dollars pour "l'aide à la démocratie en Russie". Il est prévu que ces sommes doivent servir aux programmes en faveur de la primauté de la loi, au développement de la réforme juridique, à la mise en place d'un système judiciaire transparent, ainsi que pour la procureure et le corps des avocats. L'an passé, pour ces mêmes programmes, les Etats-Unis avaient déjà débloqué 45,43 millions de dollars.

Une conclusion s'impose donc immédiatement, à savoir que nous sommes redevable aux Etats-Unis du désordre au niveau des sommets du pouvoir, et par conséquent dans le pays. Si, autrefois, de pareilles informations

n'existaient qu'à l'état de rumeurs, et alors que de nombreux dirigeants politiques russes tentaient de nous convaincre que la Russie est politiquement indépendante des Etats-Unis, il est maintenant ouvertement reconnu dans la presse que des institutions de l'Etat en Russie sont formées et fonctionnent grâce à des dollars venus de l'étranger. Et comme dit le fameux proverbe : "Celui qui invite la jeune fille à dîner dansera avec elle."

C'est à partir de ces faits qu'il faut se remémorer comment nos hauts fonctionnaires, les représentants de la compagnie nationale des chemins de fer, avaient accusé à grands cris notre syndicat indépendant d'être financé par des fonds américains, avec comme objectif la déstabilisation des chemins de fer et l'effondrement de l'Etat. Comme toujours, celui qui crie "Au voleur !" le plus fort, c'est le voleur lui-même.

**Un syndicaliste cheminot
(Saint-Pétersbourg)**

Les grévistes de la faim : “Si je meurs à cause d’une défaillance médicale ou d’un accident dû à la faim, s’il vous plaît, accusez l’administration de l’entreprise Norilsk Nickel, ainsi que l’administration de la ville de Norilsk”

“Si je meurs en raison d’une défaillance médicale ou d’un accident dû à la faim, s’il vous plaît, accusez l’administration de l’entreprise Norilsk Nickel, ainsi que l’administration de la ville de Norilsk.”

C’est par cette déclaration écrite que les participants à la grève de la faim du syndicat des réparateurs de Norilsk Nickel se sont exprimés.

L’action de protestation du syndicat indépendant des réparateurs dure depuis 35 jours. Comme par le passé, Valéry Bougaev, Oleg Teleoutsa et la retraitée Valentina Koulik prennent part à la grève de la faim.

Le 9 août, à 3 heures du matin, au 38^e jour de la grève de la faim, la retraitée Valentina Koulik a été hospitalisée dans un état grave. Valéry Bougaev et son représentant Oleg Teleoutsa poursuivront l’action. Les grévistes de la faim ont lancé une déclaration à l’adresse

de la direction des affaires intérieures de Norilsk, de la direction de la santé publique, ainsi qu’au parquet.

Les participants à cette action de protestation accusent l’administration de Norilsk Nickel de l’introduction “d’une politique sociale antipopulaire visant à l’extermination économique des citoyens russes et des travailleurs de la compagnie”.

Dès la première journée, les grévistes, membres du syndicat indépendant des réparateurs, ont revendiqué la création d’une commission pour examiner les faits qu’ils exposaient. La commission a été créée, mais a suspendu son travail dès après la première réunion. Rappelons que, dès le début, la direction de Norilsk Réparation n’a pas nié la véracité de certains faits exposés par les grévistes ; cependant, cela n’a été suivi d’aucune étude sérieuse approfondie.

Sang ouvrier Comment la privatisation tue les travailleurs

Le comité syndical des métallurgistes et mineurs de Dniepropetrovsk a adressé une lettre ouverte aux propriétaires de MGOK (Combinat minier de manganèse) pour des faits de violation de la loi sur la sécurité du travail.

Le comité régional de Dniepropetrovsk du syndicat des métallurgistes et mineurs d’Ukraine a adressé une lettre ouverte aux propriétaires de la société Combinat minier de manganèse (région de Dniepropetrovsk) portant sur une brutale violation de la loi sur la sécurité du travail.

Comme l’a déclaré le vice-président de ce comité syndical, Valéry Gavrilenko, la décision a été prise lors de la dernière réunion du présidium du comité régional après la publication des résultats du contrôle mené par le syndicat dans l’entreprise en question, en regard de la loi sur la sécurité du travail.

Dans le combinat, 19 traumatismes, dont 3 mortels, ont été établis dans les six premiers

mois de 2005. Toute une série d’équipements, comme, par exemple, des marteaux piqueurs et les machines de creusement, sont dans un état insatisfaisant. Ce qui provoque des vibrations supplémentaires pour le matériel. Cette année seulement, et pour cette raison, 15 travailleurs ont été victimes de maladies professionnelles. Le taux d’infection a augmenté de 17 %. Les gens travaillent avec de l’eau pratiquement jusqu’aux genoux, passerelles et passages étant cassés.

Suite à la déclaration de V. Gavrilenko, le syndicat a également été dans l’obligation d’adresser cette lettre ouverte aux médias, puisqu’il n’est pas possible de s’adresser directement aux propriétaires de GOK Manganèse. Si, après cela, les dirigeants du combinat gardent le silence, les leaders syndicaux seront dans l’obligation de demander un soutien aux syndicats à l’étranger, ce qui donnera une image négative des propriétaires de MGOK.

Lettre ouverte du présidium du comité du syndicat des travailleurs de l'industrie métallurgique et minière d'Ukraine de la région de Dniepropetrovsk

Aux actionnaires de la société GOK Manganèse.

Au président du conseil d'observation de la société GOK Manganèse.

A l'attention de A. A. Ershov.

A la direction de la société GOK Manganèse.

Messieurs !

Nous sommes contraints de nous adresser à vous par cette lettre ouverte, étant donné que la résolution des problèmes de la société GOK Manganèse dépend en premier lieu de vous. Qu'est-ce qui nous a amenés à prendre cette initiative ?

Avant tout, c'est la situation au combinat, les conditions de travail actuelles, la faible rémunération salariale et la non-résolution des problèmes sociaux soulevés par le collectif de travail. Le combinat est un des plus importants du monde pour la production de minerai de manganèse, il a 120 ans d'histoire, plus de 7 000 personnes y travaillent. Non seulement l'avenir des travailleurs dépend de son activité, mais également la vie de quelque 55 000 habitants de la ville.

Pendant longtemps, cette entreprise fut non seulement l'entreprise clé dans l'industrie minière, mais également un exemple dans le dénouement des conflits sociaux. Mais, ces dernières années, la situation s'est singulièrement aggravée.

Aujourd'hui, dans l'entreprise, les volumes de production fixés ne sont pas remplis. Dans

les six premiers mois de l'année en cours, on peut observer une non-réalisation significative des travaux préparatoires de forage (78,8 % du plan) et d'exploitations de carrières (89,7 %).

Par ailleurs, alors que les volumes fixés de productivité du travail augmentent (101,2 %), le prix de revient du concentré manganéux diminue de 8 %.

On constate une détérioration significative de l'attention portée à la protection du travail. Cette année, les travailleurs n'ont pas reçu suffisamment de vêtements de travail (21,9 % des besoins), de moyens de protection individuels (37,4 % des besoins), et on a comptabilisé 19 cas de traumatisme, dont 3 mortels. On a également constaté 15 cas de maladies professionnelles. Le taux d'infection a augmenté de 17 %.

Pour ce qui concerne le travail souterrain dans les mines 8 et 3/5, les ouvriers utilisent un matériel techniquement défectueux et ayant épuisé les délais réglementaires d'exploitation.

La mine 14/15 mise en service en 1998 ne dispose jusqu'à présent d'aucun local commun pour les ouvriers. Les travailleurs se changent dans ceux d'autres mines se trouvant à une distance de 3 km de leur lieu de travail, distance qu'ils sont souvent contraints de parcourir à pied.

Le combinat connaît les plus bas salaires parmi les entreprises apparentées de la branche, ce que confirment les données suivantes :

	Rendement pour un individu, milliers de grivnas, 2004	Salaire moyen en grivnas, 2004	Salaire moyen en grivnas, juin 2005
Société GOK Manganèse	120,05	760,7	982,9
Société Combinat de minerai de fer de Krivorojskij (région de Dniepropetrovsk)	53,17	1 104,8	1 756,0
Société Soukhaïa balka	32,09	987,9	1 508,9
Société Combinat de minerai de fer de Zaporojie	69,70	1 350,0	1 818,0

L'entreprise a refusé d'entretenir les sites de ses infrastructures sociales : les jardins d'enfants et la base de repos sur la mer d'Azov.

Les faits et les données rapportés permettent de tirer la conclusion que, pour résoudre les problèmes d'organisation de la production, des conditions de travail et des questions

sociales par les propriétaires et les organes suprêmes de la direction de la société anonyme, il n'y a pas, de notre point de vue, suffisamment de moyens attribués.

Une telle situation provoque une tension dans le collectif de travail avec des conséquences difficilement calculables.

Comptant sur la compréhension mutuelle, nous nous adressons à vous avec pour exigence que soient immédiatement prises des mesures pour résoudre les problèmes d'im-

portance vitale de l'entreprise GOK Manganèse et de nous en informer.

Le président du comité régional du syndicat, V. K. Chevtchenko

Prise d'assaut du club pour enfants Frégate (Tomsk, Russie) Arrestation des enseignants participant à la grève de la faim

La grève de la faim des enseignants du centre pour enfants et adolescents Frégate dure depuis huit jours. Cela fait déjà un an qu'ils repoussent les attaques des bureaucrates de la ville, qui tentent de liquider le dernier club sportif pour enfants et adolescents de la ville.

Le 26 juillet 2005, lors de la séance de la Douma municipale de Tomsk, les députés ont unanimement pris la décision de réorganiser (c'est-à-dire de faire disparaître) l'unique survivant des clubs sportifs techniques (sur 14 existant au début des années 1990). Et de licencier son directeur, I. V. Piatnitchouk, qui le préserva 25 ans durant. Le directeur du département à l'éducation de la ville de Tomsk, I. I. Khou-torianski, et bien qu'il soit en vacances, ne daigna pas assister personnellement à la réunion de la Douma municipale (...).

La décision de la Douma municipale va à **l'encontre de la loi** : selon la législation fédérale, les réorganisations lors de conflits de travail collectifs **sont interdites**, tout comme sont interdits les licenciements de travailleurs.

“Exigences des grévistes de la faim :

1) *Arrêter la réorganisation sous prétexte de fusion du centre pour enfants et adolescents Frégate avec le club artistique Le Lac blanc, ce qui, de fait, signifie sa disparition.*

2) *Conserver intégralement le personnel pédagogique du club Frégate et interdire les licenciements d'employés.*

3) *Démarrer en urgence une réfection totale de l'établissement, encore promise en février dernier par les autorités, mais jamais commencée (...).”*

Les bureaucrates refusent obstinément de donner la moindre information officielle sur les réparations au centre Frégate : budget, plan de travail, etc. En voici un exemple : suivant la réponse 7-27704 du parquet de la région de Tomsk en date du 23 juin 2005, les travaux réalisés de remplacement des fenêtres s'élèveraient à 500 000 roubles (environ 14 300 euros). Cependant, d'après le bon de réception des travaux de pose de fenêtres effectués au club Frégate, 15, rue Berlinga,

l'estimation du coût conformément au contrat est de 216 577,93 roubles. Où est passé le reste de l'argent ?

(...) Piatnitchouk, Gouba, Fominykh, Kouznetsov participent à la grève de la faim depuis le 27 juillet. Galina Victorovna Fominykh est à l'hôpital avec une affection des reins, qui ont subi un refroidissement lors de la période hivernale. Lorsqu'elle participa à la grève de la faim de dix jours, la température ne dépassait alors pas les 10 degrés au club Frégate. Au début de cette grève de juillet, il y eut une aggravation. Zaïkov et Lebedeva se sont joints à la grève de la faim le vendredi 29 juillet. Pétrov l'a rejointe le lundi 1^{er} août. Le directeur, I. V. Piatnitchouk, se trouve, à l'heure actuelle, dans un état critique (...).

Il y a une semaine, l'ORT (organisme de la télévision d'Etat) a exigé de la télévision d'Etat de Tomsk d'effectuer un reportage. Mais ce fut tout, et les bureaucrates ont fait taire les journalistes. Des habitants de Tomsk, écoutant leur esprit civique, ont entrepris un harcèlement téléphonique auprès des médias de la ville.

Le 4 août 2005, à 6 heures du matin, le chef de l'éducation de la zone sud s'est rendu avec deux voitures d'une compagnie de vigiles privée au bâtiment du club Frégate, occupé par les salariés. Les salariés refusèrent d'être chassés de leur poste de travail. Le club Frégate fut alors attaqué et pris d'assaut. La directrice, Irina Vassilevna, fut littéralement arrêtée dans son bureau. Sa ligne de téléphone fut immédiatement bloquée. Vladimir Gouba, participant de la grève de la faim, en signe de protestation contre l'envahissement du club, s'est imbibé d'essence et a tenté de s'immoler par le feu. Les policiers ont étouffé le feu, l'ont arrêté, et, ayant apporté une aide médicale, l'ont conduit au poste.

La mairie, la police et le parquet agissent de concert, enfreignant la législation de la Fédération de Russie. La Confédération des syndicats libres de Tomsk exige la libération du directeur du club Frégate, Irina Vassilevna Piatnitchouk, et de Vladimir Ilitch Gouba !

Bolivie, Equateur : quelques problèmes de la révolution en Amérique latine

Par Jean-Pierre Raffi

“Les Andes en flammes” : c’était, il y a quelques mois, le titre d’un journal brésilien face à la multiplication des soulèvements populaires en Bolivie, en Equateur, où les travailleurs la jeunesse, les peuples, se saisissant des moyens de la lutte de classe, affirmaient leur droit de vivre, leur droit à la souveraineté et à un avenir.

Dans ces processus difficiles et complexes en cours, des questions se posent, qui appellent une discussion libre et fraternelle entre militants ouvriers.

Il en est ainsi de la question des mots d’ordre démocratiques, et de la Constituante, en particulier.

A l’heure où les masses se heurtent partout à l’offensive la plus brutale de l’impérialisme détruisant en masse la force de travail, les jetant par millions à la rue, pillant et dévastant leurs ressources naturelles — eau, gaz, pétrole... —, mettant en cause jusqu’à l’existence même des nations, la question de la souveraineté, de la démocratie, de la Constituante souveraine, des assemblées populaires comme mot d’ordre révolutionnaire, est partout en débat.

Examinons-en les conditions à travers les exemples de la Bolivie et de l’Equateur.

**BOLIVIE : 4 DECEMBRE,
DES ELECTIONS “CONCOCTEES
ENTRE LES MULTINATIONALES, MESA,
LE PARLEMENT ET EVO MORALES”
(LA FEDERATION DES MINEURS
DE BOLIVIE)**

En mai-juin derniers, le peuple bolivien s’est une nouvelle fois soulevé avec ses organisations, la Centrale ouvrière bolivienne (COB), la fédération des mineurs (FSTMB), qui en constitue l’épine dorsale, la FEJUVE (fédération des associations populaires de quartiers)..., chassant pour la troisième fois en moins de quatre ans le président de la République, ébranlant jusqu’aux tréfonds les institutions corrompues de l’Etat bolivien, instruments serviles de l’impérialisme, ayant abandonné de fait leur pouvoir à des “super-intendances” nommées directement par le FMI.

Par centaines de milliers, mineurs et paysans marchaient sur La Paz, bloquant toutes les routes, les mines et les centres pétroliers, occupant la capitale, obligeant le Parlement à fuir pour tenter vainement de se réunir à Sucre, la seconde ville du pays, réputée plus bourgeoise et plus paisible.

Les masses insurgées, tenant fermement le pays dans leurs poings fermés, ont alors dressé une exigence claire et nette :

*« Nationalisation du pétrole et du gaz !
Convocation immédiate d’une Constituante souveraine dotée de tous les pouvoirs ! Non au démantèlement de la nation, non aux “autonomies” sécessionnistes »
(lire notre précédent numéro).*

Par leur mobilisation révolutionnaire, elles ont porté cette exigence le plus loin possible, jusqu’à constituer un embryon d’assemblée populaire, embryon de double pouvoir qui s’est réuni à El Alto dans les derniers jours de juin.

Il a fallu, pour faire refluer ce puissant mouvement, la trahison du dirigeant du Mouvement au socialisme (MAS), Evo Morales, négociant secrètement avec un pouvoir à l’agonie, à l’instigation de l’Eglise et avec la bénédiction de l’ambassade américaine, l’abandon de l’exigence de la nationalisation du pétrole et du gaz en échange de : la démission du président Mesa ; la nomination à sa place, comme président intérimaire de la

République, du président de la Cour suprême de justice, Fernando Rodriguez ; la convocation le 4 décembre prochain d’“élections” dans le cadre des institutions corrompues, dont précisément le peuple ne veut plus ; et d’une éventuelle “Assemblée constituante” en juin 2006, qui ne serait qu’une ridicule caricature si tant est qu’elle soit convoquée, ce dont on a tout lieu de douter.

“La proposition de nouvelles élections à la charge de Fernando Rodriguez, un parfait inconnu au service de l’ambassade américaine, n’est pas une demande du peuple majoritaire. Elle a été concoctée entre les multinationales, Mesa, le Parlement et Evo Morales en opposition à sa propre base”,

déclare très justement la FSTMB dans un document qui tire le bilan de ces journées révolutionnaires.

**LE TRIBUNAL CONSTITUTIONNEL
OUVRE LA BOÎTE DE PANDORE**

Le soulèvement du peuple et des travailleurs boliviens a reflué, mais il n’a pas été défait. Dans les profondeurs, il continue à miner toutes les tentatives de solutions construites dans son dos. La crise qui ronge le régime politique, un instant contenue, resurgit aujourd’hui de plus belle.

Le Tribunal constitutionnel vient en effet d’ouvrir une véritable boîte de Pandore en décidant que les élections prévues pour le 4 décembre ne pouvaient avoir lieu conformément à la Constitution avant que les sièges à pourvoir n’aient été redistribués entre les régions sur la base du dernier recensement. Une redistribution qui profiterait largement aux départements riches du pays, ceux de Santa Cruz et de Tanja notamment, où se situent la majorité des ressources en hydrocarbures, et qui menacent depuis des mois de faire sécession. Redistribution qui, à l’inverse, affecterait les régions minières, La Paz, Oruro et Potosi.

Cette décision, dont le journal *La Razon* (26 septembre) précise qu’elle est “sans appel”, a aussitôt remis le feu aux poudres. Les régions minières, La Paz, El Alto, toute la Bolivie ouvrière et populaire s’est aussitôt déclarée prête à reprendre l’insurrection

Evo Morales : portrait d'un "altermondialiste"

Le chef du Mouvement au socialisme (MAS) est l'une des grandes figures de l'altermondialisme, l'une des principales vedettes des forums sociaux. Il est aussi l'enfant chéri des pablistes du Secrétariat unifié.

Quelles sont ses positions politiques et celles de son mouvement ?

— *“Les patrons peuvent être tranquilles, le MAS ne va pas toucher à leurs investissements dans le pays”*, déclare, le 21 septembre, Alvaro Garcia Linera (un ancien guérillero converti à l'altermondialisme), candidat de ce parti à la vice-présidence de la République. On rappellera que l'exigence première des travailleurs et du peuple boliviens est la nationalisation immédiate du pétrole et du gaz, donc la saisie des avoirs et des investissements étrangers.

— Le 5 octobre, une délégation du MAS conduite par Evo Morales, candidat à la présidence de la République, et son vice-président, Alvaro Gracia Linera, se réunit avec une délégation de la Confédération des entrepreneurs privés de Bolivie (CEPB), afin de leur présenter leur plan de gouvernement.

“Nous avons été clairs et nets, déclare Linera, celui qui est le plus à même de garantir la paix sociale, c'est le MAS.” Une offre de service que n'a pas manqué d'apprécier la délégation patronale, d'autant plus que les dirigeants du MAS n'ont pas hésité à en rajouter, comme le rapporte *El Diario*, *“soulignant que le MAS appuiera la production en coopérant avec les entreprises (...) et qu'il promouvra l'initiative privée, les lignes de crédits et fournitures”* (en ce qui concerne notamment l'industrie pétrolière — NDT).

— Le 12 octobre, Evo Morales présente un “programme de gouvernement” dont le journal *La Razon* retient les points suivants : *“Garantir la stabilité macro-économique”, “garantir la stabilité économique et financière du pays”* : un objectif que ne reniera pas le FMI, et qui se traduit partout par la réduction des dépenses publiques et sociales, les privatisations de services publics, etc.

— Cette politique honteuse se voit condamnée jusque dans les rangs du MAS. *La Jornada* (10 octobre) rapporte ainsi qu'« *Aurelio Ambrosio Muruchi, actuellement membre de la présidence de la Chambre des députés, vient de déclarer au nom de la fédération de Ayllus et comme député national qu'“Evo Morales a trahi les paysans et l'exigence du peuple bolivien que soient nationalisés les hydrocarbures en signant une alliance avec Juan del Granado Cossio, qui a participé activement à l'approbation de la loi de capitalisation et à la loi des hydrocarbures “goniste” (1), qui livrait aux multinationales le pétrole et le gaz boliviens”*.

“Nous, les paysans, a-t-il déclaré, nous constatons qu'Evo Morales s'est converti en un de ceux que nous critiquions, contre lesquels nous avons manifesté, rejetant le modèle économique et les lois qui ont condamné plus de sept millions de paysans et les peuples indigènes à vivre dans la misère et l'extrême pauvreté”. Autre dirigeant du MAS, Félix Santos a lui aussi durement fustigé l'action d'Evo Morales, l'accusant de s'être joint aux partis traditionnels pour défendre les intérêts étrangers. »

(1) “Goniste” : du surnom donné par le peuple à l'avant-dernier président de la République bolivienne, Gonzalo Sanchez de Lozada, surnommé également “el Gringo” parce qu'il a fait toutes ses études aux Etats-Unis et qu'il est rentré dans les valises de l'ambassade américaine pour occuper la présidence.

si la “recommandation” du Tribunal constitutionnel était appliquée. De leur côté, les séparatistes de Santa Cruz de la Serra ont menacé de bloquer à leur tour les routes menant à la capitale s'ils n'obtenaient pas les sièges supplémentaires qu'on leur a promis.

Après deux semaines de vaines négociations, le Parlement, à nouveau paralysé comme en mai-juin, s'est avéré incapable de prendre une quelconque décision.

“Nous sommes confrontés à des oppositions radicales et irréductibles, qui ne nous

ouvrent aucun horizon”,

se lamente la présidente de la Chambre des députés, Norah Soruco, dans *La Razon* (12 octobre).

“Si la déclaration du Tribunal constitutionnel et ce qu'établit la Constitution politique de l'Etat est ignoré, sans doute qu'il n'y aura pas d'élections”,

avertit le président du Comité pro-Santa Cruz, German Antelo. Commentaire de *La Razon* :

“Mais le président à annoncé qu'il se retirera le 4 décembre, nous tombons ainsi

dans un vide de pouvoir d'où peut surgir n'importe quoi."

RESURGIT L'EXIGENCE DE LA CONVOCATION IMMEDIATE DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Dans ces circonstances, resurgit l'exigence de la convocation immédiate d'une Assemblée constituante.

La Jornada (11 octobre) rapporte ainsi l'opinion d'un groupe d'avocats de La Paz :

"Ils considèrent que le mieux est maintenant d'élire en premier la Constituante, pour, de cette manière, avec une nouvelle Constitution politique de l'Etat, définir le nouveau cours que doit suivre la Bolivie afin que s'impose la justice sociale, le progrès et le développement des régions, générant le bien-être des Boliviens tirant profit de ces ressources stratégiques et non renouvelables que sont les hydrocarbures et l'eau."

Pour les dirigeants de la FSTMB, au contraire, *"le mot d'ordre de l'Assemblée constituante est un piège"*.

"La question de l'Assemblée constituante dans les circonstances actuelles a été dépassée par celle de la nationalisation après les journées de mai et juin",

écrivaient-ils déjà en juillet dernier.

"La politisation des masses dans ce conflit a mis à nu le caractère opportuniste de ce mot d'ordre (...). L'Assemblée constituante originelle, fondatrice ou souveraine, est une simple tromperie et serait une erreur de plus qui distrairait et retarderait la lutte des Boliviens pour leur véritable libération. Opposer à l'Assemblée constituante une Assemblée nationale populaire originelle signifie un pas qualitatif décisif, qui doit être impérativement l'objectif de tous les révolutionnaires, même si sa construction est difficile et se heurte à de nombreux obstacles."

Nous ne partageons pas cette position, et nous le disons fraternellement, mais nettement, à nos camarades de la FSTMB, parce qu'elle conduit les masses à une impasse.

COMMENT LA QUESTION SE POSE-T-ELLE AUJOURD'HUI EN BOLIVIE ?

Comment la question des mots d'ordre démocratiques se pose-t-elle concrètement

aujourd'hui en Bolivie ? Avant de répondre à cette question de manière qui restera encore certainement insuffisante et appellera des développements sur lesquels nous reviendrons, il est nécessaire de préciser une chose : la IV^e Internationale n'existe pas actuellement de façon organisée en Bolivie. Il existe, à la tête des syndicats, de la COB, de la FSTMB, de la FEJUVE et des organisations paysannes, de très nombreux militants ouvriers honnêtes, combattifs, révolutionnaires.

Nombre d'entre eux, également, se réfèrent au trotskysme. Dans le siège de la COB, à La Paz, une grande banderole place la centrale ouvrière sous le drapeau de Marx, Engels, Lénine et Trotsky. Mais il n'existe pas de section construite de la IV^e Internationale.

Nous ne prétendons donc pas établir un diagnostic absolument exact de la situation et des tâches politiques et pratiques qui doivent en découler pour l'action de tous ceux qui cherchent honnêtement à construire une issue victorieuse pour les masses (2). Le but de cet article est simplement d'être une contribution à la discussion fraternelle indispensable. Il se veut en ce sens une contribution à la construction d'une section bolivienne de la IV^e Internationale.

La question de la convocation immédiate d'une Constituante avec tous les pouvoirs est posée par tout le mouvement révolutionnaire des masses depuis mai-juin. Comme tout mouvement de masse, celui-ci connaît des avancées et des reculs temporaires. Il n'est cependant pas achevé. Les exigences de mai-juin : la nationalisation du pétrole et du gaz, le rejet du démembrement de la nation, continuent d'être posées.

Le devoir de tout révolutionnaire n'est-il pas, dans cette situation, d'aider les masses à trouver une réponse à la question : comment et qui peut donner satisfaction à ces

(2) La FSTMB vient de se déclarer prête à convoquer une réunion représentative de toutes les organisations ouvrières et populaires pour décider des mesures à prendre.

Une telle réunion pourrait ouvrir une issue, en particulier en proposant aux organisations qu'elles se constituent en "Front permanent de défense de l'unité et de la souveraineté de la Bolivie" œuvrant à une issue positive à la crise actuelle, réaffirmant l'unité et la souveraineté de la nation, l'exigence des nationalisations. A notre avis, cela poserait le problème de l'appel à l'Assemblée constituante.

exigences ?

QUI VA DECRETER LA NATIONALISATION DU PETROLE ET DU GAZ ?

Qui va décréter la nationalisation du pétrole et du gaz ? Qui va mettre un terme aux manœuvres sécessionnistes de la bourgeoisie ?

Qui ? L'actuel gouvernement, l'Assemblée des députés ? Mais ils sont décomposés, corrompus. Les masses n'en veulent plus, elles l'ont clamé durant des semaines en mai et juin. Ils n'ont ni la légitimité ni la volonté d'avancer même d'un millimètre dans cette voie. Ils n'ont même plus, on vient de le voir, le ressort suffisant pour armer leurs propres pièges contre les masses.

Le gouvernement et les députés qui sortiraient des élections de décembre ? Mais, avec raison, on a dit que ces élections étaient illégitimes et n'avaient d'autre objectif que de dévoyer la souveraineté du peuple.

L'Assemblée populaire ? Mais à ce stade, elle n'existe plus. En juin, lorsqu'elle commençait à émerger à El Alto, aucune consigne claire, aucune mesure pratique n'a été prise par la direction de la COB et des autres organisations ouvrières pour généraliser son existence à toutes les villes, tous les villages, à toutes les mines du pays, et à converger en une Assemblée populaire nationale.

Alors, qui, à l'heure actuelle, quelle institution peut incarner la souveraineté du peuple bolivien tout entier ? Une telle institution existe, elle porte un nom : Assemblée constituante souveraine avec pouvoirs.

Il y a aujourd'hui un grand risque de voir la nation bolivienne disloquée. Des rumeurs de coup d'Etat circulent. Elles ne sont pas à prendre à la légère, même s'il est évident qu'Evo Morales les utilise pour tenter de sauver un processus électoral au terme duquel il espère devenir président à la place du président.

La FSTMB a, dès le début et à juste titre, déclaré que les élections prévues le 4 décembre étaient illégitimes.

Pour notre part, nous avons proposé à l'époque qu'on s'adresse à tous les candidats se présentant au nom des travailleurs et du peuple pour exiger d'eux qu'ils déclarent

publiquement et solennellement que leur seul mandat est, immédiatement élu, de convoquer la Constituante souveraine et de décréter la nationalisation du pétrole et du gaz, et qu'ils n'en ont ni n'en reçoivent aucun autre du peuple travailleur.

Toutes les organisations représentatives de la classe ouvrière ne devraient-elles pas, face à cette situation, lancer conjointement et sans tarder un appel à l'Assemblée constituante souveraine, qui formerait un gouvernement d'urgence nationale pour mettre en œuvre un programme assurant l'unité et la souveraineté de la Bolivie (les nationalisations, la réforme agraire, le refus de payer la dette, etc.), un programme de front unique anti-impérialiste ?

IL FAUT ÊTRE CONCRETS !

Les dirigeants ouvriers de la FSTMB opposent l'Assemblée populaire nationale à la Constituante. Il faut être concrets et pratiques : y a-t-il, aujourd'hui, des assemblées populaires, une Assemblée populaire nationale ? Non, répétons-le.

Sommes-nous pour que se constituent des telles assemblées populaires localement et nationalement ? Oui, bien évidemment.

Et toute la question posée ici concernant l'orientation à mettre en œuvre pour aider les masses à faire valoir leur souveraineté vise à aider à avancer dans cette voie.

Mais cela s'oppose-t-il au mot d'ordre de Constituante ? Non, au contraire.

La Constituante, c'est l'expression de la volonté et de la souveraineté du peuple tout entier, c'est un cadre dans lequel le peuple exerce le pouvoir, législatif et exécutif à la fois, à travers ses représentants.

C'est l'expression développée de la démocratie politique.

Qu'est-ce que la démocratie politique ? C'est le cadre institutionnel dans lequel les organisations de la classe ouvrière ont conquis par la lutte de classe, dans le monde entier, le droit d'exister, de s'exprimer, de revendiquer. Est-ce indifférent pour la classe ouvrière ? Non.

La démocratie politique se relie à la souveraineté nationale.

Est-il indifférent pour la classe ouvrière que la nation dans laquelle elle a inscrit ses

droits, ses conquêtes ouvrières et démocratiques existe une et indivisible ou qu'elle soit éclatée, détruite, comme l'impérialisme et ses laquais menacent de le faire partout ? Non.

Est-ce que le programme de la démocratie ouvrière se limite à cela ? Certainement pas.

Mais peut-il être opposé à cela ? Certainement pas non plus.

“LA QUESTION DE LA CONSTITUANTE EST DÉPASSÉE” ? NON, TROIS FOIS NON !

Selon les dirigeants ouvriers de la FSTMB, “*la question de la Constituante est dépassée*”. Pour qui ? Pour l'impérialisme, cela ne fait aucun doute. Arrivée à sa phase actuelle de décomposition, s'acharnant à faire tourner en arrière la roue de sa propre histoire, la classe dominante — notamment la couche dirigeante du capitalisme américain — s'emploie partout à détruire toutes les conquêtes démocratiques arrachées dans la phase ascendante de son existence.

Elle oppose à la démocratie la “bonne gouvernance”, c'est-à-dire la soumission des organisations ouvrières et des peuples à son “ordre mondial” de décomposition et de barbarie. Elle oppose à la démocratie politique et à la souveraineté des peuples un “corporatisme” mondial dont le FMI, la Banque mondiale et l'ONU seraient les institutions autoproclamées dans les limites strictement fixées par Washington. Elle met partout en cause toutes les nations, menaçant le monde d'un chaos universel, dont l'Irak serait la préfiguration.

Oui, les mots d'ordre démocratiques sont aujourd'hui plus que jamais révolutionnaires face à cette furie réactionnaire d'une classe à l'agonie, qui menace d'entraîner avec elle jusqu'aux bases mêmes de la civilisation humaine.

“Dépassée”, la Constituante ?

Pour la classe ouvrière, pour les masses exploitées et opprimées, sûrement pas !

C'est plus que jamais, au contraire, un mot d'ordre révolutionnaire, parce qu'il est l'affirmation par le peuple de sa souveraineté par-dessus toutes les institutions exis-

tantes.

C'est un mot d'ordre que la classe ouvrière doit reprendre à son compte alors que la bourgeoisie se montre chaque jour davantage la complice abjecte de la politique de destruction de sa propre nation menée par l'impérialisme pourrissant.

Répétons-le, nos camarades de la FSTMB font une erreur en opposant Assemblée constituante et Assemblée populaire, alors qu'au contraire, il faut lier indissolublement ces deux mots d'ordre.

“LIER INDISSOLUBLEMENT LE MOT D'ORDRE D'ASSEMBLEE CONSTITUANTE AUX TÂCHES DE L'EMANCIPATION NATIONALE ET DE LA REFORME AGRAIRE”

C'est ainsi que le programme de la IV^e Internationale définit les tâches du parti révolutionnaire dans les pays dominés par l'impérialisme :

“Les problèmes centraux des pays coloniaux et semi-coloniaux sont : la révolution agraire, c'est-à-dire la liquidation de l'héritage féodal, et l'indépendance nationale, c'est-à-dire le renversement du joug de l'impérialisme. Ces deux tâches sont étroitement liées l'une à l'autre.

Il est impossible de rejeter purement et simplement le programme démocratique : il faut que les masses elles-mêmes dépassent ce programme dans la lutte. Le mot d'ordre de l'Assemblée nationale (ou Constituante) conserve toute sa valeur dans des pays comme la Chine ou l'Inde. Il faut lier indissolublement ce mot d'ordre aux tâches de l'émancipation nationale et de la réforme agraire.”

Il n'y a plus aujourd'hui, en Bolivie et en Equateur, de “bourgeoisie nationale” digne de ce nom. Il y en a eu une naguère. La figure de Simon Bolivar, revendiquée à juste titre sur tout le continent par tous les partisans de la souveraineté des peuples et de leur émancipation du joug de l'impérialisme, correspond à ce passé glorieux où une bourgeoisie nationale a tenté de se constituer en Amérique latine. Ce passé est terminé. Dans sa phase de décomposition, l'impérialisme ne laisse plus de marges. Hormis certains secteurs de la petite bourgeoisie et, plus rarement, des secteurs mar-

L'assemblée populaire d'El Alto

C'est à l'initiative de la COB, de sa fédération des mineurs et de la fédération des associations de quartiers que s'est tenue à partir du 8 juin une assemblée populaire à El Alto.

L'agence Econoticias Bolivia, le 9 juin, en rapportait ainsi les considérants :

“Sous la direction de la COB, au niveau national, et des centrales ouvrières départementales, au niveau régional, les assemblées populaires ont la tâche d'exercer le pouvoir dans leurs territoires respectifs.”

Les mots d'ordre sur la base desquels elles ont surgi sont : la nationalisation des ressources énergétiques (pétrole et gaz), la convocation d'une Assemblée constituante, le rejet de toute tentative visant à briser l'unité de la nation.

En réalité, il ne se constituera qu'une seule assemblée populaire, celle d'El Alto. Aussitôt réunie, elle a adopté une série de résolutions, parmi lesquelles *“l'Assemblée populaire nationale comme instrument du pouvoir populaire”* ; la quatrième, qui appelait à *“renforcer l'Assemblée populaire nationale en désignant des délégués élus dans les assemblées de base et en constituant des assemblées populaires départementales et locales”* ; la cinquième, qui constituait les *“comités d'autodéfense et d'auto-provisionnement”* ; la sixième, qui ratifiait *“la lutte pour la nationalisation des industries d'hydrocarbures et décrète à cet effet la poursuite de la grève générale indéfinie et le blocage national des voies de communication”* ; la septième, qui rejetait *“tous les pièges de la bourgeoisie visant à assurer la succession par le biais des élections anticipées”*.

ginaux de la bourgeoisie “nationale”, l'immense majorité de cette classe a renoncé à se constituer comme telle. Se soumettant aux ordres les plus brutaux du maître impérialiste, vendant leurs propres nations — y compris les richesses vitales de la nation en eau, en gaz, en hydrocarbures... —, les bourgeoisies “nationales” du continent ont abandonné toute velléité d'indépendance.

Plus que jamais, ce qui en ressort, c'est l'actualité de la révolution permanente : c'est à la classe ouvrière qu'il revient de réaliser les tâches démocratiques et nationales abandonnées par la bourgeoisie.

“L'IDEE DE LA REPRESENTATION DU PEUPLE TOUT ENTIER EST LA PLUS ELEMENTAIRE, LA PLUS SIMPLE”

Dans un article sur *“La question chinoise après le VI^e Congrès de l'Internationale communiste”*, Trotsky souligne que

“l'idée de la représentation du peuple tout entier (...) est la plus élémentaire, la plus simple et la plus apte à intéresser de larges couches populaires”.

Prenant en considération les aspirations des masses, le mot d'ordre de l'Assemblée constituante s'adresse au peuple opprimé tout entier, aux travailleurs, aux paysans,

aux peuples indigènes, à la jeunesse, pour leur dire :

“Il n'y a qu'une seule souveraineté, celle qui émane du peuple. C'est au peuple de parler : Assemblée constituante souveraine. La bourgeoisie refuse de la convoquer, elle tente par tous les moyens de la saboter, organisons-nous pour l'imposer : nous, COB, FSTMB, nous appelons travailleurs, jeunes, paysans à se réunir partout en assemblées populaires, convergant en une Assemblée populaire nationale pour imposer que soit convoquée immédiatement l'Assemblée constituante souveraine et avec pouvoirs, pour la démocratie, la souveraineté et la satisfaction des exigences des travailleurs et du peuple boliviens : nationalisation du pétrole et du gaz, non au démantèlement de la nation, non aux autonomies sécessionnistes !”

Cela ne fait aucun doute : les grandes organisations de la classe ouvrière bolivienne, la COB, la FSTMB... ont le pouvoir de convoquer une telle Assemblée populaire nationale. N'est-ce pas à elles qu'il revient de l'organiser, et non pas seulement d'appeler à ce qu'elle soit organisée ?

N'était-ce pas d'ailleurs ce chemin que les masses, avec la FSTMB, la COR d'El Alto et la FEJUVE, commençaient à emprunter début juin en réalisant une première assemblée populaire que la trahison d'Evo Morales a proprement poignardée ?

C'est ainsi que, loin de “renforcer les illusions”, comme le craignent à tort nos

camarades de la FSTMB, le mot d'ordre d'Assemblée constituante peut s'avérer, comme le montre leur propre expérience, un puissant levier pour la mobilisation des masses, jusques et y compris la tenue des assemblées populaires.

L'EXPERIENCE REVOLUTIONNAIRE DU PEROU A LA FIN DES ANNEES 1970 : LA "MOTION ROUGE"

Au Pérou, à la fin des années 1970, la question des rapports entre les mots d'ordre de Constituante et d'assemblées populaires a été au centre des discussions et du combat du Parti ouvrier marxiste révolutionnaire (POMR), la jeune section péruvienne de la IV^e Internationale.

Face à la crise que connaît à l'époque le gouvernement militaire de Velasco Alvarado, le POMR combat pour la convocation d'une Assemblée constituante souveraine. Le 19 juillet 1977, la Confédération générale des travailleurs péruviens (CGTP) appelle à une grève générale. C'est un immense succès. Sous la poussée des masses, et alors que la crise de régime s'approfondit, Velasco Alvarado se voit

obligé de convoquer en 1978 une Assemblée "constituante". Octroyée par décret, cette Assemblée est sans réels pouvoirs. Les élections ont lieu le 18 juin, clôturant un processus profondément antidémocratique, marqué par la barrière des 40 000 signatures imposée aux partis pour se présenter, la censure militaire, les pressions de toutes sortes, et, à partir du 22 mai, l'annulation des libertés démocratiques et l'arrestation des dirigeants ouvriers et démocrates. De plus, 3 millions de Péruviens sont exclus des listes électorales.

Il en résulte inévitablement qu'une majorité bourgeoise domine l'Assemblée.

Mais la volonté ouvrière et populaire se manifeste cependant dans une puissante grève générale les 22 et 23 mai, contre la politique de soumission à l'impérialisme et la répression.

Volonté qui trouve son chemin y compris sur le terrain des élections truquées, et, malgré tous les barrages, des députés du FOCEP (3) et du POMR sont élus.

Et dans le cours même des élections, à Moquegua, surgissent alors une première,

(3) Front ouvrier, paysan, étudiant et populaire, dont le POMR était partie constituante.

La "Motion rouge"

"Considérant :

— qu'aujourd'hui s'est installée l'Assemblée constituante élue par mandat du peuple, seul dépositaire de la souveraineté ;

— que le mandat souverain du peuple exige que l'Assemblée envisage et résolve le problème de la libération du joug impérialiste et qu'elle réalise les tâches démocratiques et sociales non accomplies ;

— que le fonctionnement de l'Assemblée constituante, qui a pour source le mandat du peuple, est incompatible avec l'existence du gouvernement militaire qui n'a pas la même origine.

Proposent que l'Assemblée constituante déclare que le gouvernement des forces armées est incompatible avec le fonctionnement souverain de l'Assemblée et qu'il doit être mis fin à ce gouvernement de fait.

L'Assemblée constituante assume tous les pouvoirs législatifs et exécutifs de la nation pour appliquer un plan d'urgence, fondé essentiellement sur :

— le plein exercice des libertés démocratiques ;

— la réintégration des travailleurs licenciés ;

— des mesures d'urgence, axées sur le non-paiement de la dette externe, pour résoudre la crise économique ;

— l'augmentation générale des salaires ;

— la remise de la terre aux paysans."

puis une deuxième assemblée populaire. Composée de délégués élus avec leurs organisations, cette deuxième assemblée réalise le front unique, contraignant les représentants de tous les partis qui prétendent parler au nom des travailleurs et du peuple à s'y intégrer.

Son manifeste, adressé aux organisations représentatives du peuple péruvien, déclare notamment :

“La deuxième assemblée populaire de Moquegua s'adresse au FOCEP, à l'UDP, au PCP, au PSR-Aragon, à la CGTP, au CCP et aux fédérations syndicales indépendantes, ainsi qu'à toutes les organisations qui se réclament du peuple travailleur, de la nation opprimée, pour leur dire : il faut mettre fin à cette situation, il faut sauver le peuple de la misère, il faut en finir avec la junte militaire. Vous qui représentez le peuple exploité, vous devez réaliser immédiatement l'unité de classe anti-impérialiste pour imposer notre volonté. Vous devez convoquer immédiatement l'Assemblée populaire nationale des délégués élus dans chaque ville, village, mine, domaine agricole, pour exécuter le mandat souverain du peuple, pour contribuer à la réalisation de cet objectif.”

A son premier congrès, réuni du 6 au 9 octobre 1978, le POMR dégage la signification politique profonde de cette deuxième assemblée de Moquegua, sa portée et ses conséquences :

“L'existence de l'assemblée populaire ouvre la voie aux soviets. C'est la lutte pour le développement et la victoire de la démocratie ouvrière. C'est vers cet objectif que tend la mobilisation révolutionnaire des masses pour une Assemblée constituante souveraine avec pouvoir. Ce mot d'ordre garde toute son actualité.”

Une orientation qui se concrétise dans la “Motion rouge” que dix députés présentent à l'ouverture de l'Assemblée constituante (lire encadré).

Cette motion, qui donne une impulsion formidable à la création partout d'assemblées populaires (4), aurait sans aucun doute ouvert la voie à la solution la plus économique pour les masses, pour la démocratie, pour la nation péruvienne elle-même. Mais elle est rejetée par une majorité des députés, qui acceptent ainsi de se subordonner aux militaires et aux élections de “pacification” promises pour... 1980. Il s'ensuit aussitôt une nouvelle flambée de mobilisations des masses.

La question qui est posée à ce moment est celle de la centralisation des assemblées populaires qui ont surgi partout dans le pays en une Assemblée populaire nationale, comme double pouvoir face à l'armée et à l'Assemblée constituante frauduleuse (5).

ÉQUATEUR : “UNE ASSEMBLEE NATIONALE CONSTITUANTE EST UN MECANISME EXTRAORDINAIRE, QUI N'EST PAS REGLE PAR L'ORDRE JURIDIQUE EN VIGUEUR”

Que le mot d'ordre de Constituante ait la vertu de plonger immédiatement la bourgeoisie dans la plus profonde angoisse, le journal *El Comercio* (Equateur), porte-parole des “milieux d'affaires” et de l'ambassade américaine à Quito, en donne une claire illustration.

Alors que ce pays bascule à nouveau dans une violente crise politique, le président de la République en exercice, Alfredo Palacio, porté lui-même au pouvoir il y a un an pour tenter de juguler le soulèvement populaire qui venait pour la troisième fois en huit ans de chasser le président de la République — en l'occurrence, le Colonel Gutiérrez —, vient de proposer de “*consulter le peuple par référendum pour savoir s'il y a lieu de convoquer une Assemblée nationale constituante pour refonder la République*”.

(4) A Iquitos, les délégués de l'assemblée populaire contrôlaient et compris les services de police et de sécurité. Les policiers locaux devaient obtenir un permis de l'assemblée populaire pour porter une arme. A Chimbote, c'étaient les pêcheurs et les travailleurs de la sidérurgie qui dirigeaient l'assemblée. Comme à Moquegua, à Iquitos, Chiclayo, Puno, tous les partis se réclamant de la classe ouvrière, tous les syndicats faisaient partie de l'assemblée populaire, constituant un front unique de la classe ouvrière et du peuple péruviens.

(5) Mais les dirigeants du POMR ont refusé d'engager le combat à l'intérieur du FOCEP et des assemblées populaires locales pour fixer une date et convoquer l'Assemblée populaire nationale. Ils ont reculé, considérant que le moment n'était pas venu. Une capitulation politique de leurs dirigeants que les travailleurs, les paysans et la jeunesse du Pérou ont payée très cher et que le POMR a payé de sa propre décomposition, et finalement de sa disparition comme parti.

Aussitôt, toutes les représentations politiques de la classe dominante sont montées au créneau, l'accusant d'irresponsabilité. Au Parlement, à l'exception du mouvement indigéniste Patchakutik, tous les partis, de l'extrême droite à la "gauche" maoïste du MPD, se sont violemment prononcés contre toute consultation dont l'objet serait la convocation d'une Constituante. Le Tribunal suprême électoral (TSE) a déclaré "anticonstitutionnelle" une telle consultation.

L'éditorialiste de *El Comercio* écrit :

"Il est probable que le président de la République et ses assesseurs n'ont pas pleinement conscience du processus qu'ils ont mis en marche (...). Une Assemblée nationale constituante est un mécanisme extraordinaire, qui n'est pas réglé par l'ordre juridique en vigueur (...). Il y a lieu de s'interroger : sera-t-il enfin possible de trouver une autre issue dans laquelle prime la concertation et ne pas avoir à décider par des mesures extrêmes — dans les urnes ou dans la rue — le destin de la nation ?"

L'autre grand journal de la bourgeoisie équatorienne, *El Universo*, n'est pas moins catégorique :

"La restructuration du pays est une impérieuse nécessité, mais pas en suivant les caprices, les ressentiments, les haines et l'esprit de revanche, mais en observant les procédures établies ou les nouvelles procédures qui s'établissent de manière raisonnée, afin de ne pas aller faire naufrage dans une inconstitutionnalité qui finira par nous dévorer tous, comme Saturne ses enfants."

Tout, sauf une Constituante souveraine !

Pour sa part, la section équatorienne de la IV^e Internationale met tout en œuvre pour aider les travailleurs, la jeunesse, les peuples indigènes qui constituent ce pays à imposer leur volonté, laquelle passe aujourd'hui par la convocation sans restriction ni condition d'une Assemblée constituante souveraine avec pouvoirs.

QUITO, 17 OCTOBRE 2005 : LA CONSTITUTION DU "FRONT DE DEFENSE DE LA SOUVERAINETE"

Convoquée par les principales organisations ouvrières équatoriennes et l'Entente internationale des travailleurs (6), une

"conférence pour la défense de la souveraineté, pour la nationalisation du pétrole équatorien" vient de se réunir le 17 octobre à Quito, dans le cadre de la journée internationale de lutte pour le soutien au peuple Bolivien, qui exige la nationalisation du pétrole et du gaz.

Au moment même où toute la région amazonienne de l'Equateur s'est soulevée, exigeant elle aussi la nationalisation du pétrole équatorien et la rupture des contrats léonins passés avec la multinationale OXI, les 120 délégués à la conférence ont lancé un appel à tous les travailleurs, militants, aux organisations ouvrières et populaires, et aux assemblées populaires qui commencent à se former à nouveau en Equateur :

"Nous réaffirmons que la volonté du peuple équatorien, et donc la seule chose que nous accepterons, c'est une Assemblée constituante du peuple équatorien avec tous les pouvoirs, dont le premier mandat sera la nationalisation des hydrocarbures et autres ressources naturelles, et la renationalisation des entreprises privatisées."

Dans ce contexte, nous revendiquons et nous nous engageons à lutter avec toutes nos forces pour que les exigences de nationalisation des hydrocarbures, renationalisation des entreprises et services publics privatisés puissent se concrétiser dans notre pays, à partir de la lutte déterminée des travailleurs et des peuples opprimés, la seule qui puisse garantir la souveraineté nationale."

Jean-Pierre Raffi

(6) Cette conférence nationale était appelée par la Confédération des travailleurs d'Equateur "CTE", la fédération des travailleurs du pétrole "FETRAPEC", la fédération des travailleurs de la santé du Pichincha "FERSAPI", la fédération des travailleurs de Pichincha "FTP", le comité de vétérans et retraités de "EMELEC", le syndicat général des travailleurs de "EMASEO", le comité d'entreprise des travailleurs de l'eau potable et des égouts de Quito "CETEMAAP-Q", le syndicat des employés de la "EMAAP-Q", le comité d'entreprise Février 18 des travailleurs de EMASEO, le comité d'entreprise des travailleurs de l'entreprise électrique Riobamba SA, le comité d'entreprise des travailleurs de l'entreprise électrique Riobamba, la Fédération nationale des travailleurs municipaux d'Equateur, le Comité permanent pour la défense des droits de la femme, ainsi que diverses assemblées et organisations politiques et populaires, et l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (EIT).

Elle donnait suite aux résolutions adoptées lors de

La "Manifestation d'un million et plus" et les perspectives de l'action politique noire indépendante

Par Alan Benjamin

Le samedi 15 octobre, de 600 000 à 700 000 personnes selon les estimations — la plupart, des Noirs et des travailleurs — se sont rassemblées à Washington pour participer à la "Manifestation d'un million et plus", à l'appel de Louis Farrakhan, responsable de l'organisation "Nation de l'Islam" (Nation of Islam), pour commémorer le dixième anniversaire de la marche du Million d'hommes (1).

Peu après la manifestation, William Hughes, auteur du livre *Dire non au parti de la guerre*, a rendu compte de l'événement dans un article de presse :

« L'esplanade de Washington, lieu chargé d'histoire et qui traditionnellement appartient au peuple, était bondée de monde, à perte de vue. L'immense majorité étaient des Noirs. La manifestation s'étendait depuis le monument de Washington jusqu'au pied de la face ouest de la colline du Capitole, où était installée la tribune principale. La colline du Capitole, c'est-à-dire la "colline des Traîtres", là où les membres du Congrès comme le sénateur Barbara A. Mikulski continuent à voter les crédits de 7 milliards de dollars par mois pour alimenter la guerre injuste organisée par les néo-conservateurs contre l'Irak. »

Contrairement à la manifestation qui s'est tenue il y a dix ans, et qui avait mis l'accent sur la nécessité pour les Noirs "d'expié" pour tous les problèmes auxquels ils sont confrontés, cette manifestation a rassemblé un large éventail de dirigeants et d'organisations noirs sur une plate-forme de revendications politiques visant à construire un

"front unique des Noirs et de la population pauvre pour reconstruire, réparer et redonner vie aux existences et communautés détruites".

Le trait distinctif de cette manifestation était également la tonalité militante : des dizaines de discours entendus pendant les 8 heures du meeting ouvert par le discours introductif d'une heure et quart prononcé par Farrakhan.

Tout au long du meeting, les orateurs se sont succédé pour dénoncer l'administra-

(1) En 1995, une première manifestation était organisée par Farrakhan : la Marche du million d'hommes. Elle fut suivie de plusieurs manifestations, successivement la Marche des femmes, la Marche des jeunes, puis la Marche des travailleurs. La manifestation de cette année portait le nom de Million More Marche, "more" signifiant plus, les organisateurs indiquant ainsi qu'ils entendaient franchir une nouvelle étape.

tion Bush, le racisme, ainsi que la négligence criminelle dont il a fait preuve à l'égard des quartiers à majorité noire du golfe du Mexique au moment du cyclone Katrina. La colère s'exprimait également sur les banderoles et les tee-shirts.

Dans son discours, Farrakhan a annoncé la création d'un fonds d'aide d'urgence pour les victimes et a appelé les participants à y verser un dollar par semaine.

Les discours, banderoles et pancartes dénonçaient également la guerre en Irak, qui a coûté la vie à plus de 100 000 Irakiens et à près de 2 000 jeunes hommes et femmes des Etats-Unis, parmi lesquels figurent un nombre disproportionné de Noirs ou de Latino-Américains. Tout au long de cette journée, les orateurs ont appelé, sous des tonnerres d'applaudissements, au retour immédiat de toutes les troupes américaines.

Dans son discours, Farrakhan a expliqué :

"Pour quelle raison nos jeunes se battent-ils ? Il n'y a aucune raison pour qu'ils soient engagés dans une guerre injuste. Ils devraient être en train de nettoyer nos quartiers, en train d'empêcher la police blanche de nous tirer dessus."

Puis :

"Les néo-conservateurs pillent les fonds de l'Etat. Ils ont dépensé 340 milliards de dollars dans une guerre dont on ne voit pas la fin, mais ils n'ont consacré que 14 millions à la reconstruction des digues de La Nouvelle-Orléans."

Une partie du meeting était consacrée à la situation internationale, avec la projection d'une vidéo de Ricardo Alarcon, président de l'Assemblée nationale cubaine, et d'un discours filmé de P. J. Patterson, Premier ministre de la Jamaïque. Au sujet de la situation internationale, Farrakhan a appelé à l'annulation totale de la dette africaine, ainsi qu'au paiement de réparations aux descendants d'esclaves africains, où qu'ils se trouvent.

Une dépêche de l'agence Associated Press cite un des participants au meeting : *"Farrakhan est la seule personne à pouvoir rassembler tant de monde"*, affirme Michael Warren, 41 ans, habitant de Washington qui a assisté au meeting pendant 5 heures avec trois jeunes dont il a la charge. *"Personne n'a jamais fait cela depuis Martin Luther King ou Malcolm X"* (CBS-AP, 16 octobre).

Le magazine *Black Commentator* note, dans son reportage, que,

"sans la direction et les capacités d'organisation de la Nation de l'Islam, qui occupe — par défaut — une position unique parmi les Noirs américains, cette manifestation n'aurait pas pu avoir lieu".

L'article du *Black Commentator* poursuit :

"La NAACP (2) est de loin la plus importante organisation noire ; elle a les moyens en termes d'influence — mais n'a pas la volonté de rassembler des milliers de Noirs au même endroit. Jesse Jackson demeure la personnalité politique noire la plus populaire, mais il n'a jamais construit une organisation digne de ce nom. Cela fait de Farrakhan le seul dirigeant noir disposant d'un cadre organisé national de cette envergure."

LE "FRONT UNIQUE" PROPOSÉ PAR FARRAKHAN

Au lendemain de la manifestation, les organisateurs en faisaient le résumé suivant dans un communiqué de presse :

"Le rassemblement représentait une très large alliance de personnalités et de groupements nationaux et internationaux (...). Le message transmis lors de cette journée et de cette manifestation a été un message d'unité incluant tous ceux qui luttent pour l'amélioration du sort des pauvres et de ceux qui ne possèdent rien."

En application de cette orientation, il y avait, parmi les orateurs qui ont pris part au meeting, des dirigeants noirs du mouvement ouvrier et des différents secteurs. On y notait la présence, entre autres, de Dorothy Height (présidente honoraire du Conseil national des femmes noires), Marc Morial (président de la Ligue nationale urbaine), Benjamin Chavis Muhammad (coresponsable de la manifestation), Conrad Worrill (président du Front uni national noir), Malik Shabazz (président du nouveau Black Panther Party), Leonard Dunston (président de l'Association nationale des travailleurs sociaux noirs), Damu Smith (président du Réseau national d'action).

(2) NAACP : National Association for the Advancement of Colored People ("Association nationale pour l'avancement des gens de couleur"), une des organisations historiques des Noirs américains.

Elaine Jones (ancienne directrice du Fonds d'aide légale de la société pour l'avancement des gens de couleur, NAACP), Dick Gregory (militant et comédien), Chris Silvera (président de la section noire du syndicat national des camionneurs — Teamsters), Patricia Ann Ford (union locale de l'AFL-CIO de la ville de Washington) et Clarence Thomas (coprésident de la Marche du million de travailleurs).

Dans son principal discours, Farrakhan a appelé les participants à *"s'unir et à s'engager à rester unis à long terme"*. Il a ensuite lancé un appel à chacun :

"Joignez vos forces, quelle que ce soit la couleur de votre peau, votre situation sociale ou votre niveau d'études."

Puis, il a conclu :

"C'est en étant unis que nous pourrons résoudre les problèmes, divisés nous n'obtiendrons rien."

A l'image de cette volonté de construire "le front unique le plus large possible", le comité d'organisation de la manifestation avait proposé que participent au meeting de nombreux politiciens noirs affiliés au Parti démocrate, parmi lesquels Marion Barry Jr. (conseiller municipal, ancien maire de Washington), Al Shartpon (Réseau national d'action), Shelia Jackson Lee (membre du Congrès pour le 8^e district du Texas), Danny Davis (membre du Congrès pour le 7^e district de l'Illinois), Mel Watts (président du Caucus noir du Congrès), Rev. Jesse Jackson (président de la Coalition arc-en-ciel), Elijah Cummings (membre du Congrès pour le 7^e district du Maryland), ainsi que Carolyn Cheeks-Kilpatrick (membre du Congrès pour le 13^e district du Michigan).

Les orateurs noirs du Parti démocrate, tout en dénonçant l'administration Bush sur toute une série de questions — tant nationales qu'internationales —, ont, pour la plupart d'entre eux, appelé les participants — et d'une manière générale les Noirs et les travailleurs — à se mobiliser en 2006, puis en 2008, afin de ramener le Parti démocrate en janvier au Congrès et à la Maison-Blanche.

Cette orientation visant à construire et renforcer le Parti démocrate n'a cependant pas fait l'objet d'une approbation unanime parmi les orateurs.

Tout en applaudissant l'initiative de Farrakhan pour forger un front unique des travailleurs noirs et des opprimés, Russell

Means, dirigeant du mouvement des Indiens américains (AIM), a dit clairement qu'un tel front unique ne pouvait pas se construire avec des hommes politiques liés aux partis de la finance, qui possèdent et dirigent le pays. Fustigeant les démocrates tout comme les républicains, Means a appelé à la constitution d'un parti politique indépendant pour s'opposer aux partis de la classe possédante dirigeante.

Les propos de Means ont été repris — entre autres — par Chris Silvera, président de la section noire du syndicat national des camionneurs (Teamsters), ainsi que par Clarence Thomas, de la Marche du million de travailleurs, qui, tous deux, ont réaffirmé que les travailleurs noirs, comme tous les travailleurs, doivent s'organiser et se mobiliser en toute indépendance pour défendre leurs intérêts de classe. Clarence Thomas a lancé :

"Ce n'est pas en votant que les Noirs ont gagné le droit de vote, c'est dans la rue, en se mobilisant à leur propre compte qu'ils ont gagné ce droit."

Dans son discours, Jesse Jackson s'en est également pris au Parti démocrate, qui *"ne tient pas compte des gens qu'il prétend défendre"*. Il — et il ne fut pas le seul — a infligé une claque cinglante aux démocrates en déclarant que sur deux fronts majeurs — le cyclone Katrina et la guerre en Irak — les démocrates étaient *"absents à l'appel"*.

L'appel lancé aux travailleurs depuis la tribune à se mobiliser en tant que classe pour défendre leurs intérêts spécifiques a reçu un tel écho que Farrakhan a jugé nécessaire de le reprendre dans son discours principal. Il s'est déclaré d'accord avec Russell Means et a même proposé un nom pour un tel parti indépendant : le Parti des pauvres.

Bien qu'à la tribune, personne ne se soit opposé à la place prise par le Caucus noir du Congrès dirigé par le Parti démocrate ni à sa proposition de faire campagne pour les démocrates en 2006 et 2008, il était clair, à travers les discours, qu'il est nécessaire d'ouvrir une large discussion dans ce mouvement à propos du programme et des caractéristiques politiques de ce "front unique des Noirs et des pauvres".

Il ne fait aucun doute qu'un front unique orienté vers l'action — ou, pour reprendre les termes de certains orateurs, *"la construction d'une unité opérationnelle"* — contre la guerre en Irak et pour l'aide, les

réparations, la reconstruction dans le golfe du Mexique doit faire appel à tous ceux qui sont d'accord sur ces questions.

La construction d'un front unique sur ces revendications précises avec des démocrates noirs n'est pas seulement envisageable, elle est nécessaire.

Mais un tel front unique doit-il intégrer l'appel lancé par le Caucus noir du Congrès à voter pour des responsables politiques démocrates, alors que la majorité de leurs candidats ne fait même plus semblant de défendre les intérêts des Noirs, des travailleurs et des pauvres ?

Un militant a posé la question :

"Après cette manifestation, nous devons retourner chez nous et mobiliser comme nous ne l'avons jamais fait. Mais dans quel but ? Pour apporter encore plus de soutien aux démocrates, qui, avec les républicains, modifient la composition sociale des quartiers noirs de La Nouvelle-Orléans ? Pour apporter encore plus de soutien aux démocrates, qui, avec les républicains, réintroduisent la ségrégation raciale dans les écoles ? Pour apporter encore plus de soutien aux démocrates, qui, avec les républicains, soutiennent la guerre en Irak ?"

LE PLAN D'ACTION DE FARRAKHAN EN DISCUSSION

A la suite de la manifestation, la presse noire a exprimé ses inquiétudes à propos du front unique et du plan d'action proposés par Farrakhan.

Le reportage du *Black Commentator*, auquel nous avons déjà fait allusion, notait :

"Les organisateurs ont permis de réaffirmer massivement l'existence d'un corps politique afro-américain, une sorte de nation noire qui aspire à l'unité et au combat autonome à son propre profit contre la suprématie blanche."

Le *Black Commentator* poursuit :

"Cependant, la construction d'une "unité opérationnelle", pour reprendre l'expression employée samedi par Maulana Karenga, un des orateurs, par ailleurs à l'origine de Kwanza (3), nécessite que les composantes du corps politique noir américain partagent plus qu'un désir général de "Reconstruire, faire revivre et renouveler la communauté noire", qui était le slogan de la manifestation. Personne ne doit s'attendre à ce que les militants, les

hommes politiques, les professionnels, les divertisseurs et les prêcheurs qui se sont rassemblés sur l'esplanade se mettent d'accord sur des priorités, et encore moins sur une stratégie et une tactique précises. Il n'y a pas de consensus, que ce soit parmi les orateurs ou plus largement au sein de l'Amérique noire, sur la manière d'atteindre ces objectifs très généraux, et c'est dans la pratique que la ligne de partage (qui a toujours été présente) apparaîtra. »

L'article du *Black Commentator* ajoute :

"Le Caucus noir du Congrès, bien qu'entièrement démocrate, est sans aucun doute une institution "noire". Cependant, 10 membres du Caucus ont voté en faveur d'une loi républicaine implacable sur les banqueroutes, en dépit du fléau que représentent les prêteurs — véritables prédateurs — qui pullulent dans leurs circonscriptions, attirant leurs électeurs dans le piège des prêts, eux-mêmes cause de banqueroutes. Les 10 législateurs noirs ont joué le jeu des compagnies financières émettrices de cartes de crédit. L'"unité" devrait-elle nous interdire de dénoncer ces hommes politiques et de dire ce que l'on en pense à la direction du Caucus lorsqu'en silence, ils tolèrent de tels actes ? Le corps politique noir est-il prêt à financer la présentation de candidats noirs contre des candidats afro-américains qui se mettent au service d'autres maîtres ? »

Le reportage du *Black Commentator* passe ensuite à la discussion du plan d'action que Farrakhan propose comme fondement d'un "front unique des Noirs et des pauvres". Ce plan souligne l'urgence qu'il y a à mettre en place des ministères noirs du Commerce et des Echanges, du Développement de l'Afrique et des Caraïbes, de la Justice, de l'Information, de la Santé, de la Science et de la Technologie, de l'Enseignement et de l'Agriculture.

Le *Black Commentator* constate :

"Farrakhan envisage la création de ministères noirs, sortes de gouvernements fantômes en parallèle des ministères de l'administration fédérale. La plupart de ces ministères serait financée par un transfert d'impôts des ministères de l'administration fédérale vers leur contrepartie noire "fantôme", selon une péréquation fondée sur le pourcentage noir de la population. Ainsi, par exemple, puisque les enfants afro-américains représentent 14 %

(3) Kwanza est le nom du jour férié pour les Noirs américains.

de la population scolaire, le ministère noir de l'Enseignement devrait se voir allouer 14 % du budget fédéral destiné à l'enseignement. "Retournez-nous un pourcentage et nous ferons l'enseignement nous-mêmes", s'est écrit Farrakhan, alors que le soir tombait sur l'esplanade. »

Et *Black Commentator* de conclure :

« Il ne fait aucun doute que la proposition de Farrakhan, où le séparatisme apparaît en filigrane, sonnerait le glas de l'enseignement public dans chacune des villes du pays — une issue qui ne serait applaudie que par l'Alliance noire pour la liberté de l'enseignement, organisation dirigée par des Blancs prônant un système de financement fondé sur des "coupons", et qui ne cache pas sa haine vis-à-vis de l'enseignement public.

En fait, Farrakhan rêve d'un énorme chèque-coupon alloué chaque année par Washington au ministère noir de l'Enseignement. On peut penser que les Etats et les municipalités qui constituent la source principale de financement de l'enseignement, et qui ont l'obligation légale d'y pourvoir, utiliseraient alors la même formule vis-à-vis de ministères noirs locaux de l'Enseignement. Le transfert de l'enseignement des Afro-Américains à des ministères noirs permettrait inévitablement de dégager le gouvernement de toutes ses responsabilités vis-à-vis de l'enseignement dispensé aux enfants noirs, y compris de la responsabilité qui lui incombe d'améliorer l'enseignement après des générations et des générations d'enseignement de mauvaise qualité. Sa seule responsabilité resterait de verser le chèque-coupon annuel.

Ce plan est loin d'être agréable pour quiconque — groupe ou individu — qui appartient au mouvement noir historique, lequel a toujours soutenu que le gouvernement a pour obligation d'honorer son contrat vis-à-vis de tous les Américains sans exception. Cela ne constitue qu'un exemple montrant où peut nous conduire une recherche non critique de l'unité. »

LA MARCHÉ DU MILLION DE TRAVAILLEURS ET LE COMBAT POUR L'ACTION POLITIQUE OUVRIÈRE ET NOIRE INDÉPENDANTE

Le vendredi 14 octobre, à la veille de la manifestation, le Mouvement de la marche du million de travailleurs organisait une conférence d'une journée dans les locaux

de la section 639 du syndicat des camionneurs (Teamsters), à Washington.

L'objectif de cette conférence, qui a rassemblé les militants de la Marche du million de travailleurs et ceux qui soutiennent ce mouvement à travers le pays, était de présenter et d'organiser le soutien à la plate-forme de revendications sur une orientation indépendante que le Mouvement de la marche du million de travailleurs entendait faire connaître à l'occasion de la manifestation.

Parmi les orateurs figuraient Saladin Muhammad, dirigeant de l'organisation Black Workers for Justice, Gene Bruskin, coresponsable de USLAW, Colia Clark, militante de longue date pour les droits civiques, Jack Rasmus, écrivain et responsable du Syndicat national des écrivains, Brenda Stokely, organisatrice du Mouvement de la marche du million de travailleurs à New York et dans le New Jersey, Chris Silvera, président de la section noire du Syndicat national des camionneurs (Teamsters), Clarence Thomas, coprésident du Mouvement de la marche du million de travailleurs, Alan Benjamin, éditeur de *The Organizer*, ainsi que Larry Holmes, organisateur de l'International Action Center.

En octobre 2004, le Mouvement de la marche du million de travailleurs a rassemblé des travailleurs organisés et inorganisés, des immigrés, des jeunes et des militants au Lincoln Memorial de Washington, afin d'exprimer leur point de vue en toute indépendance et d'exposer leurs propositions.

Au centre de ces propositions, il y a la bataille pour un système d'assurance maladie fondé sur la solidarité, pour un enseignement public de qualité pour tous, pour l'abrogation de la loi Taft-Hartley, pour l'abrogation de tous les accords de libre-échange, sources d'exploitation, pour la défense des retraites et du système de Sécurité sociale, pour l'abrogation de la loi antiterroriste dite Patriot Act, pour le plein emploi avec un salaire décent, pour le retrait immédiat de toutes les troupes américaines d'Irak et des autres pays, ainsi que pour le droit de faire grève sans être remplacé à son poste de travail.

Ces revendications furent reproduites dans un tract de la région est du Mouvement de la marche du million de travailleurs distribué massivement lors de la manifestation du 15 octobre. Le tract proposait également une perspective politique

indépendante nécessaire à la satisfaction de ces revendications :

“Nous devons construire un mouvement puissant et uni, capable de :

— s’attaquer à un gouvernement criminel, qui ne sert que les intérêts d’une minorité de nantis ;

— d’apporter un soutien substantiel à ceux qui combattent dans la région du golfe du Mexique, à ceux qui combattent pour le droit de retourner chez eux, pour le droit d’élaborer le plan de reconstruction, pour que les contrats avec l’entreprise Halliburton soient suspendus, pour le rétablissement de la loi Davis-Bacon Act et le retour au salaire minimum syndical ;

— défendre les intérêts des pauvres et des travailleurs contre toute tentative de soumettre leurs intérêts à d’autres forces.”

C’est ce dernier point, le refus de subordonner les intérêts des Noirs et des travailleurs aux combinaisons politiques de la classe de nantis qui dirige, ainsi qu’aux partis politiques qu’ils financent, qui a fait l’objet d’une intense discussion lors de la conférence.

Clarence Thomas a dit qu’à l’heure de la manifestation :

“Il était nécessaire d’avancer une perspective de classe, chose que seul le Mouvement de la marche du million de travailleurs pouvait faire, et qu’il fallait mettre un terme aux renoncements sans fin du Parti démocrate. Nous devons construire un puissant mouvement à la base sur une perspective de pouvoir pour la classe ouvrière. Pour cela, la classe ouvrière doit pouvoir parler pour elle-même, pas en tant que partenaire subalterne soumis à ses oppresseurs.”

A partir des faits et chiffres exposés dans son nouveau livre, *La Guerre ici, l’offensive du capital de Ronald Reagan à George W. Bush*, Jack Rasmus a expliqué en détail comment les démocrates et les républicains ont mis en pratique cette offensive du capital durant les 30 dernières années.

Chris Silvera a dit que les travailleurs ont besoin de leur propre parti :

“Les deux partis conspirent contre la classe ouvrière.

Clinton était un loup déguisé en mouton. Au moins, avec Bush, on sait qu’on a affaire à un loup.”

Il a expliqué que les démocrates n’ont jamais été le parti de la classe ouvrière, et que, plus que jamais, les Noirs et tous les travailleurs doivent rompre avec les démo-

crates pour construire leur propre parti politique indépendant.

Il devait ajouter :

“Le Mouvement de la marche du million a un rôle unique à jouer dans la manifestation de demain. Il a un programme qui défend les intérêts des Noirs et de tous les travailleurs... Ce ne sont pas les démocrates qui vont nous donner la protection sociale maladie fondée sur la solidarité ni abroger la loi Taft-Hartley ou l’ALENA, le CAFTA et le FTAA. Le Parti démocrate, en fait, constitue un des principaux soutiens aux systèmes d’assurance maladie privés, aux accords de libre-échange. Le programme de la Marche du million de travailleurs, un programme indépendant, doit devenir le programme d’un mouvement de mobilisation de la classe ouvrière. C’est un programme de riposte pour lequel nous devons combattre dans la rue et sur la scène politique en présentant des candidats noirs et ouvriers aux élections de 2006 et 2008. Nous ne pouvons pas escompter que le Caucus noir du Congrès, ni qui que ce soit d’autre soumis à un parti de la classe dirigeante, parle en notre nom. C’est à nous de parler en notre nom, et non pas subordonner les intérêts des Noirs et des pauvres au Parti démocrate et à son programme.”

D’autres intervenants ont repris ces thèmes de la Marche du million de travailleurs.

IL NE S’AGIT PAS DE PRÊCHER DANS LE DÉSERT

Lancer un appel aux travailleurs noirs et à leurs organisations pour la présentation de candidatures noires indépendantes en 2006 et 2008 ne signifie pas prêcher dans le désert.

Alors que les figures les plus en vue du combat des Noirs de nos jours n’ont pas renoncé à leur perspective de réformer le Parti démocrate, de le rendre plus “attentif” aux revendications de la classe ouvrière, le fait que les démocrates ne répondent même pas aux revendications les plus limitées des Noirs et des pauvres, ajouté à la colère grandissante de millions de Noirs et de travailleurs opprimés dans le pays ont contraint les dirigeants à faire publiquement écho aux profondes aspirations pour une action politique indépendante.

Prenant la parole le 20 septembre au XXII^e Congrès du syndicat des transports, Jesse Jackson a lancé :

"Je ne suis pas satisfait des démocrates, et les républicains ne me font pas peur. Il est temps que nous répondions d'une manière indépendante. Il est temps de répondre. Nous avons besoin d'un mouvement politique pour la classe ouvrière. Nous avons besoin d'un parti des travailleurs. Nous devons nous battre pour les droits du travailleur, pour la santé, les emplois, la justice, l'enseignement et le logement."

Bien que, dans son discours, Farrakhan n'ait fait que brièvement allusion au besoin d'une action politique indépendante, les articles publiés dans les derniers numéros de *The Final Call*, le journal de la Nation de l'Islam, insistent sur cette discussion.

Ainsi, par exemple, le numéro du 14 juin cite Mary Berry, ancienne présidente de la Commission américaine des droits civiques, en ces termes :

« Chacun sait que ce sont les Noirs qui sont les plus fidèles aux démocrates (...). Et qu'obtenons-nous en retour ? Les Afro-Américains devraient construire un mouvement politique indépendant, pas un parti (...), pour dire : "Voilà ce que sont nos préoccupations. Tout candidat qui soutient nos revendications aura notre soutien. Si vous ne soutenez pas nos revendications, vous n'aurez pas notre soutien". »

The Final Call commente cette déclaration :

« Ni les démocrates ni les républicains ne respectent les Noirs. Récemment, Farrakhan a souligné le poids potentiel d'une candidature indépendante à la présidentielle de 2008. Dans une discussion publique au congrès national des maires noirs en avril, Farrakhan a déclaré : "Si nous donnons un levier à notre force, nous ferons plier les deux partis et vous obtiendrez ce que vous avez tout le temps désiré alors que vous serviez le parti". »

Plus tard, dans le numéro du 23 août de *The Final Call*, Farrakhan posait la question suivante :

« Pourquoi les Noirs, les Latino-Américains, les Indiens et les Blancs eux-mêmes

ont ils besoin de la "Manifestation d'un million et plus" ? »

Répondant à sa propre question, il affirmait :

"Le gouvernement ne nous représente plus. Comment ces riches peuvent-ils parler pour les pauvres ?"

Farrakhan ajoutait alors qu'il fallait construire "un parti des pauvres".

Le temps est venu d'engager une large discussion sur la proposition avancée par Farrakhan d'une candidature indépendante en 2008. Cette discussion ne peut attendre 2008.

Pour construire progressivement la force nécessaire à une telle candidature indépendante à la présidentielle de 2008, ne serait-il pas nécessaire de présenter des candidatures ouvrières et noires indépendantes aux élections qui vont avoir lieu aux niveaux local et des États en 2006 ?

Il est clair que le Mouvement de la marche du million de travailleurs a un rôle capital à jouer en initiant cette discussion parmi les centaines de milliers de Noirs et de militants ouvriers qui ont trouvé une source d'inspiration dans la manifestation du 15 octobre et qui cherchent des solutions à leurs problèmes les plus pressants.

Farrakhan et Jesse Jackson seront dans l'incapacité de conduire le mouvement pour un programme ouvrier et une politique indépendante tant qu'ils resteront soumis au Parti démocrate, même d'une manière critique, et en dépit de difficultés frandisantes.

Ils ne seront contraints de rompre avec les démocrates, une telle perspective n'est pas à exclure, que par un puissant mouvement venant d'en bas, rejetant toute tentative de subordonner les intérêts de classe des travailleurs. C'est au Mouvement de la marche du million de travailleurs que revient cette tâche.

Alan Benjamin

Extrait du message de soutien du Socialist Party of Azania (SOPA) à la Marche du million de travailleurs, ainsi qu'à la manifestation de Million et plus

Frères et sœurs, chers camarades,

A l'occasion du premier anniversaire de la Marche du million de travailleurs et des anniversaires de la Marche des hommes et de la Marche des femmes, le SOPA salue le courage et la résolution des millions d'Américains qui n'ont pas renoncé au combat pour la justice économique et sociale (...).

Le Mouvement de la marche du million de travailleurs a mis en évidence le fait qu'à travers le monde, les travailleurs doivent poursuivre leur combat pour la défense de tous les acquis de la lutte des classes, tout particulièrement dans un monde où tous ces acquis sont remis en question, y compris les systèmes de Sécurité sociale et de santé.

Le Mouvement a mis en évidence la manière dont les privatisations détruisent des millions d'emplois à travers le monde, ainsi que les raisons pour lesquelles il est justifié de poursuivre le combat. Vous avez dénoncé les horreurs de la guerre, et en particulier le génocide du peuple irakien, qui frappe les femmes et enfants innocents. Vous avez attiré l'attention sur l'Afrique, un continent qui se meurt, et vous avez dit ce que nous, membres du Tribunal international Afrique, avons dit : que la situation de ce continent préfigure ce qui se prépare pour toutes les nations du monde. Vous avez ajouté que les travailleurs n'ont d'autre choix que de mettre un terme à cette barbarie.

L'annulation de la dette de l'apartheid est un objectif capital pour le SOPA, car il constitue le point de départ d'un combat contre un système, qui, par la tyrannie, continue à tenir l'Afrique en servitude. Le système fondé sur la propriété privée des moyens de production et d'échange refuse une véritable libération à tous les pays d'Afrique en perpétuant le pillage de notre terre et de nos ressources naturelles à travers la tyrannie exercée par l'odieux système de la dette étrangère. C'est la raison pour laquelle nous apportons tout notre soutien à l'appel à l'annulation inconditionnelle de la dette étrangère.

Une fois encore, nous souhaitons que les efforts que vous déployez pour mobiliser les travailleurs sur leur propre terrain à partir de leur propre expérience connaissent un succès dépassant vos espérances. Le SOPA se joint à vous dans ce combat. Ce fut un grand honneur pour nous de participer à la Marche du million de travailleurs en octobre 2004. Que ce mouvement se renforce de jour en jour.

Tiyani Lybon Mabasa, président du SOPA

**Déclaration de la Marche du million de travailleurs
en soutien à la proposition du SOPA de construire un front unique contre la pauvreté
(adoptée à l'unanimité par la conférence du Mouvement de la marche du million de travailleurs
réunie dans les locaux de la section 639 du syndicat des Teamsters, à Washington, le 14 octobre 2005)**

L'été dernier, la direction de la COSATU, la confédération des syndicats d'Afrique du Sud (qui est la principale confédération syndicale du pays), a lancé un appel en vue de constituer une nouvelle coalition contre la pauvreté et le chômage.

En réponse à cet appel, le camarade Tiyani Lybon Mabasa, au nom du SOPA (Parti socialiste d'Azanie), a envoyé une lettre ouverte à la COSATU, dans laquelle il a formulé quatre propositions principales sur la meilleure façon de réaliser un front uni contre la pauvreté en Afrique du Sud. Le camarade Mabasa était l'un des orateurs à la Marche du million de travailleurs à Washington, le 17 octobre 2004. Plus récemment, au milieu du mois d'août 2005, il est intervenu à la convention de la section du syndicat des travailleurs noirs du syndicat des camionneurs (TNBC) à Chicago.

Nous, syndicalistes et militants politiques de toutes les régions du pays, qui nous sommes rassemblés à la réunion du comité pour la Marche du million de travailleurs tenue à l'hôtel de ville de Washington le 14 octobre 2005, la veille de l'imposante marche de plus d'un million de travailleurs, apportons notre soutien aux propositions contenues dans la lettre ouverte présentée par le camarade Mabasa. Nous croyons, d'autre part, que le mérite de ces propositions, c'est qu'elles dépassent les frontières de l'Afrique du Sud (...).

Les propositions du SOPA expriment les exigences suivantes :

1. La dette qui reste due par le régime de l'apartheid doit être totalement et inconditionnellement annulée. Ce n'est pas la dette du peuple (...).
2. L'un des objectifs essentiels de la lutte de libération était la reconquête de la terre accaparée par la minorité blanche. Il faut procéder à une réforme agraire de grande ampleur. La terre doit être rendue à ses propriétaires légitimes : la majorité noire (...)!
3. La COSATU a pris une position très ferme contre la privatisation de nos services publics et de nos ressources naturelles. Il ne fait aucun doute que les privatisations provoquent la pauvreté. Il faut immédiatement les arrêter (...).
4. Pour se réapproprier ce qui appartient légitimement au peuple et construire une campagne de front unique contre la pauvreté, les travailleurs ont besoin de leurs propres organisations indépendantes, de leurs propres syndicats indépendants.

Nous, qui sommes rassemblés à Washington, soutenons ces propositions et exhortons tous les syndicalistes et les militants à en débattre largement (...).

A propos du Sahara-Occidental

Par Luis Gonzalez

Dans les derniers jours du mois de juillet, diverses personnalités et forces politiques de l'Etat espagnol se sont exprimées sur la situation au Sahara-Occidental. Parmi celles-ci, l'ex-président Aznar, qui a rencontré le secrétaire général du Front Polisario, Mohamed Abdelaziz, et dont il a accepté l'invitation pour visiter les camps de réfugiés de Tindouf.

Au même moment, diverses délégations des parlements régionaux d'Espagne (qui incluaient des représentants de divers partis, parmi lesquels le Parti populaire d'Aznar), des ONG et d'autres organisations ont essayé de visiter l'ancienne colonie espagnole pour connaître la situation des droits de l'homme (et des détenus arrêtés au cours de manifestations à El-Aïoun) et ont demandé au gouvernement marocain d'accepter les plans de l'ONU de "décolonisation", en particulier le "plan Baker". Quand on sait que le Maroc a été sous la domination de l'Espagne et de la France de la fin du XIX^e siècle jusqu'à 1956, date à laquelle l'indépendance lui fut formellement octroyée, bien que les forces militaires espagnoles aient maintenu leur pré-

sence dans une partie significative de l'ancien territoire colonial, incluant le Sahara-Occidental, il est curieux qu'aucun des participants à ces délégations, à notre connaissance, ne se soit prononcé pour la décolonisation des enclaves coloniales de Ceuta, de Mellila, des rochers d'Alhucemas et de Velez de Gomara, etc.

Ce qui révèle une volonté "décolonisatrice" douteuse. Certains de ceux qui soutiennent ces délégations sont même allés jusqu'à nier, dans un article paru dans *El País*, publié le 25 juillet, en réponse à une déclaration d'intellectuels marocains, qu'il existe une situation coloniale à Ceuta et à Melilla. Ils proposent cyniquement pour ces villes l'"autodétermination", prétendant que "c'est la population elle-même qui doit décider de son futur, dans le cadre de la légalité internationale", avec la participation de la population espagnole, dont la présence est le résultat de l'occupation coloniale.

Ils pourraient utiliser la même méthode pour demander un référendum pour la base de Rota, auquel participeraient les marines

américains.

Nous sommes sans aucun doute partisans de la plus large démocratie et du droit à manifester, autant dans notre pays que dans le reste du monde (y compris au Maroc). Mais cette même défense de la démocratie suppose, à notre avis, le rejet de toute forme d'oppression ou de tutelle coloniale. L'Espagne ayant été l'ancienne puissance coloniale au Maroc (et aujourd'hui une importante puissance néocoloniale, au travers des investissements des multinationales espagnoles), ceux qui parlent au nom des institutions de l'Etat espagnol devraient être particulièrement attentifs à cette question. En effet, la prise de position des institutions et des représentants de l'ancienne puissance coloniale sur les droits de l'homme dans leur ancienne colonie ne peut que provoquer le rejet du peuple du Maroc, où d'aucuns se souviennent encore comment l'Espagne appliquait les droits de l'homme à l'époque où elle était la puissance coloniale. Rappelons, sans vouloir être exhaustifs, la violente répression contre la population du Rif au cours de sa lutte pour l'indépendance dans les années 1920, les bombardements utilisant des armes chimiques contre les populations civiles. Egalement, face à la prétendue "défense des droits de l'homme", nombreux sont ceux qui, au Maroc, peuvent montrer à juste titre le "mur de la honte" érigé par la police et la Garde civile espagnoles dans le détroit de Gibraltar, provoquant la mort de milliers de jeunes tentant désespérément de trouver du travail ; on en compte au moins 250 cette année. Ou faire remarquer la présence, parmi les supposés défenseurs de ces droits, des représentants du Parti populaire, lequel a édicté l'infâme loi "sur les étrangers", qui privait les travailleurs immigrés de tout droit de réunion, d'organisation ou de manifestation, ce qui a valu à l'Espagne une condamnation de l'OIT pour refus de respecter la liberté syndicale.

Certains pourraient réclamer que, à la suite de ces "leçons théoriques" sur les droits de l'homme, on leur montre aussi les "applications pratiques" sur le terrain quant au traitement infligé aux immigrés, qu'ils soient en situation régulière ou non. Ou que le pays s'érigeant en "professeur" démontre aussi qu'il connaît la leçon : qu'il soit un pays où on respecte la liberté des partis, et non un pays où l'on interdit les partis indé-

pendantistes, où l'on vient de faire des recherches sur 31 956 citoyens du Pays basque, sur la base du simple fait qu'ils aient soutenu une candidature, finalement interdite sans aucun argument solide.

AZNAR, LES ÉTATS-UNIS ET LES DROITS DES PEUPLES

Après la rencontre entre Aznar et Abdelaziz, à laquelle ont participé plusieurs responsables de la FAËS, fondation du Parti populaire, le responsable des relations internationales de cette fondation, Rafael Moragas, a mis en exergue la politique "populaire" sur le Sahara des huit années de gouvernement, "*fondée sur le principe de neutralité active, basée sur la recherche d'une solution juste au conflit, acceptable par toutes les parties et respectueuse de la légalité internationale établie par les Nations unies*".

Après cette rencontre, Aznar a fait connaître son désir de visiter les camps de réfugiés de Tindouf, en Algérie, en même temps qu'il publiait une déclaration sur la "*nécessité de faire les plus grands efforts pour maintenir la paix et la stabilité dans la région*". Que signifie cette prise de position d'Aznar, quand on sait, à l'évidence, et il l'a démontré en Irak, en Afghanistan, et dans l'Etat espagnol lui-même sur le problème national basque et catalan, qu'il n'est pas précisément un ami de la liberté des peuples, bien au contraire. Alors, à quoi rime cette prise de position ? Si l'on écarte la rhétorique — à laquelle personne ne peut raisonnablement croire — sur son souci des droits des peuples, son intervention sur la question du Sahara ne peut être analysée sans tenir compte de son absolue soumission aux exigences de Bush. La prise de position d'Aznar ne peut s'expliquer qu'à la lumière de l'implication croissante de l'impérialisme américain et de ses serviteurs dans la question du Sahara-Occidental. Sans chercher plus loin, il vient d'être rendu public que dans le traité de libre commerce signé par les Etats-Unis et le royaume du Maroc, le Sahara-Occidental est explicitement exclu, car la Maison-Blanche nourrit pour lui d'autres projets (*El Pais*, 6 août). Il semble que cela soit lié à la découverte de puits de pétrole dans les eaux territoriales du Maroc, de Mauritanie et du

Le Sahara-Occidental : rappel historique

En octobre 1884, le gouvernement de la monarchie espagnole d'Isabelle II décide de lancer une expédition pour établir des enclaves sur la côte marocaine. Ces enclaves sont constituées à Melilla, Ceuta (en face du détroit de Gibraltar), Sidi Ifni et sur la péninsule de Rio de Oro (au Sahara). L'objectif du gouvernement espagnol était d'établir un protectorat jusqu'à Cabo Blanco, à la frontière de la Mauritanie actuelle. Pourquoi ?

A cela, plusieurs raisons : d'abord, il s'agissait du contrôle de la plus grande réserve de pêche de toute l'Afrique à l'époque, ensuite, de la surveillance du détroit et, enfin, à la veille de la conférence de Berlin, où les puissances européennes ont décidé de se partager l'Afrique, l'Espagne, empire en décadence, voulait participer au partage.

En 1900, un accord intervint entre les gouvernements espagnol et français. Sous le nom de "convention de Paris", il décidait de la carte du Sahara-Occidental : la frontière sud était délimitée par Cabo Blanco, la frontière nord était ouverte (il faut dire qu'il était difficile d'établir une frontière avec le reste du territoire marocain).

En 1912, l'ensemble du territoire marocain est partagé entre la France et l'Espagne, et soumis à un protectorat.

En 1956, après une longue résistance nationale, la France concède l'indépendance, le 3 mars, et l'Espagne, le 7 avril. Mais les gouvernements espagnol et français aident à installer la monarchie alaouite contre l'Armée de libération nationale (ALN), qui a dirigé la résistance. Cette armée de libération nationale a le contrôle d'une bonne partie du territoire national, notamment du Rif, sur la côte méditerranéenne, et aussi de ce qu'on appelle le "Sahara-Occidental" sur la côte atlantique.

Seule l'intervention militaire franco-espagnole a permis l'écrasement de l'ALN. Par exemple, au Sahara, l'opération "Ecouvillon" n'a réussi à écraser l'insurrection qu'en 1957. Mais la capitale de cette région, Tarfaya, est intégrée au territoire national marocain.

Déjà, à cette époque, la dictature de Franco réussit à maintenir les enclaves de Melilla, Ceuta, Sidi Ifni et une partie du Sahara. C'est à partir de là que les Espagnols ont développé la ville d'El-Aïoun, qui avait été fondée par les Espagnols en 1934.

En 1961, Franco transforme le Sahara en département espagnol. Son objectif de le rattacher à l'Espagne était conforté par la découverte du pétrole et des grandes mines de phosphates, qui constituent l'une des premières réserves mondiales.

En 1975, quelques semaines avant la mort de Franco, par le biais de la "Marche verte", le Maroc récupérait cette partie du Sahara. L'armée espagnole quittait les lieux en laissant son armement au Polisario (on peut vérifier cela en consultant les déclarations du général Saenz de Santa Maria, à cette époque, chef des troupes espagnoles au Sahara).

L'action du Polisario, avec le soutien du régime algérien, se poursuit pour tenter de détacher du territoire national marocain une région riche en matières premières et de haute valeur stratégique.

Sahara lui-même.

En effet, les Etats-Unis ont développé, ces dernières années, un intérêt particulier pour le Sahara-Occidental, intérêt qui est développé dans le "plan Baker", élaboré au nom de l'ONU par James Baker, représentant spécial du secrétariat général de l'ONU pour le Sahara-Occidental. Baker n'est pas un nouveau venu en politique.

La carrière politique de ce Texan est liée à celle de George Bush père. Avant que Kofi Annan la charge "de résoudre le problème du Sahara", en 1997, il avait occupé des postes comme celui de secrétaire d'Etat et de chef de cabinet de la Maison-Blanche, c'est-à-dire les plus hautes responsabilités en matière de politique étrangère.

Il faut ici s'interroger sur cet intérêt sou-

dain des Etats-Unis pour le destin du peuple du Sahara-Occidental. Nous devons écarter toute possibilité que cet intérêt ait un quelconque rapport avec la noble défense des droits des peuples, qui, pour les gouvernements des États-Unis, ne sont que des prétextes pour leurs projets de domination impérialiste. Ainsi, les droits du peuple miskito n'étaient fondamentaux pour les États-Unis que s'ils leur servaient à s'opposer au Nicaragua révolutionnaire, de même que les droits des Kurdes ne les ont intéressés que lorsqu'ils ont décidé d'envahir l'Irak (avant cela, ils avaient fourni les armes chimiques avec lesquelles Saddam Hussein les attaquait). Non, le Sahara-Occidental n'intéresse les États-Unis que parce qu'il se relie à leur politique globale de contrôle du "Grand Moyen-Orient" (allant de l'Afghanistan à la Mauritanie), dont l'objectif est le contrôle des ressources naturelles de toute cette zone, et plus spécialement énergétiques, et des voies de communication. Dans ce plan, l'idée de base est que tous les gouvernements sont trop fragiles et que, donc, la tutelle américaine, comprenant la présence militaire, est indispensable.

LE "PLAN BAKER" ET LE FRONT POLISARIO

Le "plan Baker" bénéficie du soutien entier de la direction du Front Polisario. La presse espagnole, et en particulier *El Pais*, a rendu public ces dernières semaines la manière dont les dirigeants du Front défendent ouvertement les intérêts américains dans la région, y compris quand ils refusent au gouvernement marocain le droit de négocier des contrats pétroliers.

Rappelons brièvement ce qu'est le "plan Baker". Ce plan propose une autonomie limitée du Sahara-Occidental au sein du Maroc, ce qui conduirait éventuellement à un référendum d'autodétermination, après une période de transition. Mais le "plan Baker" fait partie, en outre, d'un projet encore plus ambitieux de "régionalisation" du Maroc, qui ouvre la voie à un démembrement du Maroc en diverses "régions autonomes". Les premiers projets rendus publics parlent d'un nombre variable de régions, incluant le Rif comme "zone franche". Rappelons que, dans le lan-

gage actuel de l'impérialisme, les "zones franches" ne sont plus des zones à fiscalité spéciale, mais des régions où les législations sociale, fiscale et du travail du pays dont elle font partie ne s'appliquent pas, et où ne s'applique que le droit des multinationales à imposer leur loi. C'est-à-dire que dans les plans américains, le Rif serait l'endroit privilégié pour l'exploitation des travailleurs marocains et pour la délocalisation des industries de l'Europe méditerranéenne.

En même temps, les États-Unis viennent de signer un "traité de libre commerce" avec le royaume du Maroc, ce qui suppose l'ouverture totale du marché marocain aux produits américains.

Ces jours derniers (*El Pais*, 25 juillet), le gouvernement marocain négocie avec différentes régions espagnoles, en particulier avec la région de Valence et la Catalogne, la vente de terrains industriels au Maroc pour délocaliser des entreprises espagnoles.

La conseillère du ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Modernisation du Maroc, Houda Benghazi, a visité Valence au mois de juillet, et elle a déclaré, en présence d'entrepreneurs :

"Le Maroc offre une main-d'œuvre bon marché, d'assez bonne qualité, et la possibilité d'ouvrir de nouveaux marchés, surtout dans la mesure où, en 2006, entre en vigueur le traité de libre commerce avec les États-Unis, ce qui rend possible l'exportation sans droits de douane."

Donc, derrière l'impulsion donnée à l'affaire du Sahara et de la supposée défense des droits du peuple sahraoui, l'objectif de l'impérialisme américain, aidé par le gouvernement de la monarchie espagnole, est de démanteler la nation marocaine et de constituer des "zones franches", avec une main-d'œuvre bon marché.

Ce n'est pas un hasard si le gouvernement marocain tente de régionaliser le salaire minimum interprofessionnel.

Le 25 juillet 2005, le syndicat majoritaire du Maroc, l'Union marocaine du travail (UMT), s'est déclaré opposé au démantèlement du salaire minimum, déclarant que "régionaliser ou sectoriser les salaires de base impliquerait de rompre le contenu interprofessionnel et le caractère national du minimum décent que la loi garantit en définissant le revenu de ceux qui travaillent".

Rappelons que l'UMT s'est constituée en 1955, au cours de la lutte pour l'indépendance du Maroc, l'unité de la nation marocaine, dont l'axe est la classe ouvrière, avec ses droits et ses conquêtes sociales uniques sur tout le territoire national.

Le "plan Baker" n'est pas une proposition isolée. Il faut prendre en compte en même temps les efforts du gouvernement américain et de ses agents pour manipuler la "question berbère" en Algérie, pour dynamiser la nation algérienne, au moment où il contraint l'Algérie à adopter une loi de dénationalisation du pétrole et du gaz. Mais la nationalisation des ressources naturelles était un élément indissociable de la lutte pour l'indépendance de l'Algérie, et la privatisation de ces ressources met en danger son existence comme nation souveraine. Le "plan Baker" et la "question berbère" sont partie intégrante d'une même politique de destruction des nations du Maghreb, pour les soumettre au pillage des multinationales. De la même manière, aujourd'hui, devant le soulèvement du peuple bolivien pour la défense de ses richesses nationales et la nationalisation des hydrocarbures, les Etats-Unis poussent la bourgeoisie de la région de Santa Cruz à exiger l'"autonomie" régionale.

LA POSITION TRADITIONNELLE DU MOUVEMENT OUVRIER ESPAGNOL

Les organisations ouvrières de l'Etat espagnol ont toujours été opposées à toute intervention au Maghreb, qu'elles se réclament de la tradition anarchiste ou de la tradition socialiste et communiste. Rappelons, entre autres, les grandes mobilisations de Barcelone, lors de la Semaine tragique de 1909, ou la lutte du tout nouveau PCE dans les années 1920 contre la guerre du Maroc.

Durant la lutte contre la dictature franquiste, le mouvement ouvrier a exigé la restitution de Ceuta et de Melilla au Maroc.

Les militants de la IV^e Internationale ont lutté avec acharnement pour l'indépendance du Maroc et ils ont organisé, pendant la guerre civile, la visite d'une délégation de militants marocains à Barcelone pour demander que la République appuie une

éventuelle insurrection pour l'indépendance sur les arrières de Franco. Le gouvernement de la République a rejeté cette demande pour préserver ses relations avec la France "démocratique".

Demander que l'Espagne assume son rôle de "puissance administratrice" du Sahara-Occidental est donc contraire à toutes les traditions du mouvement ouvrier et démocratique espagnol.

POUR LA DEMOCRATIE ET LES DROITS DES PEUPLES

Les peuples d'Espagne et le peuple marocain ont beaucoup de points communs. L'un d'eux est qu'ils n'ont pu exercer pleinement leur souveraineté quant aux régimes politiques mis en place. Après la mort de Franco, en 1975, la monarchie, présidée par l'héritier du dictateur, a été imposée contre la volonté des peuples. En 1956, la monarchie a été imposée au peuple marocain par les puissances coloniales. La France et l'Espagne étaient terrorisées par le soulèvement du Rif, qui avait mis en péril la domination coloniale au Maroc et de l'ensemble de Maghreb. Cette monarchie ne représentait pas la lutte du peuple marocain pour son indépendance, incluant aujourd'hui la défense de ses ressources naturelles et la lutte contre la tutelle des multinationales. C'est pour cela que, en continuité avec ce que notre courant politique a défendu pendant la guerre civile, le droit à l'indépendance du Maroc — ce qui, outre la reconnaissance de ce droit, aurait atteint les arrières de Franco —, nous sommes pleinement légitimés pour rejeter totalement l'arrogance coloniale. Celle-ci justifie toujours par le caractère "dictatorial", "barbare" et "corrompu" des gouvernants des pays colonisés, le droit des "nations civilisées" (c'est-à-dire impérialistes) à leur imposer leur loi, et même à intervenir militairement. Rappelons que le Parti populaire invoque le rôle de l'Espagne comme "puissance administratrice" du Sahara-Occidental (selon l'ONU) pour justifier son droit d'intervention dans cette région (on pouvait difficilement imaginer pire insulte au peuple du Maroc que la revendication publique de ce droit en tant que puissance coloniale). Les faits démontrent que

l'intervention impérialiste ne rétablit ni l'"ordre" ni la "démocratie", mais la barbarie tribale (comme en Afghanistan) ou conduit à l'affrontement entre "ethnies" et religions, comme en Irak (où, il est vrai, le projet de Constitution "démocratique" imposé par les envahisseurs prive les femmes, c'est-à-dire 50 % de la population, des droits civiques que leur reconnaissaient les lois de Saddam Hussein, de la même façon qu'il nie les droits syndicaux).

Sans aucun doute, parmi les intellectuels et les parlementaires espagnols qui se sont exprimés récemment sur le Sahara-Occidental, certains sont sincèrement préoccupés par les droits de l'homme au Maroc (ce qui n'est, à l'évidence, pas le cas d'Aznar et de son parti). Mais leur activité doit être analysée en relation avec l'offensive de l'impérialisme contre toutes les nations du Maghreb, dont le "plan Baker" est partie intégrante, et la "solution à la question sahraouie", sous la houlette de l'ONU, agissant au compte de l'impérialisme américain. Sous la tutelle de l'impérialisme, il n'y a ni liberté pour les peuples ni souveraineté pour les nations.

Il est difficile de comprendre qu'Azhar puisse agir comme il le fait sans le feu vert ou la tolérance du gouvernement Zapatero.

N'oublions pas que Zapatero, bien qu'il ait cherché une voie se différenciant du "plan Baker", partage la position de l'Union européenne et de l'ONU selon laquelle la question du Sahara doit se régler sur le plan international et ne concerne pas la souveraineté du Maroc. Au moment où des milliers d'Africains sont repoussés aux frontières des enclaves coloniales espagnoles de Ceuta et Melilla, le gouvernement Zapatero agit au nom de l'Union européenne et pour la sauvegarde de la politique colonialiste héritée de la dictature franquiste.

Nous considérons donc que ni le peuple espagnol, ni les organisations de tra-

vailleurs, ni le gouvernement ne doivent apporter leur soutien au plan de Bush. Au contraire, la première exigence pour que soient respectés les droits des peuples est : les Etats-Unis (directement et par le truchement de l'ONU) hors du Maghreb ! Le mouvement ouvrier et démocratique espagnol doit assumer la défense de l'intégrité et de l'indépendance des nations du Maghreb contre leur mise à sac et leur morcellement, et exiger en premier lieu du gouvernement espagnol qu'il agisse en ce sens.

En tant que partisans de la République et de l'union libre des Républiques d'Espagne, nous combattons pour les droits des peuples, en premier lieu des peuples basque et catalan. Nous combattons contre la monarchie espagnole en tant que régime impérialiste, qui soutient la mise à sac par les multinationales à sigle espagnol des pays d'Amérique latine et du Maghreb. En reprenant les meilleures traditions du mouvement ouvrier espagnol, nous combattons toute ingérence, militaire, économique ou diplomatique vis-à-vis de la nation marocaine et de ses différentes composantes. L'intérêt des travailleurs et des peuples d'Espagne est que le peuple marocain conquière pleinement son indépendance et sa souveraineté, et qu'il se dote d'institutions pleinement démocratiques qui répondent aux aspirations des différents peuples et composantes linguistiques du pays. Solidaires avec les travailleurs et le peuple marocains, il est de notre devoir de combattre toute ingérence, qu'elle vienne du Parti populaire ou d'une supposée gauche. Tout comme nous combattons en Espagne contre la loi "sur les étrangers" et pour que les droits des travailleurs marocains soient respectés.

Luis Gonzalez,
militant du POSI,
section de la IV^e Internationale

Le "Comité pour l'Internationale ouvrière" (CWI) et la réforme agraire au Zimbabwe

Par Razik Filali

Dans les précédents numéros de *La Vérité*, nous avons commencé à aborder la question centrale de la terre et de la réforme agraire.

Au moment où ces lignes sont écrites vient de se tenir le congrès mondial de la Food and Agriculture Organisation (FAO), à Rome. A cette occasion, la grande presse au service de l'impérialisme se déchaîne une nouvelle fois contre le président du Zimbabwe, Robert Mugabe, qui a osé, de la tribune du congrès de la FAO, défendre sa réforme agraire et accuser Bush et Blair d'être "*les deux plus grandes calamités*" que l'humanité ait à supporter.

Rappelons qu'après avoir été pendant des années un chef d'Etat africain parmi d'autres, Robert Mugabe est subitement

devenu l'homme à abattre suite à l'adoption en avril 2000 par le Parlement d'un amendement autorisant la saisie des terres de la minorité blanche possédant les meilleures terres cultivables, héritage du système colonial. Rappelons également que le Zimbabwe, ancienne colonie britannique sous le nom de Rhodésie, vivait vingt ans après son indépendance nationale dans une situation où l'immense majorité des terres cultivables appartenaient à une petite minorité de fermiers blancs.

Depuis l'introduction de cet amendement constitutionnel, le régime de Mugabe a non seulement décrété la réforme agraire, mais des dizaines de milliers de paysans noirs sans terre, nombre d'entre eux étant des vétérans de la guerre de libération na-

tionale qui avaient arraché les armes à la main l'indépendance du pays, se sont saisis des terres (*lire en encadré*).

MALHEUR A CEUX QUI OSENT DONNER LA TERRE AUX PAYSANS !

Comme le rappellent nos camarades du Socialist Party of Azania, d'Azanie (Afrique du Sud) :

« *En 2001, l'administration Bush a adopté comme loi un acte dont l'objectif était d'en faire un instrument pour faire exploser l'économie du Zimbabwe. Ce projet était appelé Zimbabwe Democracy and Economic Recovery Act, bien que cela n'ait pas grand-chose à voir ni avec la démocratie ni avec la reconstruction économique pour le Zimbabwe, au contraire (...). Cette loi était si raciste et terrible que le député d'Atlanta au Congrès, Cynthia McKinney, s'adressa immédiatement au Congrès de cette façon : "Monsieur le rapporteur, cette législation n'est rien d'autre qu'une déclaration de complicité des Etats-Unis avec un programme qui vise à maintenir les privilèges des Blancs. Nous l'appelons "charte d'incitation", mais cela ne change rien à sa nature répressive. C'est fondamentalement raciste et à l'encontre des intérêts de la masse des Zimbabweens." (...) Cet acte fut signé par Bush le 21 décembre 2001.* » (Editorial de *In Defence*, journal du Socialist Party of Azania, mars 2005.)

En juin 2003, c'est Colin Powell qui dénonce "la tyrannie de Robert Mugabe au Zimbabwe".

En janvier 2005, c'est Condoleezza Rice qui qualifie le Zimbabwe d' "avant-poste de la tyrannie".

Le Zimbabwe est exclu du Commonwealth et le FMI menace à son tour de l'exclure, exigeant : 1) l'abrogation de la réforme agraire, et 2) l'établissement d'un régime de coalition avec le Mouvement du changement démocratique, MDC (parti "d'opposition" dont nous parlerons ultérieurement) et les ONG pour une "meilleure gouvernance".

"Meilleure gouvernance"... on sait ce que cela signifie aux quatre coins de la planète : c'est la soumission des nations, des Etats, des organisations ouvrières aux diktats de l'impérialisme.

OUI OU NON, LA TERRE DOIT-ELLE ÊTRE DONNÉE AUX PAYSANS ?

Pour les révolutionnaires, c'est une question de principe : les paysans ont le droit à la terre.

C'est ainsi que nos camarades, qui, en Azanie (Afrique du Sud), construisent à égalité avec d'autres militants le Socialist Party of Azania (SOPA), ont raison de déclarer clairement :

« *Aujourd'hui, le peuple du Zimbabwe, les vétérans de la guerre de libération nationale, les syndicats ouvriers qui ne sont pas subordonnés aux desseins de l'impérialisme, les agriculteurs noirs et les paysans sans terre se soulèvent, comme le font leurs semblables au Brésil, au Venezuela et ailleurs, ils se dressent pour exiger qu'on leur rende leurs terres, qui leur ont été violemment arrachées (...). Ils prennent cette position courageusement, malgré les efforts de l'impérialisme pour déstabiliser le gouvernement du Zimbabwe précisément sur cette question. Ils combattent ainsi également pour l'unité des peuples du Zimbabwe et la souveraineté de leur nation et de leur pays (...). L'élection présidentielle qui approche ne sera déclarée "libre et équitable" que si et seulement si l'impérialisme réussit à faire gagner le candidat et les partis qu'il a choisis. Mugabe a parfaitement raison et doit être soutenu inconditionnellement quand il refuse les observateurs étrangers et les ONG dont le verdict et les préférences sont déjà connus pour superviser cette élection. Bien que nous ne nous identifions pas à toute la politique de Mugabe, nous comprenons que la défense de la nation zimbabweenne, la défense de son gouvernement contre l'impérialisme sont des questions centrales pour la politique de front unique anti-impérialiste. Nous lançons cet appel pour la défense du Zimbabwe, parce qu'il s'inscrit dans notre lutte pour sauver l'humanité menacée de sombrer dans la barbarie, une menace que l'impérialisme fait peser sur nous tous.* » (Editorial de *In Defence*, journal du Socialist Party of Azania, février 2005.)

Ce qui était écrit en février 2005 reste-t-il valable aujourd'hui ?

C'est un fait, alors que les menaces impérialistes n'ont cessé de se multiplier sur le Zimbabwe, Robert Mugabe défend sa réforme agraire :

« “La réforme agraire tant calomniée au Zimbabwe est notre réponse au défi d’émanciper davantage notre peuple”, a déclaré le président zimbabwéen, Robert Mugabe, devant les représentants de 47 pays africains réunis à Harare en conférence de l’ONU sur la sécurité alimentaire en Afrique. “Dans notre combat pour la liberté et l’indépendance, un des piliers de la lutte a été l’injustice liée à la terre (...). La terre, qui signifie nourriture (...) pour le peuple”, a-t-il ajouté. Depuis le lancement de la réforme agraire en 2000, alors qu’une minorité blanche détenait la plupart des terres cultivables, quelque 4 000 exploitations ont été saisies, pour être redistribuées à des Noirs sans terre. » (AFP, octobre 2005.)

Dans un continent où, chaque jour, des milliers d’Africains meurent de faim, oui, et, répétons-le, bien que nous puissions ne pas partager tous les aspects de la politique du président du Zimbabwe et que nous ne nous identifions pas à lui, nous sommes inconditionnellement avec le gouvernement du Zimbabwe qui donne la terre aux paysans, contre l’impérialisme.

LE SECRETARIAT UNIFIÉ DE KRIVINE-ROSSETTO DENONCE LE “RÉGIME CORROMPU DE MUGABE”

On le sait, cette position n’est pas partagée par un courant qui ose pourtant formellement se réclamer de la IV^e Internationale, le “Secrétariat unifié” pabliste de Krivine-Besancenot-Rossetto.

« *Les violences au Zimbabwe à l’encontre des fermiers blancs témoignent d’une fuite en avant du régime corrompu de Mugabe (...). Le régime de Mugabe (...) organise des actions de bandes à son service, violentes et criminelles (...)* »,

déclare la LCR (1).

“Violences”, “régime corrompu”, “bandes violentes et criminelles”, nous avons compris à quel registre nous avons affaire. Le racisme est également convoqué. On notera au passage la similitude des critiques et même du vocabulaire contre le régime de Mugabe faites tant par le Secrétariat unifié que par l’administration Bush.

Faut-il s’étonner d’une telle position sur le Zimbabwe ?

N’est-ce pas, finalement, une position logique pour un courant dont un des principaux représentants n’est autre que Miguel Rossetto, le ministre du Développement agraire du gouvernement Lula depuis janvier 2003 ?

Loin de nous toute volonté de polémiquer pour le plaisir. Nous nous basons uniquement sur les faits. Les faits, tels que les rapporte, par exemple, la Pastorale de la terre, organisation brésilienne liée à l’Eglise catholique, qui ne fait pas partie de nos sources habituelles d’informations... mais les faits sont les faits. Ceux-ci, publiés dans le rapport annuel publié le 26 septembre 2006 par la Pastorale de la terre, constituent un réquisitoire impitoyable contre la politique de Rossetto-Lula dans les campagnes depuis trois ans :

“28 assassinats ont été enregistrés à la campagne entre janvier et août de cette année, un de plus que dans la même période de l’année dernière, 2004, lorsqu’on avait compté 27 crimes de même nature résultant des conflits ruraux.”

A cela s’ajoutent

“27 tentatives d’assassinat, 114 menaces de mort. Deux personnes ont été torturées, 52 ont été agressées physiquement, 144 fait prisonniers et 80 blessés.”

Qui sont ces “personnes” assassinées, torturées, terrorisées par les milices des grands propriétaires fonciers ? Ce sont ces paysans sans terre affamés, dont plus d’un million de familles campent sur les routes et tentent, pour survivre, d’occuper les terres des grands latifundiaires.

Que font Lula-Rossetto depuis trois ans face à cela ?

Le rapport poursuit :

“Le nombre d’expulsions de familles des terres qu’elles occupaient suite à des conflits de janvier à août de cette année a été de 12 000 et il y a eu 8 000 menaces et intimidations visant au retrait des familles de leurs terres.”

Parmi ces expulsions, “1 664 familles l’ont été par la force privée (traduction : par les bandes de tueurs engagés par les grands propriétaires fonciers — NDLR) et 10 990 ont été expulsées suite à des exécutions de mandats judiciaires” (traduction : avec la bénédiction du gouvernement Lula-Rossetto).

(1) www.lcr-rouge.org/archives/042700/semain6.html

Et le rapport de protester contre

“le niveau extrêmement bas des prévisions des nouvelles attributions de terres aux paysans sans-terre faites par le ministère du Développement agricole (celui de Rossetto — NDLR) d’ici la fin de l’année. Lors d’une réunion réalisée au début du mois, le MST (2) a protesté par rapport à la promesse du ministre d’installer 12 000 familles appartenant au mouvement d’ici la fin de l’année, bien en dessous du chiffre de 115 000 familles qui avait été fixé par le gouvernement pour l’année 2005.”

Waldir Meserowicz, membre de la coordination du MST, résume ainsi la situation :

“Le gouvernement est en train de faire une régularisation foncière et aucunement une expropriation de terres qui puisse bénéficier aux familles qui campent sur le bord des routes.”

Le gouvernement Rossetto-Lula refuse la réforme agraire, protège les grands propriétaires fonciers, livre les paysans affamés aux tueurs des grands propriétaires ; c’est un fait.

Peut-on s’étonner, dès lors, que les représentants de l’organisation mondiale de Rossetto reprennent à leur compte les déclarations haineuses de l’impérialisme contre le gouvernement du Zimbabwe, qui, lui, organise la réforme agraire ?

AU PAYS DE BLAIR, THE SOCIALIST DENONCE LE REGIME MUGABE

Tandis que l’impérialisme américain se déchaîne contre le régime de Mugabe, relayé avec le même zèle qu’en Irak par l’ancien colonisateur britannique, par la voix de son porte-parole, le “socialiste Blair”... un article intitulé *“Mugabe resserre son contrôle sur le Zimbabwe”* est publié dans *The Socialist*, organe du Socialist Party, représentant le courant nommé CWI (3) en Angleterre et au Pays de Galles.

Ce courant y expose son analyse de la situation suite aux élections du 31 mars 2005 :

« Suite aux élections générales du 31 mars au Zimbabwe, où le parti dirigeant Zanu-PF a remporté une “victoire écrasante”, le président Robert Mugabe a

déchaîné la police armée contre les vendeurs à la sauvette et les habitants des bidonvilles » (4).

Vous avez bien lu, dans un pays dont Bush a décidé, en l’inscrivant sur la liste du prétendu “axe du mal”, qu’il pourrait subir le même sort que l’Irak... la seule violence à signaler, c’est l’opération de police Murambatsvina dans les bidonvilles de Harare. On notera au passage que pas un mot n’est écrit pour donner les raisons de l’état de barbarie dans lequel se trouve, comme tout le reste de l’Afrique, le Zimbabwe. Il n’y a pas d’impérialisme, pas de plans d’ajustement structurel du FMI, qui exigent privatisations-destructions... Tout cela, pour *The Socialist*, n’existe pas !

Quant au reproche majeur qui est fait contre cette opération de police, c’est qu’elle visait à *“une autre vague de la répression d’Etat visant à affaiblir les opposants à Mugabe”*.

UNE “OPPOSITION” SOUTENUE PAR LES PARTISANS DE L’APARTHEID ET LES ANCIENS COLONISATEURS BRITANNIQUES

Dans un autre article, intitulé *“La plus grande fraude de 2005”*, un représentant du Democratic Socialist Movement, organisa-

(2) MST : Mouvement des paysans sans terre du Brésil, qui organise l’occupation des grandes propriétés par les paysans.

(3) Le Comité pour une Internationale ouvrière (CWI) est issu d’un courant “droitier” mené par Ted Grant, qui trouve son origine dans l’éclatement de la section britannique de la IV^e Internationale en 1949. Ce courant, connu sous le nom de son journal *Militant* créé en 1964, est devenu un temps la section britannique du Secrétariat unifié pabliste, avant de le quitter en 1965. C’est en 1974 qu’est déclarée la constitution du CWI. Depuis l’éclatement du groupe Militant dans les années 1990, le CWI est la fraction rattachée au “Socialist Party” de Grande-Bretagne, qui a abandonné le combat à l’intérieur du Labour Party. Le CWI est dans le monde entier partie prenante et organisateur des “forums sociaux”, donc partie prenante de la grande famille “altermondialiste”.

(4) Suite à cette opération de police appelée Murambatsvina (“Restaurer l’ordre”), une commission d’enquête de l’ONU présidée par M^{me} Anna Tibajuka, sous-secrétaire de l’agence de l’ONU UN-Habitat, a été dépêchée au Zimbabwe. Notons simplement le ton très modéré du rapport de M^{me} Tibajuka, pourtant peu suspecte de sympathie pour le régime.

tion du CWI en Afrique du Sud, s'exprime ainsi :

“Pour la troisième élection consécutive, le Zimbabwe African National Union-Patriotic Front (Zanu-PF) de Robert Mugabe a contrecarré la volonté du peuple et conservé le pouvoir au moyen d'élections truquées (...). Des membres du MDC ont déclaré avoir été victimes de tirs, de jets de pierres, matraqués.”

Là encore, notons qu'on nous parle avec le même vocabulaire que Bush et Blair : il y a eu au Zimbabwe des “élections truquées” !

Mais au fait, qu'est-ce que ce malheureux parti d'opposition, le MDC, victime de toutes ces “violences” ? Et qui sont ces ONG de “l'opposition zimbabwéenne” que la presse du CWI cite à foison pour dénoncer la “violence” de Mugabe ?

Le Monde diplomatique (mai 2002), organe “altermondialiste” qui ne s'illustre pas par la défense de la réforme agraire au Zimbabwe, doit lui même reconnaître à propos de cette “opposition”

“les ambiguïtés, le caractère hétéroclite, sinon douteux, de ses alliances : depuis Londres, la fondation Westminster l'appuie financièrement, la droite sud-africaine de M. Anthony Leon n'est pas en reste, aux côtés de la nébuleuse des ONG du Zimbabwe. Nombre d'entre elles, récemment créées, sont en bonne part financées depuis l'Europe et les Etats-Unis, et s'emploient (...) à dénoncer les violations des droits de l'homme commises par le régime.”

La “droite sud-africaine”, c'est-à-dire les partisans du régime raciste de l'apartheid ! Et les “fondations” directement liées à l'ancien colonisateur britannique ! Voilà les “sponsors” de “l'opposition” zimbabwéenne !

Quant au MDC, les faits sont tellement énormes que CWI lui-même est d'ailleurs obligé d'écrire :

« La direction du MDC a effectué un rapide tournant à droite avec les capitalistes zimbabwéens et les fermiers blancs, ainsi qu'un “think-tank” américain droitier — la Freedom Foundation — faisant don d'un million de dollars US. En conséquence, le MDC a adopté les mêmes politiques néo-libérales qui ont déjà dévasté le pays et le niveau de vie des Zimbabwéens. »

Si l'on comprend bien, le MDC et les ONG “d'opposition” sont directement liées aux supporters de l'apartheid et aux “spon-

sors” de l'ancien colonisateur britannique... Et le principal problème au Zimbabwe, pour nos “révolutionnaires” du CWI, c'est que ces gens-là n'auraient pas été autorisés à participer aux élections “à la loyale” ? Mais n'importe quel militant honnête est en droit de poser une question au CWI : quelle est votre position ? Entre “l'opposition” manipulée par Bush et Blair et un gouvernement qui donne la terre aux paysans, où vous situez-vous ?

C'est très facile, dans un bureau, à Londres, de décider de ne pas “prendre parti”... mais sur la ligne de front, entre l'impérialisme qui menace d'une intervention armée et un gouvernement qui donne la terre aux paysans, ne pas prendre parti, c'est choisir son camp !

DECRETER LA REFORME AGRAIRE : DE LA “DEMAGOGIE GAUCHISTE” ?

Quant à l'appréciation de la réforme agraire engagée en 2000, les représentants du CWI en Afrique du Sud expliquent :

« Mugabe a resserré son emprise sur le pouvoir en combinant la démagogie gauchiste à travers le prétendu programme de “réforme agraire”, une campagne de terreur et de subversion du processus judiciaire, une amnistie pour les violences relatives aux élections, et en manipulant les limites des circonscriptions électorales pour réduire les sièges en zones urbaines contrôlées par le MDC et en les augmentant dans les zones rurales. »

Pour le CWI, décréter la réforme agraire, c'est... de la “démagogie gauchiste” ! Réforme agraire que ces gens évoquent au milieu de la “terreur”, des “violences” et des “manipulations électorales”.

Une réforme agraire, serait-ce un acte criminel ?

Mais est-ce de la “démagogie”, pour le paysan noir affamé, que de prendre la terre exploitée jusque-là par une minorité blanche, pour la donner à la majorité noire sans terre ? Avec ironie, le CWI écrit :

“Faisant face à la défaite des élections générales de juin 2000, Mugabe, après vingt années de bons et loyaux services au capitalisme, à l'impérialisme et à la domination de la minorité blanche, est soudainement devenu un champion des démunis. Il a mobilisé les vétérans de la guerre de

libération pour saisir de force les terres de fermiers blancs.»

Et alors ? Oui ou non, la terre a-t-elle été donnée aux paysans ? Peut-être, messieurs les grands “révolutionnaires”, cela vous est indifférent, mais pour le paysan noir du Zimbabwe qui peut enfin vivre de son travail, pour le paysan d’Azanie qui regarde ce qui se passe au Zimbabwe et se dit : *“La preuve est faite qu’il est possible de donner la terre à la majorité noire”*... est-ce indifférent ?

Certes, nos “révolutionnaires” finissent alors par reconnaître que

“le problème de la propriété de la terre est bien évidemment un véritable problème. C’était la question sociale centrale durant la guerre de libération.”

Mais c’est pour immédiatement ajouter :

“Mais plus de vingt ans après l’indépendance, il y a eu peu de changement. Selon le gouvernement du Zimbabwe, en 2002, quelque 4 400 Blancs possédaient 32 % des meilleures terres agricoles, pendant qu’environ un million de familles paysannes noires en cultivaient (dans des zones sujettes à la sécheresse) e n v i r o n 38 %.”

“Peu de changement” ! On croit rêver ! Oui ou non, 4 000 fermes appartenant aux fermiers blancs ont été données aux paysans noirs ?

PEUT-ON NIER LES FAITS ? 4 000 FERMES ONT ÉTÉ SAISIÉS EN CINQ ANS

Ce n’est pas nous qui le disons, c’est un fait reconnu par les agences de presse les plus officielles :

“Depuis 2000, le gouvernement du Zimbabwe a saisi quelque 4 000 fermes, dont il a redistribué les terres aux Noirs dans le cadre de la réforme agraire, afin de corriger, selon lui, les inégalités héritées de la colonisation britannique.”

Un amendement constitutionnel controversé approuvé par le président Robert Mugabe au début du mois de septembre autorise l’Etat à s’attribuer la propriété des fermes dès que l’avis d’expropriation a été publié, rendant tout recours impossible de la part des fermiers lésés.

Il reste moins de 500 fermiers blancs au Zimbabwe, où l’agriculture a représenté autrefois jusqu’à 40 % de l’activité écono-

mique” (AFP, 30 septembre 2005).

Est-ce suffisant ? Certes non, mais alors que l’impérialisme a exercé et exerce la pression la plus brutale pour que la terre reste entre les mains de quelques milliers de grands propriétaires blancs, alors qu’en Afrique du Sud, le gouvernement de Mbeki (et bien qu’il soutienne le gouvernement Mugabe) refuse de donner la terre à la majorité noire, le fait que le gouvernement du Zimbabwe ait commencé à prendre les terres... est-ce “insignifiant”, ou bien est-ce un premier pas que tout révolutionnaire doit soutenir ?

Le CWI poursuit :

“Toutefois, les occupations de terres ne correspondaient pas à un soulèvement paysan ou à programme exhaustif de réforme agraire, ce qui entraînerait la nationalisation non seulement des grandes fermes commerciales, mais aussi des secteurs dirigeants l’économie.”

Ah ! les grands “révolutionnaires” que voilà ! Confortablement installés dans leurs bureaux, à Londres, ils jugent à l’aune de critères absolus quelle réforme agraire est “exhaustive” ou pas !

Mais messieurs, le paysan du Zimbabwe a-t-il le droit de prendre la terre ou pas ?

TOUT CA... POUR CA !

Au moment où Bush et Blair redoublent de menaces d’intervention militaire contre le Zimbabwe, une question ne manque pas d’occuper l’esprit du lecteur et du militant honnête : qu’en est-il de l’impérialisme pour le CWI ? Une des rares fois où ce courant y fait référence, c’est pour ironiser sur « *la rhétorique populiste, quasi gauchiste, anti-impérialiste — avec des slogans tels que “l’élection anti-Blair”* » de Mugabe.

C’était donc pour en arriver là ! La principale accusation du CWI contre Mugabe, c’est qu’il a organisé les élections sous le slogan “*Le référendum anti-Blair*” ! Nous n’avons pas tous les éléments sur le déroulement de la campagne électorale au Zimbabwe pour nous prononcer, mais s’il est vrai que c’est sous ce mot d’ordre que les élections ont été conduites par Mugabe, n’importe quel ouvrier anglais devrait se réjouir qu’un peuple se dresse contre Blair, le même qui, en Grande-Bretagne, renforce

les lois antisyndicales de Thatcher, liquide les libertés démocratiques séculaires et privatise à tour de bras la santé, les transports et les services publics au nom de l'Union européenne.

N'importe quel ouvrier anglais ne pourrait que s'en féliciter...

Mais le CWI s'en indigne ! A quel point faut-il être lié à son propre impérialisme pour faire de telles déclarations !

Car il est nécessaire de préciser à nos lecteurs une information importante. La principale organisation du CWI est le "Socialist Party" de Grande-Bretagne, issu de la crise du groupe Militant. Or la Grande-Bretagne est l'ancien colonisateur du Zimbabwe, alors connu sous le nom de Rhodésie, et la plupart des riches fermiers blancs sont les héritiers des colons britanniques, certains membres de l'aristocratie britannique.

Répétons que dans le déchaînement impérialiste contre le Zimbabwe, c'est le prétendu "socialiste" Blair, comme porte-parole de l'impérialisme britannique, qui a été le plus haineux à aboyer les menaces commanditées par Bush.

Une organisation révolutionnaire authentique en Grande-Bretagne devrait donc être la plus acharnée à défendre le Zimbabwe contre son propre impérialisme. Elle devrait se féliciter que les élections prennent la tournure d'un référendum "anti-Blair" et organiser la solidarité avec le Zimbabwe dans les organisations ouvrières, en expliquant en quoi les travailleurs britanniques, que la politique de privatisations de Blair jette à la rue, ont intérêt à soutenir le Zimbabwe... Elle appellerait les ouvriers anglais à chasser Blair du Labour Party pour aider les paysans noirs à chasser Blair et ses fermiers du Zimbabwe !

Or toute l'orientation du CWI vise à dédouaner l'impérialisme nord-américain et ses valets, derrière un verbiage "révolutionnaire" et une phraséologie "socialiste". Ainsi, le site du CWI publie une "Lettre d'un socialiste du Zimbabwe" :

"La voie la plus efficace pour remporter la lutte sera la construction d'un parti des travailleurs de masse avec un programme socialiste.

C'est uniquement sur la base d'un authentique programme socialiste, combinant la nationalisation des secteurs principaux de l'économie et de toutes les fermes

commerciales sous le contrôle des travailleurs, et la distribution de terre à ceux qui en sont privés avec un support étatique correct en termes de semences, nourriture, outils agricoles et formation, que la classe ouvrière pourra offrir aux travailleurs agricoles et aux paysans pauvres une base pour l'unité.

Les politiques capitalistes, même appliqués par un gouvernement Zanu-PF ou par une coalition avec le MDC, ne feront qu'amener plus de misère pour les masses. Un programme socialiste poserait les bases pour un appel des travailleurs zimbabwéens à leurs frères et sœurs de classe du continent sud-africain, particulièrement la classe ouvrière d'Afrique du Sud — potentiellement la plus puissante du continent africain.

Une révolution socialiste offre la seule possibilité pour l'éradication définitive de la faim, de la pauvreté, de la maladie et de la guerre, et une prospérité durable pour tous."

La belle leçon de "socialisme" que voilà ! Vous nous parlez de "socialisme", de "parti révolutionnaire"... et vous refusez de prendre position pour la défense des paysans noirs du Zimbabwe qui prennent la terre !

Le combat pour le socialisme, c'est le combat pratique pour la terre aux paysans, pour la saisie des terres ! C'est le soutien inconditionnel aux paysans sans terre du Zimbabwe et à leur gouvernement quand il donne la terre, contre les brigands impérialistes Bush et Blair qui menacent d'étrangler le Zimbabwe !

Même des sénateurs du Congrès américain sont plus à gauche que vous, messieurs les "socialistes", à l'instar de Cynthia McKinney, d'Atlanta, citée plus haut, qui dénoncent les mesures "terribles et racistes" de Bush à l'encontre du Zimbabwe, tandis que nos "socialistes" du Zimbabwe n'en disent pas un mot ?

LA POLITIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE : INCONDITIONNELLEMENT DANS LE CAMP DES OPPRIMÉS CONTRE LES ASSAULTS DE L'IMPÉRIALISME

Pour notre part, nous souscrivons pleinement à la déclaration de nos camarades du SOPA, plus que jamais d'actualité :

« Le sort de l'élection avait été décidé

par l'impérialisme, conduit en particulier par les impérialismes américain et britannique, bien avant que la date de l'élection ne soit même annoncée. Leurs déclarations étaient très claires : "Pile, je gagne, face, tu perds", sans alternative possible pour Mugabe à leurs yeux. Il avait été dit bien avant l'élection que si Mugabe gagnait, celle-ci serait déclarée "non libre et inéquitable", la seule solution acceptable pour eux étant la victoire du MDC, le parti d'opposition, qui est clairement "dans la poche de l'impérialisme", et coupable de trahison si on se réfère à un vieil adage britannique : "Tu commets une trahison en acceptant l'argent de régimes ennemis." Malgré tout cela (...), la population a donné le mandat (à Mugabe et à son parti, vainqueurs des élections — NDLR) de poursuivre la réforme agraire, de pour-

suivre la saisie des terres des fermiers blancs et des grosses entreprises sans indemnité, et de donner la terre aux paysans noirs sans terre. Ils veulent que le gouvernement Mugabe prenne le contrôle complet des terres et des richesses du Zimbabwe et qu'il mette ces biens à la disposition des Zimbabwéens (...). Notre position est simple : bien que nous puissions ne pas être en accord avec la totalité de la politique de Mugabe, tout comme de Chavez, nous les soutenons totalement et inconditionnellement contre les assauts de l'impérialisme » (éditorial de *In Defence*, journal du Socialist Party of Azania, mars 2005).

Razik Filali

Repères

Un document de l'ONU : "La propriété foncière en Afrique"

"En Afrique australe, par exemple, la répartition faussée à l'extrême de la propriété foncière est particulièrement abusive en Afrique du Sud, où 65 000 fermiers sud-africains blancs, qui ne représentent que 5 % de la population, possèdent près de 87 % de la terre. La moyenne de terre possédée par personne en Afrique du Sud est légèrement supérieure à un hectare pour les Noirs et 1 570 hectares pour les Blancs. Au Zimbabwe, jusqu'à très récemment, environ 4 500 entrepreneurs agricoles blancs contrôlaient 31 % des meilleures terres, soit environ 42 % des terres agricoles, en tant que propriétaires indépendants, tandis que 1,2 million de familles subsistent sur 41 % de la superficie du pays (ibidem). En Namibie, quelque 4 000 colons propriétaires Blancs possèdent 6 400 fermes, d'une taille moyenne de 5 700 hectares chacune. D'un autre côté, l'agriculture de petite taille couvre 34 millions d'hectares et fait vivre 140 000 familles (environ 50 % de la population)" ("Land Tenure Systems and their impacts on Food security and sustainable development in Africa", page 34).

2000 : Mugabe propose une nouvelle Constitution. Cette Constitution contient un article qui permet au gouvernement de confisquer sans indemnité ni rachat les terres des Blancs pour les redistribuer aux Noirs. En avril 2000, le Parlement adopte un amendement qui autorise, dans les mêmes termes que le projet avorté de Constitution, la saisie des terres des Blancs.

En décembre 2001, Bush fait adopter les premières mesures de sanctions contre le Zimbabwe, organisant son étranglement par les institutions financières internationales ("*Zimbabwe Democracy and Economic Recovery Act*").

Après les élections de 2002, jugées "non équitables" par l'opposition et la "communauté internationale" — c'est-à-dire le Royaume-Uni et les États-Unis —, les sanctions économiques s'abattent : pas de pétrole, pas de devises étrangères, pas de pièces de rechange. Le FMI menace d'exclure le Zimbabwe.

De 2000 à 2005, les occupations de fermes se poursuivent et sont désormais pérennisées par la loi. Le Zimbabwe est exclu du Commonwealth et les membres du gouvernement sont interdits de séjour par l'Union européenne, les États-Unis et l'Australie.

La 17^e réforme constitutionnelle est adoptée le 2 septembre 2005. Le point essentiel est la nationalisation des terres agricoles. Cela signifie que, désormais, les propriétaires terriens blancs expropriés ne pourront plus contester les acquisitions de terres devant les tribunaux.

Octobre 1965 : le massacre contre-révolutionnaire en Indonésie

Par François Forgue

“Les communistes, leurs sympathisants et leurs familles sont massacrés par milliers. Des unités spéciales de l’armée ont exécuté des milliers de communistes, après les avoir interrogés dans des prisons secrètes. Armés de couteaux, des bandes (...) entrent la nuit dans les maisons des communistes et assassinent tous les membres de leurs familles (...). Les tueries ont pris une telle ampleur que le nombre de cadavres a créé de sérieux risques d’épidémie à l’est de Java et dans le nord de Sumatra, où l’air est infesté par l’odeur de la décomposition. Des témoins qui se trouvaient dans ces régions racontent que les rivières sont littéralement pleines de cadavres, au point que la circulation sur les cours d’eau a été entravée.”

Les lignes qui précèdent sont tirées du reportage publié dans la revue *Time*, datée du 17 décembre 1965. Elles donnent une idée de ce que fut le massacre contre-révolutionnaire perpétré en Indonésie, il y a quarante ans.

•
•

Le 30 septembre 1965, dans la nuit, à Djakarta, capitale de l’Indonésie, des unités

militaires arrêtent plusieurs généraux de l’armée indonésienne, proclamant qu’il s’agit d’étouffer dans l’œuf un complot contre-révolutionnaire d’une fraction du haut commandement militaire, alliée à la CIA, contre le président Sukarno, chef de l’Etat depuis la proclamation de l’indépendance de l’Indonésie, en 1945.

Les généraux arrêtés sont exécutés sur place, à l’exception du plus important d’entre eux, le général Nasution, qui parvint à s’enfuir. Aujourd’hui encore, comme le notent tous les commentateurs,

“le coup d’Etat du 30 septembre 1965 reste entouré de mystère. Cette nuit-là, les six généraux les plus gradés de l’armée sont enlevés et assassinés par des membres de la garde présidentielle du Palais. C’est à la suite de ce coup d’Etat, attribué aux communistes, que le général Suharto (dont on sait qu’il détiendra ensuite le pouvoir jusqu’en 1998 — NDLR), étrangement épargné par les conspirateurs, prend le pouvoir (...). Il prend le contrôle de la capitale dès la fin de la journée du 1^{er} octobre, sans rencontrer beaucoup de résistance de la part des insurgés.” (François Raillon, *Indonésie : la réinvention d’un archipel*, La Documentation française, Paris 1999.)

**“L'UN DES PIRES MEURTRES
DE MASSE DU XX^e SIÈCLE”
(RAPPORT INTERNE DE LA CIA)**

Dès le 1^{er} octobre, le Parti communiste indonésien (PKI), désigné comme responsable, est dans les faits placé hors la loi, et la violence s'exerce contre lui dans les conditions décrites par la revue *Time*.

Les massacres qui se prolongent pendant plusieurs semaines, et qui seront suivis pendant des décennies par l'emprisonnement de centaines de milliers de personnes, sont caractérisés dans l'ouvrage de François Raillon, cité plus haut, de la manière suivante :

“La violence de ces événements tient en fait à l'addition des facteurs de tension : la prise de pouvoir par l'armée après les années de mobilisation permanente de la période Sukarno, le clivage entre musulmans pieux et paysans de religion javanaise, la répression anticommuniste et la lutte des classes rurales, qui a pris la forme d'une revanche sociale. La terreur blanche s'est exercée contre les ouvriers agricoles, qui, poussés par le Parti communiste, avaient occupé les rizières des propriétaires musulmans absents ou jugés trop riches. Forts de la protection de l'armée, les propriétaires ont récupéré leurs terres par la force, en éliminant les occupants sans titre.”

Il s'agit bien, avant tout, d'une revanche sociale. Les massacres frapperont les ouvriers, qui ont revendiqué pour l'augmentation de leurs salaires et qui ont parfois occupé leurs entreprises, et les paysans sans terre, qui ont occupé celles des grands propriétaires. Certes, le fanatisme religieux et les superstitions ont été utilisés — comme d'ailleurs l'argent — pour former des milices qui ont secondé l'armée dans cette Saint-Barthélemy sociale, mais la racine du déchaînement sans frein de la violence, c'est la peur des possédants, leur haine des travailleurs.

Si dans certaines régions, c'est l'islam qui a été invoqué (87 % des Indonésiens sont de religion musulmane), dans d'autres, ce sont des organisations chrétiennes qui ont accompli la besogne.

A Bali, dont les publicités touristiques vantent la douceur, ce sont des organisations hindouistes qui ont été à la pointe d'abominables massacres : on évalue à

100 000 le nombre de personnes assassinées à Bali.

Sur l'ensemble du territoire indonésien, le nombre de victimes dans les mois qui suivirent se monte, selon les estimations les plus restrictives, à plus de cinq cent mille, vraisemblablement à un million, chiffre établi par Amnesty International dans un rapport de 1977. Des centaines de milliers d'autres Indonésiens ont été arrêtés, parqués dans des camps de concentration. Certains seront encore exécutés dix ans après le coup d'Etat, et de nombreux autres détenus pendant des décennies.

Le massacre et la prise du pouvoir par Suharto ont été perpétrés avec l'appui des puissances impérialistes, en particulier de l'impérialisme américain, mais aussi de l'impérialisme britannique.

La puissance de feu de l'armée ne suffisait pas, et elle ne disposait pas, pas plus que la bourgeoisie indonésienne, divisée et hésitante, de la force politique nécessaire. Il fallait la caution et l'engagement de l'impérialisme. Il fallait, au moment où l'intervention américaine s'accroissait au Vietnam, que l'ordre régnât en Indonésie.

“En mai, un document du Foreign Office, retrouvé chez un Américain, membre de la CIA, a révélé qu'un groupe de généraux, soutenus par une puissance étrangère, seraient déterminés à renverser le régime (...). Plus éclairant encore, lors des massacres de communistes, Francis Galbraith, responsable de la mission d'information, puis ambassadeur des USA à Djakarta, a fait comprendre à l'état-major indonésien que l'ambassade et le gouvernement sont satisfaits, voire admiratifs, devant ce que l'armée indonésienne est en train d'accomplir.” (Alexandre Messenger, *Indonésie : chroniques de l'ordre nouveau*, édition L'Harmattan.)

Le quotidien britannique *The Guardian*, daté du 6 octobre 2005, l'un des rares journaux à revenir sur les événements d'Indonésie, à l'occasion du quarantième anniversaire, cite Andrew Gilchrist, alors ambassadeur de Grande-Bretagne, qui notait dans un rapport :

“Je n'ai jamais caché ma conviction que quelques fusillades en Indonésie constitueraient un préalable nécessaire à tout changement effectif.”

Robert J. Martens, qui avait été attaché aux affaires politiques de l'ambassade américaine en Indonésie, a expliqué comment

l'ambassade et les agents locaux de la CIA avaient fourni 5 000 noms aux escadrons de la mort de l'armée indonésienne, ajoutant :

“J’ai sans doute beaucoup de sang sur les mains, mais il y a des moments où il faut savoir frapper fort quand il faut.”
(*Washington Post*, 21 mai 1990.)

L'assassinat par centaines de milliers d'ouvriers et de paysans indonésiens, la décimation systématique de tout ce qui formait l'avant-garde sociale de l'Indonésie, n'a jamais mérité une ligne ou même une note de bas de page dans les volumineux réquisitoires contre le “totalitarisme” rassemblés dans divers prétendus Livres noirs. Il a fallu, par une sinistre ironie, que ce soit certains des organisateurs de la tuerie qui en donnent une caractérisation exacte :

“En termes de nombre, les massacres anticommunistes d'Indonésie constituent l'un des pires meurtres de masse du XX^e siècle” (rapport interne de la CIA, Washington, 1968).

Ne serait-ce que parce que la classe ouvrière, dans son combat international comme dans chaque pays, doit s'appuyer sur son histoire et ses expériences, ne pas oublier cet anniversaire, rendre hommage à cette génération de militants ouvriers et paysans exterminés par la réaction est un devoir politique. Il est également nécessaire de revenir sur les leçons à tirer de cette tragique expérience.

LES CAUSES DE LA DÉFAITE

En effet, si les responsabilités directes des massacres de 1965 sont clairement établies, une autre question se pose : comment un parti politique, le PKI, qui, à la veille du coup contre-révolutionnaire, affirmait compter trois millions d'adhérents et influencer dix ou quinze millions d'Indonésiens au travers d'organisations syndicales ouvrières et d'organisations paysannes, a-t-il pu être liquidé pratiquement sans résistance ?

Certains historiens considèrent que les chiffres d'adhérents sont exagérés. Peut-être, mais personne ne peut nier l'influence que le PKI exerçait alors sur les masses travailleuses. Il avait obtenu près de 8 millions de voix aux dernières élections (élections municipales de 1957) et rassemblait des

centaines de milliers de participants dans ses meetings et manifestations à travers tout le pays. Il s'appuyait sur une profonde radicalisation des travailleurs des villes et des campagnes, qui s'était exprimée dans de grandes grèves et dans un mouvement de saisie des terres dans les années précédant immédiatement le coup d'Etat contre-révolutionnaire d'octobre 1965. Il apparaissait en fait comme le seul parti existant en dehors de l'appareil d'Etat et de ses émanations. Les masses se tournaient vers lui. Elles chargeaient ce parti de réaliser leurs aspirations révolutionnaires, un parti qui pouvait se réclamer d'une longue tradition de lutte, remontant au combat contre le colonialisme hollandais dès les années 1920 et qui bénéficiait de l'immense prestige de la révolution chinoise, renforcé encore par l'appui ouvert que lui apportait le Parti communiste chinois (1).

L'effondrement du PKI paraissait d'ailleurs, à l'époque, tellement invraisemblable qu'un journal aussi prudent que *The Economist* écrivait, le 16 octobre 1965 :

“Le parti politique le plus important d'un pays ne peut pas être jeté dans la clandestinité sans le risque d'une guerre civile.”

Et pourtant, sauf quelques actes de résistance non coordonnés, des mutineries limitées dans certaines unités militaires, ce fut avant tout un massacre et pas une guerre. Si, socialement, ce qui s'est passé en Indonésie en 1965 a pu être caractérisé de “guerre civile”, il s'est agi d'une guerre civile unilatérale : d'un côté, non seulement la force des armes, mais la conviction qu'il est nécessaire d'en finir par tous les moyens ; de l'autre, un parti nullement préparé à cette épreuve, paralysé par les conséquences de l'orientation qu'il a suivie pendant des années.

Le principal dirigeant du PC indonésien, D.-N. Aidit, son secrétaire général, en fuite,

(1) Il n'entre pas dans les limites de cet article d'esquisser une histoire du PC indonésien. Rappelons simplement que, constitué en 1920, il a été la première section de l'Internationale communiste en Asie. Parmi ses fondateurs, se trouvait le militant révolutionnaire hollandais H. Sneevliet, qui rejoindra plus tard les rangs de l'Opposition de gauche. Ultérieurement en conflit politique avec Trotsky, notamment sur la proclamation de la IV^e Internationale, il dirigea le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire de Hollande. Il fut fusillé par les nazis en juin 1942.

semble n'avoir pu trouver de refuge et, après avoir erré en vain, il est arrêté et exécuté sans jugement. Le comité central, ou même une partie de celui-ci, n'a pu se réunir. Des militants du parti, rescapés du massacre, ont expliqué depuis "*qu'ils attendaient les consignes*", qu'en fait le parti attendait ce que ferait Sukarno.

Pour comprendre cette attitude, il faut examiner la politique pratiquée par le Parti communiste indonésien, en particulier la politique suivie à l'égard du régime de Sukarno, lorsque celui-ci s'est stabilisé au début des années 1950. Mais il faut d'abord la restituer dans le cadre des développements mondiaux qui ont marqué la fin de la Seconde Guerre mondiale et des conditions dans lesquelles l'Indonésie s'est constituée comme État indépendant.

Comme on le sait, la crise révolutionnaire de 1943-1945, contenue en Europe grâce à la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne et au prix de concessions considérables aux masses travailleuses, avait été marquée également par le développement de puissants mouvements révolutionnaires dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, aboutissant à l'effondrement des vieux empires (britannique, français et, dans le cas de l'Indonésie, hollandais).

Le colonialisme hollandais s'était maintenu par les moyens d'une domination particulièrement féroce. Un seul chiffre permet d'apprécier ce que son "œuvre civilisatrice" lègue à l'Indonésie en 1945 : sur une population totale de 70 millions d'habitants, moins de 4 000 personnes possèdent une formation universitaire.

En 1942, les forces japonaises occupent l'Indonésie. En 1945, au moment où se prépare la capitulation du Japon, un groupe de nationalistes, dont Ahmed Sukarno, proclame la constitution de la République indonésienne, mais celle-ci ne sera pas reconnue par les grandes puissances. La Hollande n'ayant pas les moyens d'intervenir directement, ce sont des forces britanniques, utilisant d'ailleurs comme supplétifs des unités japonaises restées sur place, qui interviendront pour rétablir l'ordre. Elles se heurteront à une puissante résistance populaire, et les années qui suivront seront marquées par deux tentatives de reconquête militaire hollandaise, qui échoueront face à la mobilisation révolutionnaire des peuples d'Indonésie pour leur indépendance et leur unité.

C'est dans ce combat que se constitue effectivement la République indonésienne, que se forge le sentiment d'appartenance à une même nation, par-delà les différences d'origine, de langue, de religion.

LE REGIME DE SUKARNO

Ce n'est donc qu'en 1949, après l'échec des tentatives de reconquête par l'ancienne puissance coloniale, que le régime indonésien né de la proclamation d'indépendance établit son autorité sur l'ensemble du territoire et obtient son indépendance politique. Il reste pourtant étroitement subordonné économiquement à l'ancienne puissance coloniale et lié à elle par des accords politiques dits de "la Table ronde" signés en 1949.

La bourgeoisie nationale se montre incapable de donner un contenu authentique à cette indépendance politique. Ses liens avec, d'une part, l'impérialisme et, d'autre part, les grands propriétaires fonciers, les dignitaires religieux lui interdisent de réaliser pleinement l'unité de la nation qui avait commencé à se forger contre le colonialisme. Se refusant à promouvoir la démocratie par le moyen d'une Assemblée constituante (ce n'est que plus tard, dans le cadre d'un régime déjà établi, qu'une Assemblée se verra octroyer des pouvoirs constituants), elle établit son pouvoir au sommet par un accord instable entre ces différentes composantes.

L'Indonésie

Proclamation de l'indépendance : 1945.

Fin des tentatives de reconquête hollandaise : 1949.

Massacre contre-révolutionnaire : octobre 1965.

Chute de Suharto : mai 1998.

Actuel président : Susilo Bambang Yughonyono.

Superficie 1 904 570 km².

Population : 220 millions d'habitants.

Non seulement le régime qui se constitue alors n'entreprend ni réforme agraire profonde ni remise en cause du poids de l'impérialisme dans l'économie indonésienne, mais il n'établit même pas un régime de démocratie politique formelle.

Dans le cours de la lutte pour assurer le contrôle de l'Etat indonésien sur l'ensemble de son territoire, l'armée s'est érigée comme la colonne vertébrale du pouvoir, mais la principale figure politique demeure Sukarno, qui a été l'un des animateurs du mouvement national depuis les années 1930.

Simultanément, les conséquences de la guerre menée contre l'impérialisme hollandais entraînent une mobilisation et un approfondissement du mouvement des masses, pour qui la réalisation effective de l'indépendance se combine avec l'expropriation des impérialistes et des capitalistes locaux qui leur sont subordonnés, comme des grands propriétaires fonciers. Sukarno, pour sa part, incarne une fraction de la jeune et faible bourgeoisie indonésienne, qui cherche à utiliser à son profit la situation mondiale et les conséquences du soulèvement révolutionnaire des peuples d'Indonésie, estimant qu'il existe une marge pour imposer de plus grandes concessions à l'impérialisme.

Sukarno et son parti ne mettront jamais en cause l'ordre mondial fondé sur la propriété privée des moyens de production, et donc la légitimité des investissements et du contrôle impérialiste sur certaines des richesses de l'Indonésie, comme le pétrole, qui, même dans les périodes les plus tendues, demeura pour l'essentiel propriété de firmes étrangères.

Pas plus, Sukarno ne s'orientera vers la réalisation effective de la démocratie, c'est-à-dire qu'il n'acceptera jamais que ce soit le peuple qui, en s'organisant, décide et désigne ses représentants souverains. Au contraire, il maintiendra toujours, au-dessus de toute loi, les principes fondateurs de la République qu'il a édictés et qui — nous y reviendrons plus loin — prétendent nier la lutte des classes.

Sukarno s'est appuyé, d'un côté, sur la hiérarchie militaire et, de l'autre — dans la mesure où il avait besoin, face à l'impérialisme, d'une mobilisation contrôlée des masses —, sur le PKI, auquel, en échange, il assurait sa protection, à condi-

tion que celui-ci se comporte comme son allié le plus fidèle.

Il n'est pas question dans cet article d'entrer dans le détail de l'histoire politique de l'Indonésie entre 1949 et 1965.

Soulignons simplement que, contrairement aux affirmations répétées du pouvoir sur "l'harmonie nationale" qui devait régner, cette histoire est faite d'une succession de crises, de convulsions, de tentatives de putsch, de révoltes régionales, expressions de l'impasse dans laquelle se trouve la bourgeoisie nationale, et des interventions constantes de l'impérialisme, d'abord, de l'impérialisme hollandais, puis, lorsque la débilité de ce dernier le contraint à s'effacer, de l'impérialisme américain.

"LA BOURGEOISIE NATIONALE DU CÔTÉ DE LA RÉVOLUTION"

Les développements de la situation sont en même temps rythmés par le fait qu'à chaque occasion, la classe ouvrière et les masses de la paysannerie cherchent à reprendre l'initiative pour faire prévaloir leurs aspirations. Comme nous l'avons indiqué, le PKI, durant toute cette histoire, s'aligne sur la politique de Sukarno et se soumet de plus en plus aux limites que celui-ci fixe. La base idéologique par laquelle il justifia l'abandon de son indépendance politique, au nom de l'appui à Sukarno, fut "*la théorie du bloc des quatre classes*", celle-là même qui avait préparé l'écrasement de l'avant-garde ouvrière et paysanne en Chine, en 1927.

L'ironie de l'histoire veut d'ailleurs que ce soit avec l'appui et la couverture de la direction maoïste du PC chinois que le PKI s'engagea plus avant dans cette politique. C'est ainsi que, parlant dans une école de cadres du comité central du PC chinois, le 2 septembre 1963, D.-N. Aidit, principal dirigeant du PKI, expliquait :

"L'alliance avec la bourgeoisie nationale a été réalisée. La bourgeoisie nationale commence à se mettre du côté de la révolution (...). Nous avons maintenant collaboré avec la bourgeoisie indonésienne pendant presque dix ans, et les forces révolutionnaires ont continué à se développer au lieu de se réduire, tandis que les forces réactionnaires ont essuyé échec après échec." (*La Révolution indonésienne et les*

tâches immédiates des communistes, Éditions de Pékin, 1965.)

Le 10 février 1963, s'adressant au comité central du PKI, Aïdit déclarait :

“Notre parti, en commun avec le président Sukarno, est parvenu à insuffler un esprit d'audace parmi les larges masses du peuple indonésien.”

Le Parti communiste indonésien saluait — et se réclamait — des “cinq principes” sur lesquels Sukarno avait constitué la République. Ces “cinq principes” (en indonésien, *Pancasila*) étaient les suivants : croyance en un dieu unique, humanité juste et civilisée, unité de l'Indonésie, souveraineté populaire guidée par la sagesse des délibérations et de la représentation, justice sociale.

En approuvant ces principes, le PKI reconnaissait le système déclarant que les athées se plaçaient hors des lois indonésiennes, principe qui a été utilisé de la manière que l'on sait en octobre 1965. Mais, de plus, si on examine ces principes, on s'apercevra qu'ils identifient la démocratie à la recherche d'un consensus et non à l'exercice de la souveraineté populaire, qu'ils nient l'existence de classes aux intérêts opposés et qu'aucune revendication sociale, fondatrice de la démocratie bourgeoise (par exemple, la réforme agraire) n'y figure.

Cette politique s'engagea d'abord, dans le cadre de la coexistence pacifique (rappelez-vous que c'est en Indonésie que se tint, en 1955, à Bandung, le premier sommet des pays non alignés), avec l'appui de la bureaucratie du Kremlin. Lors du conflit entre la bureaucratie du Kremlin et la direction du PC chinois, cette dernière apporta son soutien à la politique étrangère de Sukarno, et, en conséquence, le PKI s'aligna sur “*les positions antirévissionnistes*” du PC chinois. C'est pourquoi la politique du PKI bénéficia de l'appui explicite de la direction du PC chinois :

“Le Parti communiste d'Indonésie et le peuple indonésien ont grandement contribué à la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne. Le PCC et le peuple chinois sont fiers d'avoir des compagnons d'armes aussi solides.” (Conférence de Peng Tchen, membre du bureau politique du PCC, le 25 mai 1965.)

Le “Grand Timonier” lui-même, le président Mao Zedong, ne lésinait pas sur les éloges :

“Ces dernières années, en mobilisant de larges masses et en s'unissant aux autres forces démocratiques et patriotiques, le PKI a déclenché une lutte révolutionnaire (...). Le comité central du PKI, avec à sa tête le camarade D.-N. Aïdit, a appliqué et développé de manière habile et créatrice le marxisme-léninisme à la lumière de la pratique révolutionnaire de son propre pays. Il a indonésianisé le marxisme-léninisme avec de remarquables succès”,

déclara-t-il dans un message adressé au comité central du PKI.

Les développements en Indonésie, dans les années 1960, les divisions au sein de la bourgeoisie indonésienne et de l'appareil d'Etat, la politique du PC indonésien ne peuvent se saisir que dans le cadre de la situation mondiale telle qu'elle s'est développée depuis 1945, et notamment de l'immense importance de la victoire de la révolution chinoise.

“En 1944, l'essentiel pour Staline et les dirigeants de l'impérialisme consistait avant tout à contenir le foyer européen de la révolution mondiale, foyer décisif, car la victoire de la révolution en Europe eût sonné le glas de la domination de l'impérialisme dans le monde et de celle de la bureaucratie.”

La bureaucratie stalinienne et l'impérialisme ont uni leurs efforts pour enrayer cette menace mortelle et pour atteindre cet objectif. Mais, dans le même mouvement, l'impérialisme a dû concéder aux masses des positions de classe nouvelles, tant en Europe de l'Ouest qu'en Europe de l'Est, où le prolétariat a arraché à la bourgeoisie des positions encore plus décisives.”

Dans ce même développement contradictoire, le mouvement de la révolution mondiale embrasait l'Asie, l'Afrique, l'Amérique latine. C'est ce mouvement de la révolution qui trouvait son expression dans les conquêtes sociales arrachées par les prolétariats des pays occidentaux et l'expropriation des capitalistes en Europe de l'Est, la victoire de la révolution chinoise, qui, consolidant les forces et points d'appui de la révolution mondiale, entraînait les masses populaires des pays coloniaux et semi-coloniaux sur la voie de la révolution prolétarienne (...).”

L'impérialisme et la bureaucratie ont une nouvelle fois uni leurs efforts pour enrayer le mouvement des masses opprimées, et, pour atteindre cet objectif, ont été amenés avec l'appui des appareils et des formations centristes, à contenir la lutte des masses, la détournant vers l'impasse

de l'indépendance politique formelle, impasse où aucun des problèmes vitaux — ni l'indépendance nationale, ni la question de la terre, ni l'expropriation du capital financier — ne pouvait trouver de solution." (Thèses adoptées par le XVII^e Congrès de l'OCI, 1971.)

C'est dans ce contexte qu'évolue l'Indonésie. La bourgeoisie indonésienne était incapable d'assurer l'accomplissement des tâches démocratiques constitutives de la nation (tâches dont les bourgeoisies s'étaient chargées dans la période du capitalisme ascendant, au travers des révolutions bourgeoises).

Sortir de "*l'impasse de l'indépendance politique formelle*" ne pouvait se faire que sous la direction de la classe ouvrière, se plaçant à la tête des masses paysannes opprimées et combinant dans son combat ces revendications démocratiques essentielles avec ses propres revendications sociales.

Dans une conjoncture historique différente, la même question s'était posée en Chine en 1925-1927. Staline et la direction de l'Internationale communiste avaient imposé au jeune Parti communiste chinois une politique de subordination au Kuomintang, au nom du fait que "*la première étape de la révolution en Chine*" serait une étape démocratique-bourgeoise et devait donc se dérouler sous la conduite de la "bourgeoisie nationale", par rapport à laquelle il fallait éviter toute action menant à la rupture, c'est-à-dire toute défense effective des revendications ouvrières et des aspirations des millions de paysans.

C'était la négation de tous les enseignements de la révolution russe. Pratiquement, cela signifiait subordonner la politique du Parti communiste chinois aux consignes données par la direction du Kuomintang.

Cette politique conduira, on le sait, à l'écrasement du Parti communiste chinois

LE PKI RENONCE À SON INDÉPENDANCE POLITIQUE

Dans le cas de l'Indonésie, le Parti communiste, en particulier à partir de 1952, s'aligne sur les consignes données par Sukarno, se réfère sans cesse à lui, justifiant les actions que le parti entreprend en indi-

quant que Sukarno n'y est pas opposé. C'est donc Sukarno qui fixe les limites dans lesquelles évolue le PKI. Le PKI renonce donc à son indépendance politique.

Comme cela a été indiqué plus haut, le régime de Sukarno connaît pendant toute la période qui va de 1950 à 1965 bien des oscillations, dans ses rapports avec l'impérialisme comme dans l'évolution politique interne de l'Indonésie.

La Nouvelle-Guinée occidentale était restée sous contrôle hollandais ; la reconquête de ces territoires indonésiens est l'occasion d'une mobilisation nationale. C'était là un objectif parfaitement légitime, et, dans le conflit avec l'impérialisme hollandais, le mouvement ouvrier se devait d'apporter son appui inconditionnel à l'offensive déclenchée par le gouvernement nationaliste.

Mais, pour le PKI, cela ne signifie pas mobiliser les capacités révolutionnaires de la classe ouvrière — qui ne peuvent s'exercer qu'en faisant valoir ses propres revendications et donc en préservant son indépendance —, mais, au contraire, au nom d'impératifs nationaux, subordonner toute action revendicative aux instructions données par Sukarno.

C'est ainsi qu'au fil des ans, le PKI acceptera ce que le régime appelle "*la démocratie contrôlée*", c'est-à-dire l'effacement du rôle des partis, la suspension des consultations électorales, la mise en place d'éléments d'une société corporatiste, où l'armée occupe une fonction centrale. Il acceptera même, quand est proclamé l'état d'urgence, la réduction de ses propres activités, et il ira jusqu'au point, en 1961, de remettre au gouvernement indonésien la liste de ses adhérents.

La coopération institutionnelle avec Sukarno s'accéléra après les élections générales de 1955, s'accentuera encore à partir de 1957, année de grandes tensions au sujet de la Nouvelle-Guinée occidentale, où la situation économique en Indonésie périclitait, où se développait le chômage et où la hausse des prix aggravait encore la situation de la grande majorité de la population.

Sukarno lancera le slogan du *Nasakom*, c'est-à-dire de l'alliance institutionnalisée entre son parti (le Parti national), un Parti religieux modéré et le Parti communiste. Ce slogan sera repris par le PC, en dépit du fait que les campagnes qu'il est amené à entre-

prendre pour l'augmentation des salaires et pour la réforme agraire se heurtent à la répression et, que, en 1960, son activité est interdite dans certaines régions.

En effet, la mobilisation contre l'impérialisme et l'aiguïsement des contradictions sociales entraînent une mobilisation révolutionnaire.

Les plantations qui appartenaient à des propriétaires hollandais sont occupées, des entreprises sont saisies, mais la question se pose dans l'action même des travailleurs : pourquoi faudrait-il s'arrêter aux seules propriétés hollandaises ?

Comme l'écrivit Alexandre Messenger,

“au nom de l'unité nationale chère à Sukarno et au nom de la consolidation d'un front progressiste, le PNI (Parti national indonésien de Sukarno) et le PKI choisissent la cohabitation”.

Celle-ci sera marquée par des difficultés et des conflits que suscitent, malgré la bonne volonté des uns et des autres, l'exacerbation des contradictions nationales et internationales.

Lorsque le PKI — se réclamant de Sukarno d'ailleurs — mène campagne pour l'application de la réforme agraire, il se heurte à la violence et à l'intervention de l'armée et de la police, et doit battre en retraite pour préserver son accord avec le Parti national. Mais cet accord est ensuite à nouveau ébranlé par le fait que les différentes composantes de la bourgeoisie indonésienne et de l'armée poussent à un accord avec le FMI, dont le préalable est la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures de libéralisation, que les dirigeants du PKI condamnent dans leurs discours. L'accord avec le FMI ne se fait pas parce que le gouvernement indonésien entre dans une nouvelle phase de tension avec l'impérialisme, et particulièrement cette fois avec l'impérialisme britannique, mettant ainsi en cause les besoins généraux de l'impérialisme, et d'abord de l'impérialisme américain.

De quoi s'agit-il ? L'impérialisme britannique, qui a écrasé les mouvements animés par le Parti communiste en Malaisie et octroyé, dans ces conditions, l'indépendance politique à ce pays, cherche à mettre en place une fédération, la Malaysia, qui comprend également Singapour et une partie de Bornéo. Sukarno dénonce ce projet comme une construction impérialiste qui porte

atteinte à la souveraineté indonésienne (ce qui est vrai). Il décrète “l'état de confrontation” en septembre 1963 et ira jusqu'à se retirer, en mai 1965, de l'ONU parce que la Malaysia y siège.

Cette tension se noue à un moment où l'impérialisme américain engage ses forces dans une offensive en Asie, directement dirigée contre la révolution vietnamienne, mais dont la cible ultime est la Chine. La bureaucratie stalinienne, pour sa part, cherche à aménager la “coexistence pacifique” qu'elle entretient avec l'impérialisme aux dépens de la Chine. C'est cette réalité qui est à l'origine de ce qu'on appellera le conflit sino-soviétique et des diverses expressions idéologiques de ce conflit.

Les *Thèses du XVII^e Congrès de l'OCI* (2), que nous avons déjà citées, soulignent au sujet de la situation internationale qui se noue alors :

“Le capital financier yankee, qui a pris en main le contrôle direct de la lutte contre la révolution dans tous les pays asiatiques, braque ouvertement le feu de sa puissance militaire sur la Chine. L'instable équilibre rétabli à Genève et à Pyong Yang, avec l'appui ouvert de la bureaucratie du Kremlin, a également reçu l'appui de la direction du Parti communiste chinois. Mais les dirigeants ont une parfaite connaissance de la volonté de Moscou de les amener, pour la défense des intérêts de la caste du Kremlin, à reculer devant les exigences de l'impérialisme US. C'est ce qui motivera la rupture entre Pékin et Moscou.

Mais le capital financier yankee ne peut se contenter d'un simple recul. Il s'agit pour lui de réintégrer le marché chinois dans le circuit de l'impérialisme mondial en détruisant les bases sociales de la révolution. Malgré la conscience qu'ils ont des buts du Kremlin, en dépit du fait que les dirigeants chinois utilisent la mobilisation contrôlée des masses (révolution culturelle) et la guerre révolutionnaire du Vietnam pour faire pression sur la bureaucratie et l'impérialisme, le PC chinois maintient sa propre ligne de coexistence pacifique

(2) L'Organisation communiste internationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) était le nom de la section française de la IV^e Internationale, continuant le combat du PCI, dont la majorité s'était opposée à la liquidation de la IV^e Internationale et de son programme par Pablo et Mandel. Aujourd'hui, c'est le Courant communiste internationaliste du PT, section française de la IV^e Internationale. Le texte cité dans cet article a été adopté par le XVII^e Congrès de l'OCI, en juin 1971.

contre-révolutionnaire, entraînant au désastre le Parti communiste indonésien."

L'Indonésie est non seulement la quatrième puissance mondiale par sa population, mais elle possède aussi une riche réserve de matières premières d'importance stratégique et constitue aussi une voie de passage essentielle :

"40 % du trafic maritime mondial transitent par les détroits de Malacca, de la Sonde, de Lombok, d'Ombai et de Savu (...). Le trafic pétrolier entre le Moyen-Orient et l'Asie du Nord-Est (à destination du Japon, de la Corée du Sud et de Taiwan) franchit l'Indonésie par le détroit de Malacca, tandis que les navires les plus volumineux (super-tankers de plus de 50 000 tonnes) utilisent les détroits moins encombrés et plus profonds de la Sonde (...). Les sous-marins nucléaires américains qui viennent de l'océan Pacifique et vont patrouiller dans la mer de Chine du Sud passent par la mer de Timor entre cette île et le continent australien." (François Raillon, ouvrage déjà cité.)

L'impérialisme américain ne peut tolérer le risque d'une explosion révolutionnaire en Indonésie ni accepter que ses intérêts soient menacés si la politique de "confrontation" de Sukarno n'est plus contrôlable.

Cette situation internationale se combine avec la montée des contradictions sociales et l'aggravation des conditions économiques en Indonésie même. En 1964, une famine a affecté toute une partie de Java. Les prix des denrées de première nécessité augmentent de façon vertigineuse. Malgré le frein opposé à leur mobilisation par le PKI, les paysans se saisissent des terres, à tel point que Sukarno tança ses "fidèles alliés" pour leur incapacité "à contrôler leurs troupes". Dans les sommets de l'armée, où les contacts n'ont jamais été rompus avec Washington, se renforce la conviction que l'armée doit directement prendre les choses en main.

L'Indonésie connaît une polarisation sociale. D'un côté, les masses travailleuses, dans les villes et dans les campagnes, cherchent une issue. Elles se tournent vers le PKI. De l'autre, la réaction trouve un axe dans l'état-major, et c'est sur la force de l'armée que vont compter les possédants, qui craignent d'être expropriés, comme les spéculateurs, qui se sentent menacés.

La politique du PKI se refuse à répondre aux attentes de ceux qui se tournent vers

lui. Elle est faite de brusques accélérations rhétoriques dans la dénonciation de l'impérialisme et de coups d'arrêt dans les faits, pour rester dans le cadre de "l'alliance avec la bourgeoisie nationale".

A propos de la politique du Parti communiste chinois en 1927, Harold Isaacs, journaliste américain, militant trotskyste à l'époque où il écrivait ces lignes, dans son livre *La Tragédie de la révolution chinoise*, explique "qu'une stratégie purement passive dominait la pensée et l'action des communistes". Cette formule s'applique parfaitement à la politique du PKI. Sa direction attend et espère que Sukarno prendra une initiative que l'on pourra soutenir. A défaut de Sukarno, tout comme la direction du PC chinois cherchait une hypothétique "gauche du Kuomintang", la direction du PKI suppute sur les possibilités de voir émerger une "gauche" dans la hiérarchie militaire. C'est ainsi que la tragédie se noue. Le coup de force du 30 septembre 1965 s'abattra sur un parti paralysé par des années de subordination au gouvernement Sukarno, qui laissera les masses sans défense.

Après le désastre, la bureaucratie chinoise cherchera à se dédouaner en imposant une autocritique aux dirigeants survivants du PKI. Le courant politique révisionniste qui a disloqué la IV^e Internationale et qui, comme le rappelle le texte du XVII^e Congrès de l'OCI que nous avons cité, s'est enthousiasmé pour "la révolution coloniale" et ses dirigeants, lui aussi dénonce la politique menée par le PC indonésien, tout en oubliant qu'il avait vu, quelques années auparavant, dans ce parti, l'expression même de la "dynamique", qui, selon lui,

(3) « Pour les marxistes, il n'y a pas de "révolution coloniale", mais des révolutions prolétariennes dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, prenant en charge la solution des problèmes de la révolution bourgeoise que celle-ci, à l'époque de l'impérialisme, ne peut assurer », expliquent les Thèses du XVII^e Congrès de l'OCI. Les pablistes mettent en cause "l'opportunisme" du PKI, qui a conduit à une "cuisante défaite", ce qui est incontestable. Ils ajoutent que "la défaite en Indonésie ne s'avèrera pas durable" (revue *Quatrième Internationale*, novembre 1965). L'histoire montrera que la classe ouvrière indonésienne mettra des décennies à se relever. Apparemment amnésiques, les pablistes de 1965 ont oublié que, sept ans plus tôt, en janvier 1958, leur dirigeant Sal Santen saluait "les cadres trotskystes indonésiens qui se sont intégrés dans le PKI", car, contrairement « à certains "orthodoxes" sectaires, l'Internationale ne s'est pas laissée fasciner par le caractère réactionnaire de la politique

poussait le stalinisme dans la voie de la révolution (3).

Au lendemain du coup de force, deux éléments distincts se combineront : d'une part, une impitoyable vengeance de classe, qui conduit à l'un des plus grands massacres politiques du XX^e siècle ; d'autre part, une transition respectant les formes qui légitimera la prise de pouvoir par Suharto.

Le massacre de l'automne 1965 a entraîné l'extermination de toute une génération de militants et de cadres ouvriers, dont l'origine, pour beaucoup d'entre eux, remontait aux années de lutte contre le colonialisme, et donc à la formation même du mouvement ouvrier en Indonésie. Il faudra des décennies pour que la classe ouvrière indonésienne puisse commencer à reconstituer ses forces, pour qu'elle intervienne comme classe, en soutenant la jeunesse, dans les journées révolutionnaires de mai 1998, qui vont contraindre Suharto à se retirer. A l'échelle internationale, octobre 1965 est, pour l'impérialisme, un important succès dans sa contre-attaque.

L'escalade va se poursuivre au Vietnam : les bombardements contre le Nord-Vietnam vont s'amplifier, et dans la seule année 1965, les Etats-Unis vont doubler leurs effectifs militaires au Vietnam. La révolution chinoise va se trouver encore plus isolée, et c'est la crise qui se noue alors au sein de la bureaucratie qui conduira à la "révolution culturelle".

Lorsqu'en mai 1998, Suharto doit quitter le pouvoir, face au bouleversement révolutionnaire qui marque l'entrée en scène des masses indonésiennes, les conséquences de la défaite de 1965 pèsent encore. C'est très largement dans des conditions de rupture de continuité que le mouvement ouvrier indonésien commence à se reconstruire, dans une situation également marquée par les conséquences de la décomposition de l'impérialisme, de la nécessité pour lui de s'attaquer à l'existence même des nations.

Dès le lendemain de la chute de Suharto, et précisément pour faire obstacle à la remontée et à la réorganisation du mouvement des travailleurs indonésiens, l'impérialisme va s'acharner à faire exploser l'Indonésie. C'est ainsi que l'on retrouve aux premières pages de l'actualité les noms des îles et des territoires que l'impérialisme hollandais, après 1945,

avaient cherché à soustraire à la souveraineté indonésienne. Cette fois, c'est sous le couvert de l'ONU et de l'humanitaire qu'il s'agit de les transformer en terres privilégiées pour les multinationales.

Il faut souligner que les gouvernements instables qui succèdent à Suharto demeurent dans le cadre institutionnel qui avait été celui de la dictature, mais qui, auparavant, avait été aussi celui du "régime anti-impérialiste et populaire" de Sukarno. Les "cinq principes" énoncés en 1945 demeurent toujours le fondement de la Constitution, et les hauts dignitaires de l'armée continuent à s'attribuer des secteurs entiers de l'économie.

C'est là le second aspect de ce qui s'est passé après le coup contre-révolutionnaire du 30 septembre 1965.

Les travailleurs ont été massacrés, mais Sukarno et son entourage ont été seulement évincés. Les formes ont été respectées. Mais, au-delà de la forme, c'est la continuité de l'Etat bourgeois et de la subordination à l'impérialisme qui a été préservée sur la base de la sanglante répression contre le mouvement ouvrier.



Les enseignements du tragique écrasement des travailleurs indonésiens en 1965 sont plus actuels que jamais, non seulement pour les ouvriers et les paysans d'Indonésie, mais pour tous les travailleurs d'Asie et du monde.

L'impérialisme, aujourd'hui, pour les besoins de sa survie immédiate, cherche à entraîner l'humanité dans la barbarie. Il s'attaque à tous les acquis de la civilisation, à l'existence même des nations et aux fondements de la démocratie, comme à toutes les conquêtes, toutes les positions de la classe ouvrière.

Il n'est pas aujourd'hui de revendication nationale, démocratique et sociale, si minime soit-elle, qui soit tolérable pour le système fondé sur la propriété privée des moyens de production tel qu'il existe aujourd'hui. Il revient à la classe ouvrière de faire sienne la défense de toutes ces revendications. Elle ne peut le faire qu'en préservant son indépendance et celle de ses orga-

stalinienne, mais s'est orientée avant tout sur le dynamisme de la situation ».

A propos du “néolibéralisme”

Par Pierre Cise

Dans la presse et dans la littérature économique et politique, il est courant de trouver le qualificatif de “libéral” ou de “néolibéral” : “mondialisation libérale”, “politiques néolibérales”, “ultralibéralisme”, “social-libéralisme”, etc.

QU’EST-CE QUE LE “LIBERALISME” OU LE “NEOLIBERALISME” ? (1)

La pensée libérale en matière économique s’est développée à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e comme produit de la prise de conscience de l’émergence du mode de production capitaliste comme mode de production dominant. Le fait que les principaux représentants et propagateurs de cette pensée soient britanniques n’est nullement un hasard, puisque c’est en Grande-Bretagne que les tendances du nouveau mode de production se sont développées en premier. Pour caractériser ce courant de pensée, on utilise le terme de “libéral”, car la libre entreprise et l’absence d’entrave au libre jeu des mécanismes du marché en sont le credo. En cela, ce courant s’opposait au mercantilisme, pensée dominante de l’époque, qui mettait en avant le protectionnisme et l’intervention de l’Etat.

La transformation capitaliste de la production pousse la bourgeoisie à revendiquer

le pouvoir politique. Le libéralisme est par excellence la pensée du capitalisme ascendant et de l’émergence du pouvoir de la bourgeoisie. C’est ce contexte que rappelle Marx dans sa postface à la deuxième édition allemande du *Capital* (2) :

“D’un côté, la grande industrie sortait à peine de l’enfance (...). De l’autre côté, la guerre de classe entre le capital et le travail était rejetée à l’arrière-plan : dans l’ordre politique, par la lutte des gouvernements et de la féodalité, groupés autour de la Sainte-Alliance, contre la masse populaire, conduite par la bourgeoisie ; dans l’ordre économique, par les démêlés du capital industriel avec la propriété terrienne aristocratique, qui, en France, se cachaient sous l’antagonisme de la petite et de la grande propriété.”

Les premiers libéraux furent ceux que l’on appela (et au premier chef Marx et Engels) les “classiques”. Il s’agit principalement des physiocrates, d’Adam Smith, de David Ricardo et, sur certains aspects, de Thomas R. Malthus (3). Ce

(1) Cette partie de l’article s’appuie sur l’abondante littérature existant sur le sujet, mais aussi sur l’article de Michel Dauberny intitulé “*Le libéralisme d’aujourd’hui*”, paru dans *La Vérité*, n° 596 (mai 1985).

(2) Postface à la deuxième édition allemande, *Le Capital*, livre premier, Editions sociales.

(3) Les physiocrates (terme provenant du grec et signifiant “gouvernement de la nature”) sont une école de pensée de la deuxième partie du XVIII^e siècle, dont le chef de file est le Français François Quesnay (1694-1774), auteur du *Tableau*

courant n'est pas totalement homogène, car chacun de ses membres a construit sa pensée à des étapes différentes du développement du capitalisme (capitalisme marchand pour les physiocrates, capitalisme de la manufacture pour Smith, capitalisme industriel pour Ricardo et Malthus). Mais tous mettent le marché au cœur de l'économie et de la société. Ils affirment la primauté du marché sur tout autre type d'organisation des échanges et de la production. Chaque intervenant est animé par son intérêt (intérêt "égoïste" pour Adam Smith), mais, à travers le marché, il intègre, même à son corps défendant, un ensemble plus grand, une sorte d'intérêt général de la société. C'est cette "*main invisible du marché*" (selon la formule d'Adam Smith devenue célèbre) qui guide inconsciemment les intervenants du marché. L'équilibre se fait naturellement entre offre et demande de produits, entre les prix. De ce fait, les libéraux militent ardemment pour qu'aucune entrave ne soit mise au fonctionnement du marché, et en particulier pour que l'Etat reste à sa place, c'est-à-dire n'intervienne pas dans le fonctionnement du marché, mais se contente de le protéger.

Insistons sur ce point. Le propre des théories libérales est de réduire l'Etat et son action à leur plus simple expression. Il est important de le rappeler, alors que les tenants contemporains du libéralisme, les "néolibéraux", développent leur pensée à un moment où le poids de l'Etat, en tout cas aux Etats-Unis, et des institutions internationales (FMI, Banque mondiale, OMC, Union européenne) joue un rôle inégalé dans l'économie et dans la survie du système fondé sur la propriété privée des moyens de production, et ils ne rechignent certes pas à faire appel à lui. Nous y reviendrons.

Ce qui distingue ces libéraux classiques de ceux qui leur ont succédé, c'est leur démarche scientifique. Il s'agit, pour l'essentiel, de prouver scientifiquement la supériorité de l'ordre nouveau, quitte à en dévoiler certains aspects, tels que la division de la société en classes. Ainsi, les classiques accorderont une attention particulière à comprendre la dynamique du capitalisme, et en particulier ce qui est la source des formidables richesses qu'il crée. Pour eux, cette source, c'est le tra-

vail, et en particulier la division du travail. Ils découvriront que les richesses produites le sont par le travail. Concentrés sur le marché, et donc les échanges, ils dégageront la loi de la valeur, à savoir que la valeur d'une marchandise est égale à la quantité de travail nécessaire à sa production.

Marx s'appuiera sur ces recherches dans *Le Capital*. Mais il ira beaucoup plus loin. Car, si les classiques avaient correctement pressenti ce qui fonde les échanges, ils occultèrent la nature même de l'enrichissement dans le mode de production capitaliste. Ainsi, pour eux, le profit ne rémunérait aucun travail (ce qui était contradictoire à l'idée que le travail était source de tout), mais était une juste rétribution du capital investi. Marx, développant jusqu'au bout la loi de la valeur, expliquait que la source du profit était l'exploitation de la force de travail.

De même, alors que les classiques considéraient que le salaire était le prix du travail effectué par l'ouvrier (comme le profit est considéré comme le prix du capital), Marx a appliqué la loi qui régit l'échange de marchandise à la marchandise-force de travail, dont la valeur (et donc le salaire, son expression monétaire) est égale à la quantité de travail nécessaire à sa production et à sa reproduction.

Il en a dégagé la loi de la plus-value, en montrant notamment qu'il n'y avait pas d'équivalence entre la quantité de travail produite par l'ouvrier et ce qu'il recevait en salaire, et que, donc, le salaire ne pouvait être considéré comme la rémunération de la totalité du travail produit par l'ouvrier.

La séparation de la société en classes sociales antagoniques n'était pas absente, loin de là, des théories des premiers libéraux. Elle relevait simplement, pour eux, d'un ordre naturel et immuable. Marx indiquait ainsi (4) :

économique (1758), dont Marx s'inspirera dans son œuvre. Adam Smith (1723-1790), philosophe et économiste britannique, dont la principale œuvre est ses *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, paru en 1776. David Ricardo (1772-1823), courtier en Bourse, propriétaire terrien, industriel, son œuvre principale est son *Traité d'économie politique*. Thomas Robert Malthus (1766-1834), pasteur et économiste, auteur d'un *Essai sur le principe de population* (où il développe ce qu'on appellera le malthusianisme en matière de démographie) et des *Principes d'économie politique*.

(4) Postface à la deuxième édition allemande, *Le Capital*, livre premier, Editions sociales.

"Tant qu'elle est bourgeoise, c'est-à-dire qu'elle voit dans l'ordre capitaliste non une phase transitoire du progrès historique, mais bien la forme absolue et définitive de la production sociale, l'économie politique ne peut rester une science qu'à condition que la lutte des classes demeure latente ou ne se manifeste que par des phénomènes isolés."

En d'autres termes, tant que les conflits de classes ne se manifestaient pas nettement sur un plan politique, l'économie politique bourgeoise trouvait là une certaine marge de manœuvre pour utiliser une démarche scientifique d'analyse de la société capitaliste et justifier la conquête et la consolidation de son pouvoir politique. Marx poursuit :

"Ricardo est le premier économiste qui fasse délibérément de l'antagonisme des intérêts de classe, de l'opposition entre salaire et profit, profit et rente, le point de départ de ses recherches. Cet antagonisme, en effet inséparable de l'existence même des classes dont la société bourgeoise se compose, il le formule naïvement comme la loi naturelle, immuable, de la société humaine. C'était atteindre la limite que la science bourgeoise ne franchira pas."

Cette première période va rapidement s'achever avec l'aiguïssement inévitable de la lutte des classes. C'est ce qu'explique Marx (5) :

"C'est en 1830 qu'éclate la crise décisive. En France et en Angleterre, la bourgeoisie s'empare du pouvoir politique. Dès lors, dans la théorie comme dans la pratique, la lutte de classe revêt des formes de plus en plus accusées, de plus en plus menaçantes. Elle sonne le glas de l'économie bourgeoise scientifique. Désormais, il ne s'agit plus de savoir si tel ou tel phénomène est vrai, mais s'il est bien ou mal sonnante, agréable ou non à la police, utile ou inutile au capital. La recherche désintéressée fait place au pugilat payé, l'investigation consciencieuse à la mauvaise conscience, aux misérables subterfuges de l'apologétique."

Ce que dit Marx est essentiel : les théories bourgeoises, quelles qu'elles soient, seront désormais des justifications non scientifiques et purement descriptives du système capitaliste, un habillage théorique visant à masquer les contradictions de ce système, une théorisation de pratiques déjà existantes.

Il ne s'agit plus de reconnaître la lutte des classes (même habillée des vêtements de l'ordre naturel), mais de tenter de la nier et de nier bien sûr l'exploitation. C'est alors que s'ouvre l'ère de ce que Marx et Engels nomment l'économie "vulgaire" (par opposition à "scientifique").

Ce point de vue de Marx sera confirmé quelques années après la publication du *Capital* (1867). Les théories libérales connaîtront alors de profonds changements avec le développement de l'école dite "néoclassique", ancêtre de nos "néolibéraux" d'aujourd'hui, dont les principales "têtes pensantes" furent Stanley Jevons, Carl Menger, Léon Walras, Vilfredo Pareto, Alfred Marshall ou encore Eugen Böhm-Bawerk (6). Les dates ont leur signification. Bien que travaillant souvent de façon parallèle et, pour certains, sans aucun contact entre eux, les trois premiers économistes cités précédemment firent connaître leurs théories en 1871 et 1873. A cette époque, de profonds mouvements de classe se sont développés, culminant avec l'instauration, puis l'écrasement de la Commune, premier gouvernement ouvrier de l'histoire. Sous l'impulsion des deux premières Internationales, le prolétariat se dote de puissantes organisations de classe indépendantes, partis et syndicats. De plus, en cette fin de XIX^e siècle, commencent à s'affirmer les caractéristiques de la phase impérialiste du capitalisme. Dans ce contexte, les néoclassiques se posent directement en défenseurs apologétiques du capitalisme et en opposants implicites et même explicites du marxisme. Böhm-Bawerk publiera ainsi, en 1896, un livre intitulé *Karl Marx et le bilan de son système...*

(5) *Ibidem*.

(6) William Stanley Jevons (1835-1882), économiste britannique. Carl Menger (1840-1921), économiste et homme politique autrichien. Léon Walras (1834-1910), économiste français, créateur de l'École de Lausanne, à la direction de laquelle lui succéda l'économiste italien Vilfredo Frederico Pareto (1848-1923). Alfred Marshall (1842-1924), économiste britannique, pionnier de la modélisation mathématique en économie. Eugen Böhm-Bawerk (1851-1914), économiste autrichien, plusieurs fois ministre des Finances, fondateur de l'École de Vienne, et dont les théories furent critiquées d'un point de vue marxiste par Nicolas Boukharine dans son ouvrage *L'Économie politique du rentier*, écrit en 1914 et paru en 1919.

Les néoclassiques, tout en continuant à mettre au centre le marché et sa prétendue faculté spontanée d'équilibre entre les prix, les taux d'intérêt et les salaires par le jeu de l'offre et de la demande, sont cependant en rupture avec les classiques sur deux points : d'une part, la loi de la valeur n'est plus liée, pour eux, au travail, mais à la rareté et à l'utilité d'une chose et, d'autre part, les classes (ou ce qui en tient lieu dans les théories classiques) sont remplacées par des individus rationnels aux intérêts bien compris, d'où découle une théorie comportementale et totalement subjective. A l'inverse de la méthode utilisée par les classiques et, bien sûr, les marxistes, les néoclassiques ne s'intéressent pas aux lois fondamentales qui régissent le fonctionnement global d'une société (ce qu'on appelle la macro-économie). Réduisant le fonctionnement de la société à la somme des attitudes de chaque individu, ils s'intéresseront aux comportements et stratégies de décision de chaque individu, dont le but est la meilleure satisfaction de ses besoins en fonction des moyens disponibles. Tout cela est emballé dans des formules et des modèles mathématiques, démarqué qui, en dehors d'une volonté de prouver le caractère scientifique de ces théories (7), est une façon de nier l'histoire et donc son mouvement.

De cette théorie de l'ajustement naturel par le marché, interdisant toute intervention de l'Etat ou des syndicats, les néoclassiques en ont déduit toute une série de raisonnements, en particulier sur les crises. Ces dernières n'étaient, au pire, que passagères, puisque les mécanismes de marché permettaient leur absorption, par la libre concurrence, que ne devait troubler aucun facteur extérieur. Jusqu'à un certain point, cette analyse décrit une réalité d'une certaine époque du capitalisme, sa phase ascendante. Les crises du système capitaliste, avant tout crise de surproduction de capital, selon Marx, trouvaient un exutoire dans l'extension constante du marché à l'échelle mondiale. Mais, à mesure que l'on avance dans le temps, cet exutoire tend à se réduire, pour disparaître totalement au tournant du siècle, ouvrant une période où la crise sporadique devient permanente, une

période où les convulsions économiques et politiques déséquilibrent en permanence un système, qui, dès lors, ne peut tenir que par la destruction massive de forces productives et la création de volants d'entraînement artificiels.

Toutes ces "théories", finalement destinées à masquer la vraie nature et le fonctionnement du système fondé sur la propriété privée des moyens de production, se sont effondrées face à l'émergence de la phase impérialiste du capitalisme, elle-même issue du mouvement et des contradictions du mode de production capitaliste.

Dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine définissait ainsi cette phase :

"L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe."

Et il la définit même encore plus simplement comme "le stade monopoliste du capitalisme". Les monopoles, loin de supprimer les crises, les attisent au contraire par les déséquilibres qu'ils provoquent (crises qui débouchent à leur tour sur de nouvelles concentrations). Les monopoles ont désormais un rôle décisif.

"Le monopole est le contraire de la libre concurrence (...). Les monopoles n'éliminent pas la libre concurrence dont ils sont issus ; ils existent au-dessus et à côté d'elle, engendrant ainsi des contradictions, des frictions, des conflits particulièrement aigus et violents."

Quoi de plus éloigné des théories libérales que cette tendance constante du capital à se concentrer sur la base de puissants monopoles ! Nous sommes à des années-lumière d'un marché fonctionnant sans entraves, selon les règles du libre-échange. Par ailleurs, la Première Guerre mondiale ouvrait une période d'intervention de plus en plus importante de l'Etat dans l'économie afin de maintenir un système largement ébranlé par ses contradictions. Des contradictions qui explosèrent dans le

(7) Leurs continuateurs iront même jusqu'à créer un "prix Nobel d'économie" pour rapprocher l'économie des sciences de la nature.

krach de 1929 et la crise profonde des années 1930, débouchant elle-même sur la Seconde Guerre mondiale. Des contradictions qui alimentèrent des conflits de classe sans précédent. Comme le disait Trotsky :

"L'acuité de la crise sociale provient de ce que, du fait de la concentration actuelle des moyens de production, c'est-à-dire le monopole des trusts, la loi de la valeur, le marché est déjà incapable de régler les relations économiques. L'intervention de l'Etat est une nécessité absolue (8)."

L'Etat devenait un instrument essentiel de préservation de l'ensemble du système. Non seulement pour que celui-ci fonctionne, mais aussi pour contenir les affrontements de classes.

Dans ce cadre, les théories-justifications libérales s'avéraient inadaptées à la nouvelle situation. S'y substituèrent progressivement les théories (tout aussi justificatrices et descriptives) de Keynes, exposées en 1936 dans sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*.

Ces théories furent en fait une théorisation a posteriori de pratiques déjà engagées et qui accompagna une tendance qui s'est épanouie pleinement après la Seconde Guerre mondiale.

Comme l'indique Michel Beaud dans son *Histoire du capitalisme* :

"A une issue capitaliste à la crise qui imposait à la classe ouvrière d'énormes sacrifices et qui risquait donc de conduire à d'inquiétants affrontements, Keynes proposait une autre issue capitaliste, qui, par une relance de l'activité, permettait de réduire le chômage, sans amputer le pouvoir d'achat des travailleurs. En ce sens (...), Keynes expose une théorie économique qui permettra de justifier de nouvelles politiques à travers lesquelles sera recherchée, et en partie accomplie, l'intégration du monde du travail dans la société capitaliste (9)."

Une "intégration" qui prit aussi la forme de l'adoption du keynésianisme par nombre de partis sociaux-démocrates.

Sur le plan conceptuel, on le voit, le keynésianisme n'est pas une rupture avec les théories libérales : le marché et son fonctionnement libre sont toujours au centre. Cependant, pour pouvoir permettre la remise en marche du marché, Keynes ne voit pas d'autre solution que de s'appuyer sur l'Etat et sa capacité d'action sur l'économie. Mais ce n'est pas Keynes qui a

"inventé" le rôle de l'Etat, il a construit une justification d'une tendance déjà largement développée, avec, à l'époque, l'"expérience" du New Deal américain.

Cette tendance prit son plein essor au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Face à l'effondrement des économies, notamment européennes, et à la montée révolutionnaire des masses qui s'opère dans nombre de ces pays, et du fait de l'incapacité des bourgeoisies à le canaliser, une "sainte alliance" entre l'impérialisme américain, les bourgeoisies européennes et les appareils bureaucratiques, et en premier lieu ceux subordonnés à la bureaucratie du Kremlin, se met en place pour reconstruire les économies capitalistes. L'Etat joue alors un rôle pivot, non pas seulement celui de maintien du système par son appareil policier et militaire, mais aussi celui de régulateur du marché et de l'ensemble du système. En même temps, notamment en Europe occidentale, les conquêtes arrachées par la classe ouvrière au lendemain de la Seconde Guerre mondiale vont s'inscrire dans les institutions de l'Etat et élargir le champ d'action de celui-ci. L'Etat devient à la fois un facteur essentiel de relance de l'économie et un moyen de contenir la lutte de classe.

Dans le contexte, analysé par Lénine, d'étouffement des forces productives dans le cadre étriqué de la propriété privée des moyens de production et des Etats nationaux, l'Etat devient l'instrument d'intervention par excellence, destiné à maintenir à flot le système de la propriété privée des moyens de production, tâche que n'a pas pu et ne peut pas réaliser la libre concurrence. Celle-ci a créé le monopole et a été remplacée par l'injection massive de stimulants artificiels tels que les budgets et la dette publics. Les Etats-Unis, pays non affecté par la guerre, furent très vite confrontés à une crise de surproduction de capital, qui trouva un exutoire dans les budgets militaires toujours croissants, jouant le rôle de volant d'entraînement de l'économie et des autres économies impérialistes.

Mais cette politique aboutit à une croissance exponentielle de capitaux, qui arri-

(8) "Bonapartisme, fascisme et guerre", août 1940, *Œuvres*, tome 24.

(9) Michel Beaud, *Histoire du capitalisme*, Seuil.

vent de moins en moins à se valoriser dans des conditions normales, c'est-à-dire à une situation où la plus-value dégagée dans la production, non seulement n'est plus suffisante, mais surtout ne peut se transformer en profit de par le caractère limité des marchés. Une situation de crise qui va orienter progressivement le capital financier et les gouvernements à sa botte, à partir des années 1970, vers une politique de restructuration massive à l'échelle planétaire de secteurs entiers de l'industrie et à une remise en cause massive de la valeur de la force de travail. Cette remise en cause s'opère non seulement en termes relatifs (sa part dans l'ensemble des valeurs produites), mais aussi dans l'absolu (son niveau en tant que tel) par la remise en cause et la destruction de l'ensemble des conquêtes de la classe ouvrière (la composante "historique" (10) de la valeur de la force de travail). Les profits et capitaux dégagés par cette politique sont orientés vers des zones de la planète aux coûts du travail les moins élevés, sur la base d'une déréglementation totale du marché des capitaux et la de modification du rôle des banques.

Le processus est mené par l'impérialisme dominant, l'impérialisme américain, à partir du tournant opéré en 1971 avec la décision de Nixon de détacher le dollar de sa parité fixe avec le dollar.

C'est dans ce contexte que vont émerger de nouveau les théories néoclassiques (et leur myriade d'écoles), non pas parce qu'elles avaient une quelconque pertinence, mais parce qu'elles constituaient une justification de meilleure qualité au tournant opéré et aux politiques menées par la suite que les théories keynésiennes. En particulier, s'attaquer à la valeur de la force de travail, et notamment de sa composante historique, nécessitait une remise en cause fondamentale des conquêtes ouvrières arrachées dans le cadre des Etats-nations. Ce qui est attaqué dans l'intervention de l'Etat, ce sont les services publics, la santé, l'école, les réglementations, notamment les Codes du travail, autant de conquêtes arrachées par la lutte des classes et qui sont contraires à l'existence d'un Etat aux prérogatives strictement limitées à la préservation du fonctionnement du marché.

Ainsi, aux Etats-Unis, même sous le

règne du très "néolibéral" Reagan, le rôle de l'Etat a atteint un niveau inégalé. La dette publique a alimenté majoritairement les marchés financiers. Les dépenses militaires pèsent toujours de tout leur poids. En outre, l'Etat n'hésite pas à instaurer des barrières douanières, à l'ombre desquelles les trusts se restructurent. En même temps, l'impérialisme américain mène directement, et par le biais des organisations financières internationales (Banque mondiale, FMI, OMC, etc.), l'offensive à l'échelle mondiale contre les autres impérialismes, en exigeant plus de flexibilité des marchés, moins de réglementation, allant jusqu'au démantèlement de toutes les nations.

Mais entendons-nous bien. Les théories néolibérales, cette "novlangue" portée par une cohorte d'économistes, dont Hayek et Milton Friedman, ne furent pas à l'origine de l'offensive que nous connaissons depuis plus d'une trentaine d'années contre la valeur de la force de travail. Elles donnèrent une caution idéologique au mouvement.

Le point de départ de ces politiques est à chercher dans les contradictions mortelles du système fondé sur la propriété privée des moyens de production et la décomposition dans laquelle il entraîne l'humanité.

Et il est important de souligner que tous ceux qui n'ont à la bouche que les mots de "libéral", de "néolibéral", de "mondialisation libérale" ont ceci en commun qu'ils ne qualifient jamais les causes profondes des contradictions du système, masquent les tendances profondes du capitalisme à l'ère impérialiste derrière l'affirmation selon laquelle tout cela est la conséquence de politiques basées sur des "modèles théoriques" erronés et condamnationnels. Et cela est loin d'être neutre. Nous allons en voir quelques aspects à la lecture de différentes productions altermondialistes

(10) En plus de la quantité de travail nécessaire à la production et à la reproduction de la force de travail, la valeur de celle-ci comporte également ce que Marx appelait un "élément moral et historique", directement lié aux origines de la classe ouvrière, au contexte historique dans lequel elle s'est développée dans tel ou tel pays, etc., et dans lequel on inclut, par exemple, la protection sociale, les retraites, les conventions collectives et l'ensemble des droits acquis par la classe ouvrière dans le combat de classe.

(incluant les pablistes) parues récemment.

LES "POLITIQUES NEOLIBERALES" A L'ORIGINE DE LA "MONDIALISATION NEOLIBERALE" ?

Pour les marxistes, les idées (dont font partie les théories et politiques économiques) ne sont pas à l'origine des processus historiques, mais elles sont le reflet des questions matérielles auxquelles sont confrontés les groupes humains. Cela ne signifie pas pour autant que les marxistes considèrent que les idées n'ont pas leur place dans les processus historiques. Les idées ont montré à plusieurs reprises qu'elles peuvent être un facteur d'homogénéisation d'un groupe humain, de sa prise de conscience de son rôle dans les processus ; elles peuvent aussi être un accélérateur de processus inconscients, préexistants. Mais cela est le reflet de processus matériels, de processus inconscients, que les idées permettent d'ailleurs de comprendre et de dégager.

Cette conception matérialiste est totalement à l'opposé de ceux qui nous disent que l'origine de tous nos maux se trouve dans les "politiques néolibérales". Par exemple, le n° 72 de la revue française *Manière de voir* est consacré entièrement au "nouveau capitalisme". Dans son introduction, le directeur de la rédaction, Ignacio Ramonet (11), n'y va pas par quatre chemins.

« Tout a commencé le 15 août 1971. Ce jour-là, le président américain Richard Nixon annonce que les Etats-Unis suspendent la convertibilité du dollar en or. C'est tout le système mis en place à Bretton Woods (12) en 1944 qui s'effondre. Et c'est aussi l'acte de naissance de ce qu'il faut bien appeler le "nouveau capitalisme", car il rétablit la liberté de manœuvre monétaire de Washington, ouvre la voie aux mesures plus radicales de déréglementation financière et va permettre l'essor de la mondialisation libérale. »

Ainsi, tout procéderait de la décision de Nixon du 15 août 1971. Il ne s'agit pas, pour nous, de sous-estimer cet événement, qui est extrêmement important, en effet. Il suffit de relire la déclaration du bureau politique de l'OCI du 20 août 1971 à ce sujet (13). Mais ce que ne dit pas Ignacio Ramonet et ce que dit cette déclaration de

l'OCI, c'est ce qui est le plus important : par sa déclaration, le président américain dresse un constat de faillite totale du système fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Considérer que la décision de 1971 est le seul déclencheur de la situation que vit aujourd'hui la classe ouvrière, c'est faire volontairement abstraction de l'essentiel et de ce qui gêne le plus nos altermondialistes : la démonstration du caractère réactionnaire et décomposé du système capitaliste à l'ère impérialiste et la nécessité urgente de l'abolir.

Les articles qui suivent enfoncent d'ailleurs le clou. Ainsi, le premier chapitre, intitulé "*L'incubation du modèle*" (un terme par ailleurs très "néolibéral"), commence par ces quelques lignes :

"La mondialisation n'est pas seulement l'irruption dans l'histoire de nouvelles techniques et de nouveaux marchés. C'est aussi l'aboutissement d'un long et patient travail intellectuel, dont certains effets se manifestent dès les années 1970, avant même l'arrivée au pouvoir de M^{me} Margaret Thatcher et de M. Ronald Reagan."

Plus loin, un article commence par ces mots :

"A partir de 1973, un directoire informel réfléchit aux moyens d'organiser la contre-attaque des milieux industriels, qui se jugent menacés par un mouvement populaire trop vigoureux. Cette réflexion aura des effets sur l'ordre international."

"COMBATTRE LES POLITIQUES NEOLIBERALES" POUR MAINTENIR LES INSTITUTIONS DE L'IMPERIALISME

Ce discours a une fonction : démontrer

(11) *Manière de voir* est un bimestriel de l'un des créateurs d'ATTAC, le mensuel français *Le Monde diplomatique*, dont le rédacteur en chef est Ignacio Ramonet.

(12) En juillet 1944, se tenait à Bretton Woods, aux Etats-Unis, une conférence internationale pour mettre en place un système monétaire international instituant le dollar comme étalon des autres monnaies, le dollar lui-même étant relié par une parité fixe à l'or. A cette même conférence, le FMI et la Banque mondiale furent également créés.

(13) Cette déclaration est en annexe du livre de Daniel Gluckstein, *Lutte des classes et mondialisation*, SELIO.

que si le néolibéralisme est une politique néfaste, déconnectée des rapports de production capitalistes, il suffit de la combattre et de la remplacer par une “autre politique”, sans pour autant modifier le système. Parcourons ainsi une brochure de l’association ATTAC parue en 2002, intitulée *Que faire du FMI et de la Banque Mondiale ?* (14). Le ton est déjà donné dans la présentation faite au dos du livre (c’est nous qui soulignons) :

“La mondialisation libérale n’est pas tombée du ciel. Les ravages qu’elle provoque sont le résultat de décisions politiques (...). Dévoquées de leurs finalités initiales, fixées à Bretton Woods au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, les (institutions financières internationales telles que le FMI et la Banque mondiale) doivent (...) être subordonnées au respect des droits économiques, sociaux, écologiques et culturels, et à la Déclaration universelle des droits de l’homme. Tel est l’objet des propositions d’Attac.”

Ainsi, la mondialisation et ses ravages ne seraient pas la conséquence du fonctionnement et des profondes contradictions du système fondé sur la propriété privée des moyens de production arrivé à son stade impérialiste décomposé, mais uniquement celle de politiques condamnables menées à travers des institutions dont les fonction ont été “dévoquées” et qu’il faudrait remettre sur les rails avec une politique plus appropriée. Comme si ces fameuses institutions n’avaient pas été créées par le même capitalisme comme organes de la mise en œuvre de la politique du capital financier contre toutes les bases de l’humanité !

La brochure précise l’idée :

“Pour ce qui nous concerne, nous sommes convaincus que la mondialisation n’est pas en soi un processus critique (...), ce qui est inacceptable, c’est l’idéologie néolibérale qui a présidé au processus de mondialisation en cours pendant ces dernières décennies et qui a abouti à donner un pouvoir exorbitant aux marchés et à la seule logique de la rentabilité immédiate.”

Il serait “exorbitant” de demander à ATTAC de se référer à Lénine, mais soulignons que celui-ci avait mis en avant, depuis longtemps, le rôle dominant de la finance :

« Le développement du capitalisme en est arrivé à un point où la production mar-

chande, bien que continuant de “régner” et d’être considérée comme la base de toute l’économie, se trouve en fait ébranlée et où le gros des bénéficiaires va aux “génies” des machinations financières (...). Le capitalisme, qui a inauguré son développement par l’usure en petit, l’achève par l’usure en grand (...). Toutes les conditions de la vie économique sont profondément modifiées par cette transformation du capitalisme. Même lorsque la population est stagnante, que l’industrie, le commerce et les transports maritimes sont frappés de marasme, le “pays” peut s’enrichir par l’usure. »

Tout cela, ATTAC veut l’ignorer, car le régime de la propriété privée des moyens de production doit rester en place.

Pour ATTAC, la mondialisation est le produit de politiques “néolibérales” qu’il faudrait critiquer. Comment ? D’abord en se dotant d’une instance de régulation internationale orientée sur une “autre politique”. Cette instance serait l’ONU, préalablement “réformée”, qui “est une organisation universelle légitime, à laquelle devraient être subordonnées les autres organisations internationales”, lesdites organisations internationales et notamment le FMI, manquant de “légitimité”. Cette légitimité serait gagnée par la démocratisation de ces institutions, la recherche de “l’adhésion des populations concernées” aux politiques qu’elles préconisent, “leur information et leur consultation (devant être systématiques)”. Tout ce bel ensemble aurait, par exemple, à mettre en avant la “coresponsabilité entre créanciers et débiteurs dans la formation de la dette”. Et voilà les pays dominés et leurs peuples (car il ne s’agit pas ici de différencier les peuples et les gouvernements de leurs pays soumis aux diktats de l’impérialisme) “coresponsables” de la dette au nom de laquelle les coups les plus durs ont été portés contre les conditions matérielles de leur existence par ces mêmes institutions qu’ATTAC prétend réformer ! Tout cela ne signifie qu’une chose : l’impérialisme, le marché sont des réalités incontournables, indépassables.

LE SECRETARIAT UNIFIE EN POINTE

En la matière, le Secrétariat unifié et

(14) *Que faire du FMI et de la Banque mondiale ?*, ATTAC, éditions Mille et Une Nuits, novembre 2002.

ses organisations nationales ne sont pas en reste. Rappelons ainsi que la LCR française s'est fait le propagateur, en mars dernier, d'une pétition lancée par ATTAC appelant à s'opposer à la nomination de Paul Wolfowitz à la direction de la Banque mondiale. Le texte de la pétition est précédé d'un court chapeau de présentation, qui mérite d'être cité intégralement tant il est éclairant sur le sens de la démarche choisie :

"Vous le savez sans doute : Paul Wolfowitz, n° 2 du Pentagone et avocat forcené de l'invasion de l'Irak, est le candidat de la Maison-Blanche à la présidence de la Banque mondiale. Les Européens ont encore les moyens de s'opposer à ce qui apparaît à nos yeux comme une provocation, mais Bush appelle personnellement les différentes capitales et il semble que plusieurs pays européens n'aient pas l'intention de gâcher leur capital politique sur ce dossier. Il nous faut donc mobiliser tous les canaux (rencontres décideurs, médias, etc.) dont nous disposons pour que la France incite l'Union européenne à parler d'une seule voix sur cette question. Il faut agir vite pour avoir un impact. L'un des moyens est la signature du texte suivant (...)."

L'objectif officiellement assigné à cette pétition (et dont la LCR se fait la propagandiste) est donc que *"la France incite l'Union européenne à parler d'une même voix sur cette question"*.

Les signataires de la pétition poursuivent :

"Nous craignons que son élection amène la Banque mondiale à être vue comme un outil de l'actuelle et très controversée politique étrangère des Etats-Unis, avec des flux d'aide devenant conditionnés à la stricte observance des priorités de l'administration des USA."

Comme si la Banque mondiale, dès sa constitution, lors des accords de Bretton Woods, n'avait pas été en toute occasion et en toute circonstance une institution internationale de l'impérialisme, un organisme tout entier dirigé par le capitalisme mondial pour asservir les peuples au moyen des plans d'ajustement structurel (PAS), et de son endettement...

Poursuivons.

"Nous rejetons le processus de nomination non transparent et non démocratique par lequel un gouvernement peut nommer un candidat unique au poste de président de la Banque mondiale."

Nous sommes au cœur de la démarche des altermondialistes : il faut humaniser la mondialisation, la rendre plus acceptable, y injecter un fonctionnement plus "transparent" et "démocratique". Comme si la nature totalement réactionnaire des institutions internationales de la Banque mondiale ou du Fonds monétaire international pouvait être "acceptable" par un meilleur fonctionnement. Voilà qui entre dans toute l'offensive en cours pour chercher à diluer le mouvement ouvrier, ses organisations indépendantes dans le cadre de la "gouvernance mondiale". Cette pétition, dont la LCR se fait la propagandiste, conclut :

"Le choix des personnes qui dirigent la Banque mondiale est une question vitale qui affectera le futur des efforts internationaux d'éradication de la pauvreté."

Il faut mesurer ce que la LCR appelle à signer. Il s'agit ni plus ni moins d'expliquer que la Banque mondiale (dirigée par des "bonnes personnes") pourra "éradiquer la pauvreté". Après "humaniser la mondialisation", "humaniser la Banque mondiale" est leur nouveau mot d'ordre !

Michel Husson est membre de la LCR et son principal économiste. Il y anime le groupe de travail économique.

Dans un article paru dans la revue française *Politis* (15) et intitulé *"Regarder la crise en face"*, il donne le contenu de ce qu'il appelle la "stratégie altereuropéenne" :

"Une autre gestion de l'euro, la relance du marché intérieur et l'harmonisation à l'échelle de l'Union (...). L'essentiel est ici l'extension du budget européen afin de soutenir une relance coordonnée, ainsi que l'harmonisation sociale. Quant à l'euro, il est urgent de mettre en place un système monétaire européen garantissant des taux de change fixes révisables entre la zone euro et les treize pays de l'Union européenne qui n'en font pas partie, et de doter cette monnaie commune d'une politique de change à l'égard du dollar."

"Une autre gestion de l'euro" : voilà l'affaire ! L'"alter-euro", en quelque sorte ! Peut-on détacher l'euro du traité de Maastricht, des critères de convergence, du pacte de stabilité, etc. ? L'euro serait-il une

(15) *Politis*, n° 857, 23 juin 2005.

catégorie abstraite, déconnectée de sa nature de classe, de son lien avec les nécessités de la politique de l'impérialisme ? Bien évidemment non, mais Husson s'empresse de le faire, afin d'occulter la responsabilité d'ensemble du système fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Aux politiques "néolibérales", il oppose une "autre politique", plus "humaine", plus "solidaire", etc., en détournant le combat de la classe ouvrière de son véritable objectif.

LE "LIBÉRALISME", NOUVELLE PHASE DU DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME ?

Critique communiste se présente comme la "revue théorique de la LCR". Dans son n° 175 (printemps 2005), on trouve quelques articles qui s'inscrivent dans le cadre de la discussion menée par cette organisation pour la définition de son manifeste intitulé "Le monde doit changer de base".

L'un d'entre eux, signé par trois rédacteurs (Serge Godard, Yvan Lemaître et Galia Trépère), indique ceci (c'est nous qui soulignons) :

"La mondialisation, le libéralisme impérialiste, est une nouvelle phase du développement du capitalisme, qui, en gagnant toute la planète, exacerbe ses contradictions."

Nous serions dans une nouvelle phase du capitalisme. Mais alors, Lénine se serait-il trompé ? Le point de départ du *Programme de transition* serait-il erroné ? L'article poursuit :

« Les écrits de Marx gardent une pertinence inégalée pour décrire ces contradictions. Ceux de Lénine aussi. Son analyse de l'impérialisme ne décrit certes pas les rapports capitalistes d'aujourd'hui, mais c'est le point de départ pour comprendre ces transformations comme leur continuité du point de vue de la logique de l'accumulation du capital (...). L'ensemble des progrès technologiques, qui permettent une mondialisation croissante des échanges matériels et culturels, constitue l'infrastructure sur laquelle reposent, en dernière analyse, ces évolutions sociales et politiques. Ces progrès s'expriment dans les progrès de la classe ouvrière, classe "mondialisée" qui n'a jamais été aussi puissante. »

Ainsi donc, les analyses de Lénine ne recouvrent pas la réalité contemporaine du mode de production capitaliste ? C'est le droit des responsables de la LCR de le penser, mais encore faudrait-il le démontrer. En particulier, le caractère totalement réactionnaire de l'impérialisme, son incapacité à développer les forces productives et, au contraire, sa tendance persistante à les détruire, tout cela ne se vérifie-t-il pas, de l'Irak à la Louisiane, de l'Afrique à l'Asie, des politiques d'ajustement structurel aux directives de l'Union européenne ? Il nous est dit que les progrès technologiques ont amené à un progrès de la classe ouvrière désormais "mondialisée". Quel progrès ? Le chômage de masse, la destruction des qualifications, la précarité et la misère, les délocalisations, le "dumping social", la famine, les guerres "ethniques" ou autres, l'utilisation du progrès scientifique à des fins de destruction ? Des vérités à ne pas dire pour qui veut "humaniser" la mondialisation sous couvert du drapeau de la IV^e Internationale.

Le recours systématique aux termes "libéralisme" ou de "mondialisation libérale" ou encore d'"impérialisme libéral" et leur substitution délibérée aux termes marxistes de "régime de la propriété privée des moyens de production" ou "capitalisme parvenu au stade de l'impérialisme pourrissant" visent à démontrer que nous ne sommes plus dans la période dont l'analyse fonde le programme de la IV^e Internationale.

L'heure ne serait plus à la révolution prolétarienne pour abolir le régime de la propriété privée des moyens de production.

En dernière analyse, dire qu'il s'agit d'un "capitalisme libéral", de l'application de "politiques néolibérales" néfastes n'a qu'une fonction : détourner la classe ouvrière de son combat pour sa propre existence, la priver de toute politique indépendante, et, ainsi, nourrir la politique totalement néocorporatiste de dissolution de l'organisation indépendante des travailleurs dans la "démocratie participative", les forums sociaux et la nouvelle "gouvernance mondiale".

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Jacques 75010 Paris-France

Revue bimestrielle - Directeur de la publication : Pierre Lambert

Comité de rédaction :

Jean-Pierre Barrois, Andreu Camps, Robert Clément, Manuel Cussó, Olivier Dorjate, François Forge, Marc Gauquelin, Lucien Gauffier, Daniel Gluckstein, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Scriappa, Marie-Claude Schidlower. **Correspondants :** Arfoumi Abdemaman (Algérie), Werner Uhde (Allemagne), Lybon Mabasa (Azanie et Swaziland), AKW Fazlul Hoque Ripon (Bangladesh et Inde), Philippe Larsimont (Belgique), Warkus Sokol (Brésil), Paul Nkuzimana (Burundi), Luis Mesina (Chili), José Limaico (Equateur), Blas Ortega (Espagne), Alan Benjamin (Etats-Unis), Charles Charalambous (Grande-Bretagne), Dimitris Astériou (Grèce), Lorenzo Varaldo (Italie), Yassine Lamin (Maroc), Aires Rodrigues (Portugal), Florin Constantin (Roumanie), Luis Vázquez (Mexique), Michel Gindrat (Suisse), Alifa Ngabaye Sam (Tchad), Ariel Quiraga (Uruguay), Pavlusko Insrovic (Yougoslavie).



Commission paritaire : n° 0506 G 84847 - ISSN 0294-359X